



N°85F0028XIF au catalogue

L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas 2000-2001



Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Centre canadien de la statistique juridique numéro de télécopieur (1-613-951-6615), numéro sans frais (1-800-387-2231), Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9023).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements

Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants

Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt

Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt

Renseignements par courriel

Site Web

1 800 263-1136

1 800 363-7629

1 800 700-1033

1 800 889-9734

infostats@statcan.ca

www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 85F0028XIF au catalogue est publié sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 24 \$ CA. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à www.statcan.ca et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 52 \$ CA. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire
États-Unis	6 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste
Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada

Centre canadien de la statistique juridique.

L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas 2000-2001

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2002

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mai 2002

N° 85F0028XIF au catalogue

Périodicité : Annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 85F0028XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans ce rapport :

- .. nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- nombres infimes.
- néant ou zéro.
- ^e estimations.
- ^p nombres provisoires.
- ^r nombres réctifiés.

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	4
Méthodologie	5
Tableau 1 Revenu selon la source, l'aide juridique	6
Tableau 2 Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique	8
Tableau 3 Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle	10
Tableau 4 Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique	12
Tableau 5 Dépenses par objet au chapitre de l'aide juridique	14
Tableau 6 Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles et civiles	16
Tableau 7 Effectifs de l'aide juridique au 31 mars	18
Tableau 8 Participation des membres du Barreau, à la prestation des services d'aide juridique	20
Tableau 9 Total des demandes d'aide juridique reçues, affaires criminelles et civiles	22
Tableau 10 Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles et civiles	24
Tableau 11 Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, affaires criminelles et civiles	26
Tableau 12 Demandes d'aide juridique rejetées, affaires criminelles et civiles, raisons	28
Tableau 13 Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles	30
Tableau 14 Appels approuvés et rejetés pour des services d'aide juridique, affaires criminelles et civiles	31
Tableau 15 Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	32
Tableau 16 Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	34
Tableau 17 Contributions fédérales au titre de l'aide juridique en matière civile	36
Tableaux supplémentaires	37
Glossaire	54

Introduction

Legal aid plans have been established in all provinces and territories, with the common goal of assisting low-income Canadians who require professional legal counsel. Legal aid plans in Canada provide legal representation, advice, referrals and information services. Because the administration of justice is a provincial responsibility, the organizational structure, eligibility requirements, and application of the legal aid plans differ in each province and territory. Considering these fundamental differences in the structure and the accompanying organizational differences, **caution must be used when making inter-jurisdictional comparisons of legal aid plans in Canada.**

The tables that follow provide five-year time series data (aggregate level) on: revenues, by source of funding; provincial/territorial and federal contributions to legal aid; legal aid expenditures; payments to private law firms, or fees paid for private lawyers' services; direct legal service expenditures, by type of legal matter, by staff or private lawyers; personnel resources, by type of staff; duty counsel services; and civil and criminal caseload characteristics (total, approved and refused applications) by type of legal matter.

For an analytical review of these data, please see the related product entitled *Legal Aid in Canada: Resource and Caseload Statistics, 2000-2001* (catalogue no. 85F0015). This report provides information on the organization and costs of legal aid in Canada. It also includes information on legal aid delivery systems, revenues and expenditures, and applications for legal aid.

For specific information related to the administration of legal aid in each province and territory, please see the report entitled *Legal aid in Canada: Description of Operations* (catalogue no. 85-217-XDB on diskette, or 85-217-XIB on the Internet). This qualitative report describes the structure and administration of provincial/territorial legal aid services in Canada. It also includes information on legislation, organization, coverage, eligibility, duty counsel and tariffs. Lists of resource persons and legal aid office locations are also provided.

Méthodologie

Data in the report *Legal Aid in Canada: Resource and Caseload Statistics* (Catalogue no. 85F0015) and the related data tables *Legal Aid in Canada: Resource and Caseload Data Tables* (Catalogue no. 85F0028) are obtained from the Legal Aid Survey, conducted annually since 1983-84, by the Courts Program, Canadian Centre for Justice Statistics. The objective of this census survey is to provide revenue, expenditure, personnel, and caseload statistics associated with the delivery and administration of legal aid in Canada. Data are collected and presented at the aggregate provincial/territorial level.

Data collection for all but a few data elements is administered through a survey questionnaire to the thirteen legal aid plans in Canada. Data on provincial/territorial government financial contributions are obtained from the appropriate department responsible for justice matters. Justice Canada provides the federal contributions for criminal legal aid figures. In earlier years, during the existence of the Canada Assistance Plan, figures for federal contributions for civil legal aid were obtained from Human Resources Development Canada. Data on provincial and territorial Bar membership are requested from the Federation of Law Societies of Canada.

To adjust for the effect of inflation, constant 1992-93 dollar figures have been calculated using the indexed changes in year-to-year revenues and expenditures for goods and services, as reported by Statistics Canada's *The Consumer Price Index*, Catalogue No. 62-001.

The population data used to produce the per capita figures in this report are taken from the report entitled *Annual Demographic Statistics, 2000* (Catalogue no. 91-213). They represent the Canadian population as of July 1st and are final intercensal estimates for 1995, final postcensal estimate for 1996 and 1997 and updated postcensal estimates for 1998-2000.

Tableau 1
Revenu selon la source, l'aide juridique

Province/territoire et année	Revenu total		Contributions de l'État		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres	
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	
Terre-Neuve-et-Labrador										
1996-1997	5 701	5 394	95	73	1	196	3	38	1	
1997-1998	5 350	5 243	98	8	--	69	1	30	1	
1998-1999	5 899	5,488	93	27	--	334	6	50	1	
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard										
1996-1997	598 ^r	598 ^r	100	...	...	...	...	...	...
1997-1998	543 ^r	543 ^r	100	...	...	...	...	...	...
1998-1999	595 ^r	561 ^r	94	...	...	...	...	34	6
1999-2000	695	610	88	...	...	...	...	85	12
2000-2001	736	655	89	...	...	...	...	81	11
Nouvelle-Écosse¹										
1996-1997	10 591	10 468	99	3	--	...	...	120	1
1997-1998	10 354	10 248	99	3	--	...	...	103	1
1998-1999	10 950	10 734	98	37	--	...	...	179	2
1999-2000	11 435	11 207	98	13	--	...	...	215	2
2000-2001	11 654	11 375	98	15	--	...	...	264	2
Nouveau-Brunswick²										
1996-1997	3 595	3 228	90	109	3	100	3	158	4	
1997-1998	3 806	3 278	86	96	3	220	6	212	6	
1998-1999	4 050	3 524	87	98	2	160	4	268	7	
1999-2000	5 058	4 521	89	101	2	100	2	336	7	
2000-2001	4 650	3 913	84	93	2	295	6	349	8	
Québec										
1996-1997	113 669	113 025	99	271	--	...	...	373	--
1997-1998	115 966	114 963	99	668	1	...	...	335	--
1998-1999	129 645	128 268	99	914	1	...	...	463	--
1999-2000	105 481	103 874	98	1 123	1	...	...	484	--
2000-2001	107 996	106 097	98	1 389	1	...	...	510	--
Ontario³										
1996-1997	264 585	226 645	86	18 081	7	6 865	3	12 994	5	
1997-1998	257 940	230 796	89	9 804	4	5 704	2	11 636	5	
1998-1999	272 854	231 588	85	12 361	5	4 365	2	24 540	9	
1999-2000	268 539	230 992	86	10 807	4	-	-	26 740	10	
2000-2001	249 544	201 626	81	9 791	4	-	-	38 127	15	
Manitoba⁴										
1996-1997	15 041	12 467	83	1 080	7	1 457	10	37	--	
1997-1998	15 289	12 957	85	1 316	9	984	6	32	--	
1998-1999	15 335	12 994	85	1 478	10	835	5	28	--	
1999-2000	17 590	14 179	81	1 694	10	1 687	10	30	--	
2000-2001	18 060	14 657	81	1 838	10	1 524	8	41	--	
Saskatchewan⁵										
1996-1997	8 905	8 800	99	66	1	...	...	39	--
1997-1998	9 534	9 432	99	63	1	...	...	39	--
1998-1999	9 953	9 825	99	55	1	...	...	73	1
1999-2000	10 690	10 565	99	52	--	...	...	73	1
2000-2001	11 052	10 897	99	43	--	...	...	112	1
Alberta⁶										
1996-1997	27 455	22 542	82	2 201	8	...	...	2 712	10
1997-1998	26 641	22 542	85	2 300	9	...	...	1 799	7
1998-1999	27 012	22 542	83	2 166	8	...	...	2 304	9
1999-2000	27 680	20 742	75	2 360	9	...	...	4 578	17
2000-2001	29 545	22 542	76	2 579	9	...	...	4 424	15
Colombie-Britannique⁷										
1996-1997	92 717	87 423	94	289	--	4 000	4	1 005	1	
1997-1998	86 230	82 171	95	214	--	3 500	4	345	--	
1998-1999	86 213	82 035	95	187	--	2 975	3	1 016	1	
1999-2000	86 545	81 810	95	199	--	3 175	4	1 361	2	
2000-2001	88 324	82 953	94	533	1	3 289	4	1 549	2	

Tableau 1
Revenu selon la source, l'aide juridique – fin

Province/territoire et année	Revenu total		Contributions de l'État		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres	
	'000 \$		'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%
Territoires du Nord-Ouest⁸										
1996-1997	5 125		5 125	100	...	...	...	...	...	...
1997-1998	5 395		5 395	100	...	...	...	...	...	...
1998-1999	5 412		5 412	100	...	...	...	...	...	...
1999-2000	3 846		3 286	85	...	...	...	...	560	15
2000-2001	3 511		3 511	100	...	...	...	...	...	...
Territoire du Yukon⁹										
1996-1997	895		881	98	11	1	...	...	3	--
1997-1998	864		856	99	8	1	...	...	--	--
1998-1999	938		931	99	7	1	...	...	--	--
1999-2000	978		968	99	10	1	...	...	--	--
2000-2001	1 391		1 356	97	34	2	...	...	1	--
Nunavut										
1999-2000	2 411		2 411	100	...	...	...	...	...	...
2000-2001	2 842		2 840	100	2	--	...	...	...	...
Canada										
1996-1997	548 877		496 596	90	22 184	4	12 618	2	17 479	3
1997-1998	537 912		498 424	93	14 480	3	10 477	2	14 531	3
1998-1999	568 822		513 902	90	17 330	3	8 669	2	28 921	5
1999-2000	540 948		485 165	90	16 359	3	4 962	1	34 411	6
2000-2001	529 309		462 422	87	16 317	3	5 108	1	45 462	9

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Note générale Lorsqu'elles sont additionnées, les contributions provinciales/territoriales (tableau 2) plus les contributions fédérales (tableaux 3 et 17) peuvent ne pas correspondre au total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le total des contributions gouvernementales au tableau 1 est fourni par les régimes d'aide juridique, et il représente le total de la subvention provinciale et des contributions fédérales, alors que les chiffres des contributions provinciales/territoriales et fédérales sont obtenus auprès du ministère compétent; (ii) toute différence dans les méthodes comptables (c.-à-d. méthode de caisse ou méthode d'exercice) se traduira par des différences entre les exercices dans lesquels les contributions sont comptabilisées; (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de remboursement au cours d'une année donnée, pour des dépenses qui avaient déjà été engagées et incluses dans le chiffre du total des contributions gouvernementales pour une année précédente.

¹ **Nouvelle-Écosse** Les données déclarées sont fondées sur les méthodes de comptabilité de caisse et de comptabilité d'exercice. Pour 2000-2001, la catégorie «Autres» comprend des revenus en intérêts de 229 000 \$ et de subvention d'investissement différée réalisée de 35 000 \$.

² **Nouveau-Brunswick** Les autres revenus pour l'année 2000-2001 comprenaient un remboursement de la THS de 262 100 \$, et des revenus en intérêts et divers autres montants totalisant 87 100 \$.

³ **Ontario** Les autres revenus pour 2000-2001 comprennent des revenus en intérêts sur des investissements (6 950 000 \$), le produit de la vente de travaux de recherche (66 000 \$), les contributions de la Fondation du droit (30 962 000 \$), conférences (règlement) (9 000 \$) et divers autres recettes (138 000 \$). Les contributions de l'État comprennent les subventions versées par le gouvernement provincial pour le fonctionnement des cliniques communautaires, dont les montants sont indiqués ci-après selon l'année :

1996-1997	32 444 000 \$
1997-1998	32 453 000 \$
1998-1999	37 677 000 \$
1999-2000	35 085 000 \$
2000-2001	44 000 000 \$

⁴ **Manitoba** Les autres revenus pour l'année 2000-2001 comprenaient des revenus en intérêts (41 000 \$).

⁵ **Saskatchewan** Les chiffres comprennent des comptes clients nets de 66 450 \$ en 1999-2000. En 1998-1999 les comptes clients nets comptaient pour 14 670 \$. Est inclus dans le solde des comptes clients nets (79 817 \$) le montant de 50 000 \$ de Justice Saskatchewan pour l'affectation de 1997-1998. N'est pas comprise dans le total une subvention de 121 400 \$ versée par la Fondation du droit de la Saskatchewan pour l'achat d'un ordinateur. Les autres revenus pour 2000-2001 comprennent les suivants : les intérêts de placements (87 000 \$) et des montants divers se chiffrant au total à 25 000 \$.

⁶ **Alberta** Les autres revenus pour 2000-2001 comprennent une subvention de la Fondation du droit (2 962 000 \$), et des revenus d'intérêts (1 462 000 \$).

⁷ **Colombie-Britannique** Les autres revenus pour 2000-2001 comprennent des intérêts (685 000 \$), la Notary Foundation (659 000 \$) et diverses sources (205 000 \$).

⁸ **Territoires du Nord-Ouest** En 1998-1999, des contributions des clients de 48 000 \$ ont été portées au crédit du Trésor du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, et le régime n'y a pas accès. En 1997-1998, le montant était de 87 000 \$, en 1996-1997, de 75 000 \$, et en 1995-1996, de 91 000 \$. Ces contributions sont comprises dans les recettes totales. Les recettes provenant du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest comprennent les fonds alloués à l'ensemble du Programme des services juridiques. Ils ne sont pas répartis entre l'aide juridique. Ils ne sont pas répartis entre l'aide juridique, les Services de travailleurs auprès des tribunaux et la formation juridique du public.

⁹ **Territoire du Yukon** Les autres revenus pour 2000-2001 comprennent des intérêts de 1 000 \$.

Tableau 2
Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique

Province/territoire et année	Total	Dollars courants		Total	Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
		Variation en %	Par habitant		Variation en %	Par habitant		
	'000 \$		\$	'000 \$		\$		'000 \$
Terre-Neuve-et-Labrador								
1996-1997	3 698	43	6,60 ^r	3 492	41	6,23	105,9 ^r	560,6 ^r
1997-1998	3 971	7	7,17 ^r	3 701	6	6,68	107,3	554,0 ^r
1998-1999	4 467	12	8,19 ^r	4 125	11	7,56	108,3	545,4 ^r
1999-2000	4 432 ^r	-1	8,20 ^r	3 986	-3	7,37	111,2	540,7 ^r
2000-2001	4 447	--	8,28	3 891	-2	7,24	114,3	537,2
Île-du-Prince-Édouard								
1996-1997	369 ^r	21	2,71 ^r	348	19	2,56	105,9 ^r	136,2 ^r
1997-1998	306 ^r	-17	2,24 ^r	285	-18	2,08	107,3	136,9 ^r
1998-1999	313 ^r	2	2,28 ^r	289	1	2,11	108,3	137,0 ^r
1999-2000	456	46	3,31 ^r	410	42	2,98	111,2	137,6 ^r
2000-2001	391	-14	2,83	342	-17	2,48	114,3	138,1
Nouvelle-Écosse								
1996-1997	7 406	51	7,95 ^r	6 993	48	7,51	105,9 ^r	931,2 ^r
1997-1998	7 566	2	8,10 ^r	7 051	1	7,55	107,3	934,5 ^r
1998-1999	7 878	4	8,42 ^r	7 274	3	7,77	108,3	936,1 ^r
1999-2000	8 776	11	9,34 ^r	7 892	8	8,40	111,2	939,7 ^r
2000-2001	9 349	7	9,93	8 179	4	8,69	114,3	941,2
Nouveau-Brunswick¹								
1996-1997	3 228	33	4,29 ^r	3 048	31	4,05	105,9 ^r	753,0 ^r
1997-1998	3 278	2	4,35 ^r	3 055	--	4,05	107,3	754,2 ^r
1998-1999	3 524	8	4,68	3 254	7	4,32	108,3	753,5 ^r
1999-2000	3 607	2	4,78 ^r	3 244	--	4,30	111,2	754,4 ^r
2000-2001	3 913	8	5,18	3 423	6	4,53	114,3	755,3
Québec								
1996-1997	102 959	55	14,15 ^r	97 223	52	13,37	105,9 ^r	7 274,0 ^r
1997-1998	98 515	-4	13,49 ^r	91 813	-6	12,57	107,3	7 302,6 ^r
1998-1999	111 873	14	15,28 ^r	103 299	13	14,11	108,3	7 323,0 ^r
1999-2000	87 340	-22	11,88 ^r	78 543	-24	10,69	111,2	7 349,7 ^r
2000-2001	89 415	2	12,12	78 228	-0	10,60	114,3	7 377,7
Ontario								
1996-1997	191 096	2	17,21 ^r	180 449	--	16,26	105,9 ^r	11 100,9 ^r
1997-1998	191 130	--	16,99 ^r	178 127	-1	15,83	107,3	11 249,5 ^r
1998-1999	194 500	2	17,08 ^r	179 594	1	15,78	108,3	11 384,4 ^r
1999-2000	194 792	--	16,91 ^r	175 173	-2	15,20	111,2	11 522,7 ^r
2000-2001	171 126	-12	14,64	149 717	-15	12,81	114,3	11 685,3
Manitoba								
1996-1997	9 154	19	8,07 ^r	8 644	17	7,62	105,9 ^r	1 134,3 ^r
1997-1998	9 801	7	8,62 ^r	9 134	6	8,04	107,3	1 136,6 ^r
1998-1999	9 850	--	8,66 ^r	9 095	--	7,99	108,3	1 138,0 ^r
1999-2000	11 044	12	9,67 ^r	9 932	9	8,69	111,2	1 142,4 ^r
2000-2001	11 522	4	10,05	10 080	1	8,80	114,3	1 146,0
Saskatchewan²								
1996-1997	5 321	33	5,22	5 025	31	4,93	105,9 ^r	1 019,5 ^r
1997-1998	6 912	30	6,76 ^r	6 442	28	6,30	107,3	1 022,0 ^r
1998-1999	7 360	6	7,18	6 796	5	6,63	108,3	1 025,2 ^r
1999-2000	8 084	10	7,88 ^r	7 270	7	7,09	111,2	1 025,5 ^r
2000-2001	8 407	4	8,23	7 355	1	7,20	114,3	1 022,0
Alberta								
1996-1997	16 140	-1	5,80 ^r	15 241	-3	5,48	105,9 ^r	2 780,6 ^r
1997-1998	16 056	-1	5,66 ^r	14 964	-2	5,27	107,3	2 837,2 ^r
1998-1999	16 100 ^r	--	5,54 ^r	14 866	-1	5,11	108,3	2 906,9 ^r
1999-2000	14 198	-12	4,80 ^r	12 768	-14	4,31	111,2	2 959,5 ^r
2000-2001	15 912	12	5,29	13 921	9	4,63	114,3	3 009,2

Tableau 2
Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique – fin

Province/territoire et année	Total '000 \$	Dollars courants		Total '000 \$	Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population '000 \$
		Variation en %	Par habitant		Variation en %	Par habitant		
Colombie-Britannique³								
1996-1997	72 500	24	18,68 ^r	68 461	22	17,64	105,9 ^r	3 882,0 ^r
1997-1998	72 900	1	18,41 ^r	67 940	-1	17,16	107,3	3 959,7 ^r
1998-1999	73 600	1	18,41 ^r	67 959	--	17,00	108,3	3 998,3 ^r
1999-2000	74 100	1	18,40 ^r	66 637	-2	16,54	111,2	4 028,1 ^r
2000-2001	75 123	1	18,51	65 724	-1	16,19	114,3	4 058,8
Territoires du Nord-Ouest⁴								
1996-1997	3 467	1	51,29 ^r	3 274	-1	48,43	105,9 ^r	67,6 ^r
1997-1998	3 358	-3	49,60 ^r	3 130	-4	46,23	107,3	67,7 ^r
1998-1999	3 124	-7	46,28	2 885	-8	42,73	108,3	67,5
1999-2000	3 521	13	85,88 ^r	3 166	10	77,23	111,2	41,0 ^r
2000-2001	3 511	--	85,84	3 072	-3	75,10	114,3	40,9
Territoire du Yukon								
1996-1997	476 ^r	-3	14,92 ^r	449	-5	14,09	105,9 ^r	31,9 ^r
1997-1998	429	-10	13,32 ^r	400	-11	12,42	107,3	32,2 ^r
1998-1999	504 ^r	17	15,95	465	16	14,73	108,3	31,6
1999-2000	828 ^r	64	26,71 ^r	745	60	24,02	111,2	31,0 ^r
2000-2001	929	12	30,36	813	9	26,56	114,3	30,6
Nunavut⁵								
1999-2000	..	..	..	..	..	..	111,2	26,9 ^r
2000-2001	3 347	..	122,15	2 928	..	106,87	114,3	27,4
Canada								
1996-1997	415 814	17	14,01 ^r	392 648	15	13,23	105,9 ^r	29 671,9 ^r
1997-1998	414 222	--	13,81 ^r	386 041	-2	12,87	107,3	29 987,2 ^r
1998-1999	433 093 ^r	5	14,32 ^r	399 901	4	13,22	108,3	30 246,9 ^r
1999-2000	411 178 ^r	-5	13,48 ^r	369 764	-8	12,12	111,2	30 499,2 ^r
2000-2001	397 392	-3	12,92	347 675	-6	11,30	114,3	30 769,7

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Note générale Avant 1996-1997, plusieurs provinces ont reçu des fonds du gouvernement fédéral pour l'aide juridique en matière civile, dans le cadre de l'ancien Régime d'assistance publique du Canada qui était administré par Développement des ressources humaines Canada. Le 1er avril 1996, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) est devenu le nouveau mécanisme de financement fédéral pour un certain nombre de programmes sociaux, y compris l'aide juridique en matière civile. Ce nouveau financement global donne aux provinces davantage de souplesse dans leurs propres priorités de financement. À la suite du nouveau programme de transfert, les contributions provinciales à l'aide juridique ont sensiblement augmenté en 1996-1997 à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, au Québec, au Manitoba, en Saskatchewan, et en Colombie-Britannique.

¹ **Nouveau-Brunswick** La contribution du gouvernement du Nouveau-Brunswick pour 2000-2001 comprend toutes les dépenses pour l'aide juridique en matière de droit de la famille (1 712 700 \$) et en matière criminelle (2 200 000 \$).

² **Saskatchewan** Suite à la fin du Régime d'assistance publique au Canada le 31 mars 1996, les contributions provinciales ont augmentés de 1,3 million (33%) en 1996-1997.

³ **Colombie Britannique** Les figures pour la Colombie britannique n'incluent les frais et déboursments des grands cas d'aide juridique et Rowbothams subventionnés par le gouvernement provinciale.

⁴ **Territoires du Nord-Ouest** Les chiffres représentent le total des contributions territoriales à l'aide juridique moins le total des contributions fédérales aux programmes d'aide juridique criminel ainsi qu'au programme des auxiliaires juridiques. Les contributions en 1999-2000 incluent \$1.8 million provenant du Nunavut.

⁵ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Ce total comprend une somme de 1 192 620 \$ versée en vertu de l'Accord sur l'accès à la justice.

Tableau 3
Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle¹

Province/territoire et année	Contribution fédéral Dollars courants		% des dépenses nettes admissibles au partage des coûts	Dépenses nettes admissibles au partage des coûts ²	Contribution fédéral Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
	Total	Par habitant			Total	Par habitant		
	'000 \$	\$	%	'000 \$	'000 \$	\$		'000
Terre-Neuve-et-Labrador								
1996-1997	1 661	2,96 ^r	51	3 246	1 568	2,80	105,9 ^r	560,6 ^r
1997-1998	1 653	2,98 ^r	49	3 362	1 541	2,78	107,3	554,0 ^r
1998-1999	1 571	2,88	..	3 534 ^e	1 451	2,66	108,3	545,4 ^r
1999-2000	1 557	2,88	..	3 756 ^e	1 400	2,59	111,2	540,7 ^r
2000-2001	1 546	2,88	37	4140	1 353	2,52	114,3	537,2
Île-du-Prince-Édouard								
1996-1997	229	1,68 ^r	55	413	216	1,59	105,9 ^r	136,2 ^r
1997-1998	237	1,73 ^r	..	430	221	1,61	107,3	136,9 ^r
1998-1999	248	1,81	..	450	229	1,67	108,3	137,0 ^r
1999-2000	254	1,85	52	492	228	1,66	111,2	137,6 ^r
2000-2001	262	1,90	43	608	229	1,66	114,3	138,1
Nouvelle-Écosse								
1996-1997	3 062	3,29 ^r	57	5 347	2 891	3,11	105,9 ^r	931,2 ^r
1997-1998	3 037	3,25 ^r	59	5 190	2 830	3,03	107,3	934,5 ^r
1998-1999	2 858	3,05	50	5 683	2 639	2,82	108,3	936,1 ^r
1999-2000	2 831	3,01	48	5 939	2 546	2,71	111,2	939,7 ^r
2000-2001	2 808	2,98	47	5 987	2 457	2,61	114,3	941,2
Nouveau-Brunswick								
1996-1997	1 210	1,61 ^r	60	2 033	1 143	1,52	105,9 ^r	753,0 ^r
1997-1998	1 256	1,67 ^r	59	2 135	1 171	1,55	107,3	754,2 ^r
1998-1999	1 327	1,76	57	2 335	1 225	1,63	108,3	753,5 ^r
1999-2000	1 363	1,81	62	2 205	1 226	1,62	111,2	754,4 ^r
2000-2001	1 401	1,85	64	2 173	1 226	1,62	114,3	755,3
Québec								
1996-1997	16 234	2,23 ^r	49	33 102	15 329	2,11	105,9 ^r	7 274,0 ^r
1997-1998	16 448	2,25 ^r	41	40 214	15 329	2,10	107,3	7 302,6 ^r
1998-1999	16 396	2,24	38	42 937	15 139	2,07	108,3	7 323,0 ^r
1999-2000	16 535	2,25	..	36 292 ^e	14 870	2,02	111,2	7 349,7 ^r
2000-2001	16 683	2,26	45	37 325	14 596	1,98	114,3	7 377,7
Ontario								
1996-1997	39 402	3,55 ^r	34	114 960	37 207	3,35	105,9 ^r	11 100,9 ^r
1997-1998	38 976	3,46 ^r	39	99 245	36 324	3,23	107,3	11 249,5 ^r
1998-1999	36 438	3,20	39	93 764	33 645	2,96	108,3	11 384,4 ^r
1999-2000	36 066	3,13	..	90 148	32 433	2,81	111,2	11 522,7 ^r
2000-2001	35 725	3,06	33	107 860	31 255	2,67	114,3	11 685,3
Manitoba								
1996-1997	3 312	2,92 ^r	46	7 188	3 128	2,76	105,9 ^r	1 134,3 ^r
1997-1998	3 304	2,91 ^r	42	7 862	3 079	2,71	107,3	1 136,6 ^r
1998-1999	3 154	2,77	41	7 662	2 912	2,56	108,3	1 138,0 ^r
1999-2000	3 145	2,75	36	8 730	2 828	2,48	111,2	1 142,4 ^r
2000-2001	3 135	2,74	37	8 583	2 743	2,39	114,3	1 146,0
Saskatchewan								
1996-1997	2 503	2,46	41	6 091 ^r	2 364	2,32	105,9 ^r	1 019,5 ^r
1997-1998	2 520	2,47	39	6 498	2 349	2,30	107,3	1 022,0 ^r
1998-1999	2 465	2,40	35	7 085	2 276	2,22	108,3	1 025,2 ^r
1999-2000	2 480	2,42	31	8 076	2 230	2,17	111,2	1 025,5 ^r
2000-2001	2 490	2,44	31	8 163	2 178	2,13	114,3	1 022,0
Alberta								
1996-1997	6 402	2,30 ^r	40	15 867	6 046	2,17	105,9 ^r	2 780,6 ^r
1997-1998	6 479	2,28 ^r	46	14 161	6 038	2,13	107,3	2 837,2 ^r
1998-1999	6 441	2,22	44	14 707	5 947	2,05	108,3	2 906,9 ^r
1999-2000	6 544	2,21	42	15 676	5 885	1,99	111,2	2 959,5 ^r
2000-2001	6 630	2,20	38	17 427	5 801	1,93	114,3	3 009,2

Tableau 3
Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle¹ – fin

Province/territoire et année	Contribution fédéral Dollars courants		% des dépenses nettes admissibles au partages des coûts	Dépenses nettes admissibles au partages des coûts ²	Contribution fédéral Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
	Total	Par habitant			Total	Par habitant		
	'000 \$	\$	%	'000 \$	'000 \$	\$		'000
Colombie-Britannique								
1996-1997	8 899	2,29 ^r	23	39 416	8 404	2,16	105,9 ^r	3 882,0 ^r
1997-1998	9 005	2,27 ^r	26	34 197	8 392	2,12	107,3	3 959,7 ^r
1998-1999	8 929	2,23	27	32 688	8 245	2,06	108,3	3 998,3 ^r
1999-2000	9 052	2,25	27	34 143	8 140	2,02	111,2	4 028,1 ^r
2000-2001	9 148	2,25	26	34 679	8 003	1,97	114,3	4 058,8
Territoires du Nord-Ouest³								
1996-1997	1 658	24,53 ^r	39	4 267 ^r	1 566	23,16	105,9 ^r	67,6 ^r
1997-1998	1 658	24,49 ^r	..	..	1 545	22,82	107,3	67,7 ^r
1998-1999	1 658	24,56	..	..	1 531	22,68	108,3	67,5
1999-2000	1 040	25,37	..	..	935	22,81	111,2	41,0 ^r
2000-2001	1 200	29,34	..	..	1 050	25,67	114,3	40,9
Territoire du Yukon³								
1996-1997	427	13,40 ^r	49	878 ^r	404	12,65	105,9 ^r	31,9 ^r
1997-1998	427	13,27 ^r	..	..	398	12,37	107,3	32,2 ^r
1998-1999	427	13,51	..	..	394	12,48	108,3	31,6
1999-2000	427	13,77	..	..	384	12,39	111,2	31,0 ^r
2000-2001	427	13,95	..	..	374	12,21	114,3	30,6
Nunavut⁴								
1999-2000	874	32,49	..	..	786	..	111,2	26,9 ^r
2000-2001	931	33,98	..	..	815	29,73	114,3	27,4
Canada								
1996-1997	85 000	2,86 ^r	37	232 808 ^r	80 264	2,71	105,9 ^r	29 671,9 ^r
1997-1998	85 000	2,83 ^r	..	..	79 217	2,64	107,3	29 987,2 ^r
1998-1999	81 912	2,71	..	..	75 634	2,50	108,3	30 246,9 ^r
1999-2000	82 168	2,69	..	..	73 892	2,42	111,2	30 499,2 ^r
2000-2001	82 386	2,68	..	..	72 079	2,34	114,3	30 769,7

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle** Une nouvelle entente fédérale/provinciale/territoriale relative aux frais partagés est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1996. Dans le cadre de la nouvelle entente, la formule de financement a été modifiée, et elle tient maintenant compte des montants des revendications historiques ainsi que de la population des provinces/territoires. Les contributions de Justice Canada ne sont plus réparties sur la base des services d'aide juridique pour adultes et pour jeunes contrevenants, mais elles sont calculées globalement.

² **Dépenses nettes admissibles au partage des coûts** Ces dépenses représentent les frais, dont les provinces et territoires demandent le remboursement, qu'ont engagés les régimes d'aide juridique concernant les questions précisées dans l'entente fédérale-provinciale-territoriale de partage des coûts en matière d'aide juridique au criminel. Ces dépenses comprennent les coûts afférents aux services juridiques et les frais administratifs connexes. Ce montant est diminué des contributions et des frais recouverts des clients. Les dépenses nettes admissibles au partage des coûts sont calculées selon la province ou le territoire; Par conséquent, il faut faire preuve de prudence au moment de l'établissement de comparaisons entre les provinces ou territoires.

³ **Territoires du Nord-Ouest et Territoire du Yukon** La contribution fédérale à l'aide juridique en matière criminelle a diminué sensiblement en 1995-1996 parce qu'il n'y a pas eu de contributions pour des adultes. Cela a été entraîné par la conversion de la méthode de paiements en retard d'un an à une méthode de paiements pour l'année en cours pour l'aide juridique en matière criminelle dans les territoires. À partir de 1997/98, les territoires font parties des ententes à l'Accès aux Services Juridiques qui comprend le programme d'aide juridique, le programme tribunal de travail aborigène, et le programme pour l'Éducation et l'Information Juridique pour le Publique. En 1999-2000, les taux pour chacun de ces programmes séparément n'est pas disponible. Le financement des services d'aide juridique dans les territoires inclut l'aide juridique en matière civile par le biais des ententes de partages des coûts.

⁴ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 4
Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique

Province/territoire et année	Dollars courants			Dollars constants			IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population '000
	Total	Variation en %	Par habitant	Total	Variation %	Par habitant		
	'000 \$		\$	'000 \$		\$		
Terre-Neuve-et-Labrador								
1996-1997	5 545	-3	9,89 ^r	5 236	-5	9,34	105,9 ^r	560,6 ^r
1997-1998	5 524	--	9,97 ^r	5 148	-2	9,29	107,3	554,0 ^r
1998-1999	5 674	3	10,40	5 239	2	9,61	108,3	545,4 ^r
1999-2000	..	..	..	..	..	..	111,2	540,7 ^r
2000-2001	..	..	..	..	..	..	114,3	537,2
Île-du-Prince-Édouard¹								
1996-1997	598 ^r	12	4,39 ^r	565	10	4,15	105,9 ^r	136,2 ^r
1997-1998	543 ^r	-9	3,97 ^r	506	-10	3,70	107,3	136,9 ^r
1998-1999	595 ^r	10	4,34 ^r	549	9	4,01	108,3	137,0 ^r
1999-2000	695	17	5,05 ^r	625	14	4,54	111,2	137,6 ^r
2000-2001	736	6	5,33	644	3	4,66	114,3	138,1
Nouvelle-Écosse²								
1996-1997	10 599	-4	11,38 ^r	10 008	-6	10,75	105,9 ^r	931,2 ^r
1997-1998	10 111	-5	10,82 ^r	9 423	-6	10,08	107,3	934,5 ^r
1998-1999	10 965	8	11,71	10 125	7	10,82	108,3	936,1 ^r
1999-2000	11 117	1	11,83 ^r	9 997	-1	10,64	111,2	939,7 ^r
2000-2001	11 031	-1	11,72	9 651	-3	10,25	114,3	941,2
Nouveau-Brunswick³								
1996-1997	3 608	21	4,79 ^r	3 407	19	4,52	105,9 ^r	753,0 ^r
1997-1998	3 551	-2	4,71 ^r	3 309	-3	4,39	107,3	754,2 ^r
1998-1999	4 038	14	5,36	3 729	13	4,95	108,3	753,5 ^r
1999-2000	4 087	1	5,42 ^r	3 675	-1	4,87	111,2	754,4 ^r
2000-2001	4 104	--	5,43	3 591	-2	4,75	114,3	755,3
Québec⁴								
1996-1997	114 238	-5	15,70 ^r	107 873	-7	14,83	105,9 ^r	7 274,0 ^r
1997-1998	108 856	-5	14,91 ^r	101 450	-6	13,89	107,3	7 302,6 ^r
1998-1999	121 180	11	16,55	111 893	10	15,28	108,3	7 323,0 ^r
1999-2000	101 943	-16	13,87 ^r	91 675	-18	12,47	111,2	7 349,7 ^r
2000-2001	103 208	1	13,99	90 296	-2	12,24	114,3	7 377,7
Ontario⁵								
1996-1997	250 142	-24	22,53 ^r	236 206	-25	21,28	105,9 ^r	11 100,9 ^r
1997-1998	186 861	-25	16,61 ^r	174 148	-26	15,48	107,3	11 249,5 ^r
1998-1999	217 208	16	19,08	200 561	15	17,62	108,3	11 384,4 ^r
1999-2000	223 608	3	19,41 ^r	201 086	--	17,45	111,2	11 522,7 ^r
2000-2001	241 835	8	20,70	211 579	5	18,11	114,3	11 685,3
Manitoba								
1996-1997	15 060	1	13,28 ^r	14 221	-1	12,54	105,9 ^r	1 134,3 ^r
1997-1998	15 747	5	13,85 ^r	14 676	3	12,91	107,3	1 136,6 ^r
1998-1999	15 160	-4	13,32	13 998	-5	12,30	108,3	1 138,0 ^r
1999-2000	17 637	16	15,44 ^r	15 861	13	13,88	111,2	1 142,4 ^r
2000-2001	18 095	3	15,79	15 831	-0	13,81	114,3	1 146,0
Saskatchewan⁶								
1996-1997	8 909	1	8,74	8 413	-1	8,25	105,9 ^r	1 019,5 ^r
1997-1998	9 560	7	9,35 ^r	8 910	6	8,72	107,3	1 022,0 ^r
1998-1999	10 111	6	9,86	9 336	5	9,11	108,3	1 025,2 ^r
1999-2000	10 616	5	10,35 ^r	9 547	2	9,31	111,2	1 025,5 ^r
2000-2001	10 989	4	10,75	9 614	1	9,41	114,3	1 022,0
Alberta								
1996-1997	24 445	17	8,79 ^r	23 083	15	8,30	105,9 ^r	2 780,6 ^r
1997-1998	22 342	-9	7,87 ^r	20 822	-10	7,34	107,3	2 837,2 ^r
1998-1999	22 903	3	7,88	21 148	2	7,28	108,3	2 906,9 ^r
1999-2000	26 142	14	8,83 ^r	23 509	11	7,94	111,2	2 959,5 ^r
2000-2001	27 215	4	9,04	23 810	1	7,91	114,3	3 009,2

Tableau 4
Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique – fin

Province/territoire et année	Dollars courants			Dollars constants			IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
	Total	Variation en %	Par habitant	Total	Variation en %	Par habitant		
	'000 \$		\$	'000 \$		\$			'000
Colombie-Britannique⁷								
1996-1997	96 989	-5	24,98 ^f	91 585	-7	23,59	105,9 ^f	3 882,0 ^f
1997-1998	85 270	-12	21,53 ^f	79 469	-13	20,07	107,3	3 959,7 ^f
1998-1999	80 335	-6	20,09	74 178	-7	18,55	108,3	3 998,3 ^f
1999-2000	83 650	4	20,77 ^f	75 225	1	18,68	111,2	4 028,1 ^f
2000-2001	87 515	5	21,56	76 566	2	18,86	114,3	4 058,8
Territoires du Nord-Ouest⁸								
1996-1997	5 126	-6	75,83 ^f	4 840	-8	71,60	105,9 ^f	67,6 ^f
1997-1998	5 397	5	79,72 ^f	5 030	4	74,30	107,3	67,7 ^f
1998-1999	5 207	-4	77,14	4 808	-4	71,23	108,3	67,5
1999-2000	3 714	-29	90,59 ^f	3 340	-31	81,46	111,2	41,0 ^f
2000-2001	3 511	-5	85,84	3 072	-8	75,10	114,3	40,9
Territoire du Yukon								
1996-1997	887	-19	27,81 ^f	838	-20	26,26	105,9 ^f	31,9 ^f
1997-1998	881	-1	27,36 ^f	821	-2	25,50	107,3	32,2 ^f
1998-1999	1 033	17	32,69	954	16	30,18	108,3	31,6
1999-2000	1 245	21	40,16 ^f	1 120	17	36,12	111,2	31,0 ^f
2000-2001	1 032	-17	33,73	903	-19	29,51	114,3	30,6
Nunavut⁹								
1999-2000	2651	..	99,29 ^f	..	..	..	111,2	26,7 ^f
2000-2001	2836	7	103,50	2 481	..	90,55	114,3	27,4
Canada								
1996-1997	536 146	-14	18,07 ^f	506 276	-15	17,06	105,9 ^f	29 671,9 ^f
1997-1998	454 643	-15	15,16 ^f	423 712	-16	14,13	107,3	29 987,2 ^f
1998-1999	494 409	9	16,35	456 518	8	15,09	108,3	30 246,9 ^f
1999-2000	487 105	-1	15,97 ^f	438 044	-4	14,36	111,2	30 499,2 ^f
2000-2001	512 107	5	16,64	448 038	2	14,56	114,3	30 769,7

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Île-du-Prince-Édouard** L'accroissement des dépenses en 1999-2000, est lié à l'augmentation des loyers suivant le déplacement du bureau de Charlottetown, en plus de l'augmentation des salaires et des pensions ainsi que la révision des procédures de comptabilité. À cause d'une erreur dans les calculs antérieurs, les figures pour les revenus totales, les contributions gouvernementales, ainsi que les dépenses ont été révisées pour l'Île du Prince Édouard.

² **Nouvelle-Écosse** La méthode de comptabilité de caisse et de comptabilité d'exercice est utilisée pour faciliter l'inclusion des honoraires à payer des avocats de pratique privée.

³ **Nouveau-Brunswick** Le total pour 2000-2001 ne comprend pas 4 422 cas ayant bénéficié des services complets d'un avocat nommé d'office de pratique privée.

⁴ **Québec** La diminution des dépenses en 1996-1997 est attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique en septembre 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité (qui ont résulté en une réduction du nombre de demandes approuvées).

⁵ **Ontario** Comprend les fonds consacrés à la Société d'aide juridique pour étudiants, «Northern Legal Services», et le «Refugee Law Office». Le financement du gouvernement est strictement plafonné jusqu'à 1999-2000. En 1996-1997, l'Ontario a adopté un système de comptabilité d'exercice.

⁶ **Saskatchewan** Les chiffres comprennent les comptes créditeurs et les charges à payer, dont les montants sont indiqués ci-après selon l'année :

1996-1997	414 292 \$
1997-1998	589 098 \$
1998-1999	889 902 \$
1999-2000	770 030 \$
2000-2001	846 113 \$

Le personnel offre des services de vulgarisation juridique dans le cadre de leurs fonctions normales.

⁷ **Colombie-Britannique** Les chiffres sont fondés sur une méthode modifiée de comptabilité d'exercice. Le régime loué à prix réduit les locaux du bureau central en raison du soutien de la ville de Vancouver.

⁸ **Territoires du Nord-Ouest** Les locaux et les services d'administration financière fournis par l'administration du territoire ne sont pas inclus. Les dépenses totales pour 1999-2000 incluent l'argent dépensé pour les prestations d'aide juridique et les contributions des cliniques au Nunavut et au Territoires du Nord Ouest. Malgré le fait que la division des Territoires a eu lieu officiellement le 1 avril, 1999, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoire du Nord Ouest offra ses services au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

⁹ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 5
Dépenses par objet au chapitre de l'aide juridique

Province/territoire et année	Total		Total des dépenses directes d'aide juridique		Affaires criminelles		Affaires civiles		Autres dépenses au chapitre des programmes		Dépenses administratives centrales	
	'000 \$	'000 \$	% du total	% des dépenses directes d'aide juridique	'000 \$	% des dépenses directes d'aide juridique	'000 \$	% des dépenses directes d'aide juridique	'000 \$	% du total	'000 \$	% du total
Terre-Neuve-et-Labrador												
1996-1997	5 545	5 545	100	3 247	59	2 298	41	-	-	-	-	-
1997-1998	5 524	5 524	100	3 363	61	2 161	39	-	-	-	-	-
1998-1999	5 674	5 674	100	3 489	61	2 185	39	-	-	-	-	-
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard¹												
1996-1997	598 ^r	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	543 ^r	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	595 ^r	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	695	610	88	492	81	118	19	85	12	..	..	..
2000-2001	736	655	89	525	80	130	20	81	11	..	..	..
Nouvelle-Écosse												
1996-1997	10 599	9 986	94	5 030	50	4 956	50	51	--	562	5	5
1997-1998	10 111	9 435	93	4 809	51	4 626	49	51	1	625	6	6
1998-1999	10 965	10 241	93	5 291	52	4 950	48	7	--	717	7	7
1999-2000	11 117	10 222	92	5 454	53	4 768	47	-	-	895	8	8
2000-2001	11 031	10 120	92	5 491	54	4 629	46	23	--	888	8	8
Nouveau-Brunswick²												
1996-1997	3 608	3 090	86	1 779	58	1 311	42	-	-	518	14	14
1997-1998	3 551	3 026	85	1 680	56	1 346	44	-	-	525	15	15
1998-1999	4 038	3 277	81	1 936	59	1 341	41	-	-	761	19	19
1999-2000	4 087	3 362	82	1 992	59	1 370	41	-	-	725	18	18
2000-2001	4 104	3 502	85	1 884	54	1 619	46	9	--	592	14	14
Québec³												
1996-1997	114 238	104 040 ^e	91 ^e	34 541 ^e	33 ^e	69 499 ^e	67 ^e	1 026	1	9 172	8	8
1997-1998	108 856	96 225 ^e	88 ^e	35 382 ^e	37 ^e	60 843 ^e	63 ^e	876	1	11 755	11	11
1998-1999	121 180	91 159 ^e	75 ^e	32 749 ^e	36 ^e	58 410 ^e	64 ^e	866	1	29 155	24	24
1999-2000	101 943	92 018	90	32 326	35	59 692	65	750	1	9 175	9	9
2000-2001	103 208	92 903 ^e	90 ^e	33 179 ^e	36 ^e	59 724 ^e	64 ^e	848	1	9 457	9	9
Ontario⁴												
1996-1997	250 142	208 386	83	91 636	44	116 750	56	6 261	3	35 495	14	14
1997-1998	186 861	148 290	79	78 875	53	69 415	47	5 840	3	32 731	18	18
1998-1999	217 208	176 422	81	77 988	44	98 434	56	6 157	3	34 629	16	16
1999-2000	223 608	173 555	78	82 881	48	90 674	52	9 040	4	41 013	18	18
2000-2001	241 835	187 893	78	84 254 ^e	45	103 639	55	9 991	4	43 951	18	18
Manitoba⁵												
1996-1997	15 060	12 606	84	5 662	45	6 944	55	430	3	2 024	13	13
1997-1998	15 747	12 850	82	6 725	52	6 125	48	392	2	2 505	16	16
1998-1999	15 160	12 541	83	5 558	44	6 983	56	425	3	2 194	14	14
1999-2000	17 637	13 689	78	6 346	46	7 343	54	534	3	3 414	19	19
2000-2001	18 095	14 188	78	8 961	63	5 227	37	489	3	3 418	19	19
Saskatchewan⁶												
1996-1997	8 909	8 280	93	5 263	64	3 017	36	..	..	629	7	7
1997-1998	9 560	8 747	91	5 395	62	3 352	38	..	..	813	9	9
1998-1999	10 111	9 230	91	5 788	63	3 442	37	..	..	881	9	9
1999-2000	10 616	9 709	91	6 294	65	3 415	35	..	..	907	9	9
2000-2001	10 989	9 816	89	6 497	66	3 319	34	..	..	1 173	11	11
Alberta⁷												
1996-1997	24 445	21 621	88	14 116	65	7 505	35	..	..	2 824	12	12
1997-1998	22 342	19 429	87	12 457	64	6 972	36	..	..	2 913	13	13
1998-1999	22 903	19 857	87	12 926	65	6 931	35	..	..	3 046	13	13
1999-2000	26 142	22 919	88	13 911	61	9 008	39	..	..	3 223	12	12
2000-2001	27 215	23 863	88	15 510	65	8 353	35	..	..	3 352	12	12
Colombie-Britannique⁸												
1996-1997	96 989	87 411	90	36 657	42	50 754	58	1 808	2	7 770	8	8
1997-1998	85 270	76 751	90	31 611	41	45 140	59	1 515	2	7 004	8	8
1998-1999	80 335	72 293	90	30 278	42	42 015	58	1 655	2	6 387	8	8
1999-2000	83 650	74 712	89	31 434	42	43 278	58	1 713	2	7 225	9	9
2000-2001	87 515	77 920	89	32 113	41	45 807	59	1 944	2	7 651	9	9

Tableau 5
Dépenses par objet au chapitre de l'aide juridique

Province/territoire et année	Total		Total des dépenses directes d'aide juridique		Affaires criminelles		Affaires civiles		Autres dépenses au chapitre des programmes		Dépenses administratives centrales	
	'000 \$	'000 \$	% du total	% des dépenses directes d'aide juridique	'000 \$	% des dépenses directes d'aide juridique	'000 \$	% des dépenses directes d'aide juridique	'000 \$	% du total	'000 \$	% du total
Territoires du Nord-Ouest⁹												
1996-1997	5 126	2 932	57	1 639	32	555	11
1997-1998	5 397	2 390	44	1 551	65	839	35	1 638	30	1 369	25	
1998-1999	5 207	1 495	29	782	52	713	48	1 578	30	2 134	41	
1999-2000	6 366	1 112	17	472	42	640	58	4 247	67	1 007	16	
2000-2001	3 511	1 110	32	479	43	631	57	1 857	53	544	15	
Territoire du Yukon												
1996-1997	887	657	74	501	76	156	24	-	-	230	26	
1997-1998	881	680	77	484	71	196	29	-	-	201	23	
1998-1999	1 033	796	77	663	83	133	17	-	-	237	23	
1999-2000	1 245	941	76	718	76	223	24	-	-	304	24	
2000-2001	1 032	785	76	624	79	161	21	-	-	247	24	
Nunavut¹⁰												
1999-2000
2000-2001	2 836	213	8	178	84	35	16	1 093	39	1 530	54	
Canada												
1996-1997	536 146	464 554	87	..	..	..	..	11 215	2	59 779	11
1997-1998	454 643	383 347	84	182 332	48	201 015	52	10 312	2	60 441	13	
1998-1999	494 409	402 985	82	177 448	44	225 537	56	10 688	2	80 141	16	
1999-2000	487 106	402 849	83	182 320	45	220 529	55	16 369	3	67 888	14	
2000-2001	512 107	422 968	83	189 695	45	233 274	55	16 335	3	72 803	14	

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Île-du-Prince-Édouard** Le ministère provincial des Affaires communautaires et Procureur général assure la dotation et le financement du régime. Les achats, les installations, les salaires et le paiement des dépenses des avocats de pratique privée ne sont généralement pas comptabilisés comme des dépenses de l'aide juridique.

² **Nouveau-Brunswick** En 1988-1989, le Nouveau-Brunswick a créé un programme d'aide juridique en matière de droit de la famille pour remplacer l'aide juridique en matière civile. En mai 1993, le ministère de la Justice a repris à la Société du Barreau l'administration du programme. On peut y avoir recours pour obtenir et faire exécuter des ordonnances alimentaires, pour demander la modification d'obligations alimentaires, et pour se faire représenter par le ministre de la Famille et des Services communautaires relativement à des demandes de garde; les victimes de violence conjugale peuvent obtenir l'aide du programme relativement à des ordonnances de pensions alimentaires, pour elles-mêmes ou pour leurs enfants, de garde et de droit de visite, d'ordonnances restrictives et de partage de certains biens. Des services de médiation sont également offerts dans les cas où il n'y a eu aucun abus. En 1993-1994, lorsque le ministère de la Justice s'est chargé de l'administration du programme d'aide juridique en matière de droit de la famille, les renseignements sur les services et les dépenses du programme n'étaient pas inclus. En 1994-1995 et 1995-1996, ces dépenses étaient comprises en partie dans les chiffres. Depuis 1996-1997, les dépenses comprennent le coût total de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Les dépenses en matière civile comprennent les dépenses liées aux travailleurs sociaux du ministère de la Justice qui interviennent devant les tribunaux dans des affaires civiles et des affaires relevant du droit de la famille.

³ **Québec** Les dépenses sont notés avec la comptabilité des avocats engagés (exemple, les comptes payable sont pris en considération), avec la méthode de comptabilité pour les avocat privé soit basé sur le comptant.

⁴ **Ontario** Les dépenses des centres communautaires sont principalement déclarées sous l'aide juridique en matière civile, mais une faible proportion est déclarée sous l'aide juridique en matière criminelle.

⁵ **Manitoba** Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires criminelles, sauf celles traitées par les centres juridiques qui figurent dans la catégorie des affaires civiles. Une taxe pour la santé et l'éducation est incluse.

⁶ **Saskatchewan** Les dépenses des services d'avocats nommés d'office fournis en dehors des heures normales de travail sont incluses dans la catégorie des cabinets d'avocats de pratique privée et sont réparties parmi les affaires criminelles de juridiction fédérale. N'est pas comprise dans le total en 1996-97, est une subvention de 121 400 \$ versée par la Fondation du droit de la Saskatchewan pour l'achat d'un ordinateur.

⁷ **Alberta** Une nouvelle politique de comptabilité a été adoptée au cours de l'exercice financier 1997-1998 permettant de capitaliser les biens immobilisés et de les amortir sur la durée utile des biens.

⁸ **Colombie-Britannique** Grâce à une entente avec la ville de Vancouver, l'administration centrale bénéficie d'une réduction de son loyer pour une partie de l'espace qu'elle occupe. Les subventions accordées aux cliniques juridiques communautaires s'élevaient à :

1996-1997	23 707 468 \$
1997-1998	22 930 477 \$
1998-1999	22 270 575 \$
1999-2000	24 483 000 \$
2000-2001	26 422 000 \$

⁹ **Territoires du Nord-Ouest** Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux excluent le coût des locaux et des services financiers, lesquels sont assurés gratuitement par l'administration du territoire. La Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest a continué à fournir des services au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000, ces services ayant compté pour la plus forte baisse en 2000-2001 des dépenses pour les Territoires du Nord-Ouest.

¹⁰ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 6
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Affaires criminelles					Affaires civiles						
							Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé	
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	\$'000	%	'000 \$	%	\$'000	\$'000	%	'000 \$	%		
Terre-Neuve-et-Labrador																		
1996-1997	5 545	89	4 949	89	596	11	3 247	2 946	91	301	9	2 298	2 003	87	295	13		
1997-1998	5 524	95	5 264	95	260	5	3 363	3 206	95	157	5	2 161	2 058	95	103	5		
1998-1999	5 674	98	5 537	98	137	2	3 489	3 378	97	111	3	2 185	2 159	99	26	1		
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard¹																		
1996-1997	593	74	438	74	155	26	464	337	73	127	27	129	101	78	28	22		
1997-1998	527	81	426	81	101	19	396	341	86	55	14	131	85	65	46	35		
1998-1999	509	87	441	87	68	13	380	333	88	47	12	129	108	84	21	16		
1999-2000	610	85	516	85	94	15	492	435	88	57	12	118	81	69	37	31		
2000-2001	655	83	543	83	112	17	525	452	86	73	14	130	91	70	39	30		
Nouvelle-Écosse²																		
1996-1997	9 986	80	7 993	80	1 993	20	5 030	4 211	84	819	16	4 956	3 782	76	1 174	24		
1997-1998	9 435	80	7 571	80	1 864	20	4 809	3 997	83	812	17	4 626	3 574	77	1 052	23		
1998-1999	10 241	80	8 183	80	2 058	20	5 291	4 395	83	896	17	4 950	3 788	77	1 162	23		
1999-2000	10 222	81	8 292	81	1 930	19	5 454	4 508	83	946	17	4 768	3 784	79	984	21		
2000-2001	10 120	83	8 351	83	1 769	17	5 491	4 634	84	857	16	4 629	3 717	80	912	20		
Nouveau-Brunswick³																		
1996-1997	3 090	20	630	20	2 460	80	1 779	...	...	1 779	100	1 311	630	48	681	52
1997-1998	3 026	34	1 034	34	1 992	66	1 680	...	...	1 680	100	1 346	1 034	77	312	23
1998-1999	3 277	31	1 029	31	2 248	69	1 936	...	...	1 936	100	1 341	1 029	77	312	23
1999-2000	3 362	32	1 068	32	2 294	68	1 992	...	...	1 992	100	1 370	1 068	78	302	22
2000-2001	3 502	37	1 299	37	2 203	63	1 884	...	...	1 884	100	1 618	1 299	80	319	20
Québec																		
1996-1997	104 040 ^e	56	58 566	56	45 474	44	34 541 ^e	15 271 ^e	44 ^e	19 270	56	69 499 ^e	43 295 ^e	62 ^e	26 204	38		
1997-1998	96 225 ^e	57	55 039	57	41 186	43	35 382 ^e	18 143 ^e	51 ^e	17 239	49	60 843 ^e	36 896 ^e	61 ^e	23 947	39		
1998-1999	91 159 ^e	60	54 906	60	36 253	40	32 749 ^e	18 168 ^e	55 ^e	14 581	45	58 410 ^e	36 738 ^e	63 ^e	21 672	37		
1999-2000	92 018	59	54 611	59	37 407	41	32 326	17 903	55	14 423	45	59 692	36 708	61 ^e	2 984	39		
2000-2001	92 903 ^e	60	55 831	60	37 072	40	33 179 ^e	18 739 ^e	56 ^e	14 440	44	59 724 ^e	37 092 ^e	62 ^e	22 632	38		
Ontario																		
1996-1997	208 386	16	33 016	16	175 370	84	91 636	2 372	3	89 264	97	116 750	30 644	26	86 106	74		
1997-1998	148 290	22	33 092	22	115 198	78	78 875	2 534	3	76 341	97	69 415	30 558	44	38 857	56		
1998-1999	176 422	22	38 329	22	138 093	78	77 988	2 788	4	75 200	96	98 434	35 541	36	62 893	64		
1999-2000	173 555	21	36 963	21	136 592	79	82 881	2 700	3	80 181	97	90 674	34 263	38	56 411	62		
2000-2001	187 893	24	45 720	24	142 173	76	84 254	3 122	4	81 132 ^a	96	103 639	42 598	41	61 041	59		
Manitoba																		
1996-1997	12 606	46	5 841	46	6 765	54	5 662	2 336	41	3 326	59	6 944	3 505	50	3 439	50		
1997-1998	12 850	48	6 107	48	6 743	52	6 725	3 264	49	3 461	51	6 125	2 843	46	3 282	54		
1998-1999	12 541	49	6 155	49	6 386	51	5 558	2 073	37	3 485	63	6 983	4 082	58	2 901	42		
1999-2000	13 689	49	6 760	49	6 929	51	6 346	2 545	40	3 801	60	7 343	4 215	57	3 128	43		
2000-2001	14 188	47	6 734	47	7 454	53	8 961	4 650	52	4 311	48	5 227	2 084	40	3 143	60		
Saskatchewan																		
1996-1997	8 280	94	7 787	94	493	6	5 263	4 856	92	407	8	3 017	2 931	97	86	3		
1997-1998	8 747	91	8 001	91	746	9	5 395	5 022	93	373	7	3 352	2 979	89	373	11		
1998-1999	9 230	92	8 447	92	783	8	5 788	5 342 ^e	92	446	8	3 442	3 105 ^e	90	337	10		
1999-2000	9 709	91	8 832	91	877	9	6 294	5 627	89	667	11	3 415	3 205	94	210	6		
2000-2001	9 816	93	9 126	93	690	7	6 497	5 915	91	582	9	3 319	3 211	97	108	3		
Alberta																		
1996-1997	21 621	8	1 715	8	19 906	92	14 116	1 527	11	12 589	89	7 505	188	3	7 317	97		
1997-1998	19 429	9	1 690	9	17 739	91	12 457	1 517	12	10 940	88	6 972	173	2	6 799	98		
1998-1999	19 857	9	1 832	9	18 025	91	12 926	1 652	13	11 274	87	6 931	180	3	6 751	97		
1999-2000	22 919	9	2 090	9	20 829	91	13 911	1 883	14	12 028	86	9 008	207	2	8 801	98		
2000-2001	23 863	11	2 580	11	21 283	89	15 510	2 374	15	13 136	85	8 353	206	2	8 147	98		
Colombie-Britannique																		
1996-1997	87 411	29	24 985	29	62 426	71	36 657	7 927	22	28 730	78	50 754	17 058	34	33 696	66		
1997-1998	76 751	31	24 002	31	52 749	69	31 611	7 973	25	23 638	75	45 140	16 029	36	29 111	64		
1998-1999	72 293	34	24 541	34	47 752	66	30 278	8 098	27	22 180	73	42 015	16 443	39	25 572	61		
1999-2000	74 712	34	25 670	34	49 042	66	31 434	8 509	27	22 925	73	43 278	17 161	40	26 117	60		
2000-2001	77 920	35	27 586	35	50 334	65	32 113	8 976	28	23 137	72	45 807	18 610	41	27 197	59		
Territoires du Nord-Ouest																		
1996-1997	2 932	..	676	23	2 256	77	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	2 390	..	..	..	..	..	1 551	..	..	..	..	839	..	..	..	..
1998-1999	1 495	..	..	..	..	..	782	..	..	..	..	713	..	..	..	..
1999-2000	1 112	..	..	..	..	..	472	..	..	..	..	640	..	..	..	..
2000-2001	1 110	..	..	..	..	..	479	..	..	..	..	631	..	..	..	..

Tableau 6
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles et civiles – fin

Province/territoire et année	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Affaires criminelles					Affaires civiles						
							Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%
Territoire du Yukon																		
1996-1997	657		289	44	368	56	501	252	50	249	50	156	37	24	119	76		
1997-1998	680		421	62	259	38	484	300	62	184	38	196	121	62	75	38		
1998-1999	796		434	55	362	45	663	376	57	287	43	133	58	44	75	56		
1999-2000	941		484	51	457	49	718	347	48	371	52	223	137	61	86	39		
2000-2001	785		468	60	317	40	624	353	57	271	43	161	115	71	46	29		
Nunavut⁴																		
1999-2000	..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	213		..	..	..	..	178	..	..	..	..	35	..	..	..	..	..	..
Canada																		
1996-1997	465 147		146 885	32	318 262	68	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	383 874		..	..	..	..	182 728	..	..	..	..	201 146	..	..	..	..	..	..
1998-1999	403 494		..	..	..	..	177 828	..	..	..	..	225 666	..	..	..	..	..	..
1999-2000	402 849		..	..	..	..	182 320	..	..	..	..	220 529	..	..	..	..	..	..
2000-2001	422 968		..	..	..	..	189 695	..	..	..	..	233 273	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Île-du-Prince-Édouard** Les dépenses encourues pour les avocats de pratique privée comprennent uniquement les montants réellement payés aux avocats de pratique privée. Les coûts administratifs relatifs au processus des demandes allant aux avocats de pratique privée et les comptes pour les avocats de pratique privée ne sont pas inclus dans les dépenses pour avocats de pratique privée. Une partie substantielle de ces coûts est inclus dans les dépenses d'avocats salariés.
- ² **Nouvelle-Écosse** De 1998-1999 à 2000-2001, les paiements aux avocats nommés d'office sont inclus dans les versements aux cabinets privés.
- ³ **Nouveau-Brunswick** Des services de médiation sont fournis dans le cadre de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Bien qu'ils ne fassent pas partie du présent rapport, les différends entre propriétaires et locataires sont réglés en vertu des dispositions de la Loi sur la location de locaux d'habitation, et le Nouveau-Brunswick finance également d'autres mécanismes de règlement des différends, aux termes de divers textes législatifs dans le domaine du travail.
- ⁴ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 7
Effectifs de l'aide juridique au 31 mars

Province/territoire et année	Tous les employés	Total				Professionnels salariés qui assurent des services directs					Autres employés				
		Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats	
			%		%			%		%			%		%
Terre-Neuve-et-Labrador															
1996-1997	96	45	47	51	53	..	45	..	..	..	..	-	-	..	..
1997-1998	102	40	39	62	61	62	40	65	22	35	40	-	-	40	100
1998-1999	90	44	49	46	51	90	44	49	46	51	-	-	-	-	-
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard¹															
1996-1997	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
1997-1998	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
1998-1999	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
1999-2000	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
2000-2001	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
Nouvelle-Écosse²															
1996-1997	124	63	51	61	49	62	62	100	-	-	62	1	2	61	98
1997-1998	119	66	55	53	45	65	65	100	-	-	54	1	2	53	98
1998-1999	120	66	55	54	45	64	64	100	-	-	56	2	4	54	96
1999-2000	121	67	55	54	45	65	65	100	-	-	56	2	4	54	96
2000-2001	125	67	54	58	46	65	65	100	-	-	60	2	3	58	97
Nouveau-Brunswick³															
1996-1997	35	9	26	26	74	23	8	35	15	65	12	1	8	11	92
1997-1998	35	9	26	26	74	21	9	43	12	57	14	-	-	14	100
1998-1999	35	9	26	26	74	8	8	100	-	-	27	1	4	26	96
1999-2000	38	9	24	29	76	8	8	100	-	-	30	1	3	29	97
2000-2001	41	10	24	31	76	8	8	100	-	-	33	2	6	31	94
Québec⁴															
1996-1997	963	389	40	574	60	402	363	90	39	10	561	26	5	535	95
1997-1998	846 ^r	352 ^r	42	494 ^r	58	339 ^r	323 ^r	95	16	5	507 ^r	29	6	478 ^r	94
1998-1999	795 ^r	335 ^r	42	460	58	321 ^r	306 ^r	95	15	5	474	29	6	445	94
1999-2000	785	337	43	448	57	331	310	94	21	6	454	27	6	427	94
2000-2001	836	347	42	489	58	354	319	90	35	10	482	29	6	454	94
Ontario⁵															
1996-1997	949	302	32	647	68	329	213	65	116	35	620	89	14	531	86
1997-1998	958	308	32	650	68	336	224	67	112	33	622	84	14	538	86
1998-1999	950	308	32	642	68	334	222	66	112	34	616	86	14	530	86
1999-2000	1 045	326	31	719	69	359	238	66	121	34	686	88	13	598	87
2000-2001	1 135	349	31	786	69	369	252	68	117	32	766	97	13	669	87
Manitoba															
1996-1997	120	47	39	73	61	55	42	76	13	24	65	5	8	60	92
1997-1998	129	47	36	82	64	57	41	72	16	28	72	6	8	66	92
1998-1999	136	50	37	86	63	64	42	66	22	34	72	8	11	64	89
1999-2000	142	53	37	89	63	68	45	66	23	34	74	8	11	66	89
2000-2001	141	51	36	90	64	70	47	67	23	33	71	4	6	67	94
Saskatchewan															
1996-1997	131	61	47	70	53	82	60	73	22	27	49	1	2	48	98
1997-1998	132	61	46	71	54	81	60	74	21	26	51	1	2	50	98
1998-1999	132	63	48	69	52	83	62	75	21	25	49	1	2	48	98
1999-2000	130	62	48	68	52	80	61	76	19	24	50	1	2	49	98
2000-2001	135	65	48	70	52	84	64	76	20	24	51	1	2	50	98
Alberta															
1996-1997	122	24	20	98	80	21	21	100	...	...	101	3	3	98	97
1997-1998	121	23	19	98	81	20	20	100	...	...	101	3	3	98	97
1998-1999	128	29	23	99	77	26	26	100	...	...	102	3	3	99	97
1999-2000	136	28	21	108	79	25	25	100	...	...	111	3	3	108	97
2000-2001	132	28	21	104	79	25	25	100	...	...	107	3	3	104	97
Colombie-Britannique															
1996-1997	344	84	24	260	76	198	65	33	133	67	146	19	13	127	87
1997-1998	368	81	22	287	78	187	77	41	110	59	181	4	2	177	98
1998-1999	331	84	25	247	75	181	80	44	101	56	150	4	3	146	97
1999-2000	315	73	23	242	77	96	66	69	30	31	219	7	3	212	97
2000-2001	325	81	25	244	75	97	69	71	28	29	228	12	5	216	95

Tableau 7
Effectifs de l'aide juridique au 31 mars – fin

Province/territoire et année	Tous les employés	Total				Professionnels salariés qui assurent des services directs				Autres employés					
		Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats	
			%		%			%		%			%		%
Territoires du Nord-Ouest															
1996-1997	34	8	24	26	76	26	7	27	19	73	8	1	13	7	88
1997-1998	44	9	20	35	80	29	8	28	21	72	15	1	7	14	93
1998-1999	51	11	22	40	78	35	11	31	24	69	16	-	-	16	100
1999-2000	45	9	20	36	80	32	9	28	23	72	13	-	-	13	100
2000-2001	25	6	24	19	76	19	5	26	14	74	6	1	17	5	83
Territoire du Yukon															
1996-1997	7	4	57	3	43	4	3	75	1	25	3	1	33	2	67
1997-1998	9	5	56	4	44	6	4	67	2	33	3	1	33	2	67
1998-1999	9	5	56	4	44	6	4	67	2	33	3	1	33	2	67
1999-2000	8	4	50	4	50	5	3	60	2	40	3	1	33	2	67
2000-2001	10	5	50	5	50	6	4	67	2	33	4	1	25	3	75
Nunavut⁶															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	32	17	53	15	47	18	7	39	11	61	14	10	71	4	29
Canada															
1996-1997	2 932	1 040	35	1 892	65	..	893	..	..	..	..	147	..	..	..
1997-1998	2 870	1 005	35	1 865	65	1 207	875	72	332	28	1 663	130	8	1 533	92
1998-1999	2 784	1 008	36	1 776	64	1 216	873	72	343	28	1 568	135	9	1 433	91
1999-2000	2 772	972	35	1 800	65	1 073	834	78	239	22	1 699	138	8	1 561	92
2000-2001	2 944	1 030	35	1 914	65	1 119	869	78	250	22	1 825	162	9	1 664	91

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Île-du-Prince-Édouard** Le total ne comprend ni les remplaçants des employés de bureau en congé annuel ni les suppléants occasionnels. Les commis de paye, de comptabilité et autre personnel administratif de la province sont exclus.

² **Nouvelle-Écosse** Les non-avocats assurant des services juridiques directs comprenaient les stagiaires en droit, les agents de liaison auprès des prisonniers, les travailleurs communautaires, le personnel administratif (non-avocats) et de soutien. «Les autres employés» désignent le personnel administratif.

³ **Nouveau-Brunswick** Les ressources en personnel consacrées à divers autres mécanismes de règlement de différends ne sont pas incluses dans les totaux figurant dans ce tableau.

⁴ **Québec** Les stagiaires et techniciens judiciaires affectés au service à la clientèle sont classés comme professionnels non-avocats assurant des services directs. Les cadres avocats avec fonctions administratives sont classés comme avocats dans «Autres employés».

⁵ **Ontario** Les ressources du ministère des Services sociaux et communautaires comprennent le personnel des cliniques communautaires :

	Avocats	Techniciens	Soutien
1996-1997	173	111	148
1997-1998	176	109	151
1998-1999	176	109	151
1999-2000	177	113	145
2000-2001	176	117	137

⁶ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 8
Participation des membres du Barreau, à la prestation des services d'aide juridique

Province/territoire et année	Total des membres du Barreau ¹	Avocats qui ont assuré des services d'aide juridique		Avocats de pratique privée qui ont assuré des services d'aide juridique	Avocats salariés
		Total	%	Total	Total
Terre-Neuve-et-Labrador²					
1996-1997	430	120	28	75	45
1997-1998	435	55	13	15	40
1998-1999	439	59	13	15	44
1999-2000	447	..	..	..	..
2000-2001	441	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard					
1996-1997	142	38	27	34	4
1997-1998	148	36	24	32	4
1998-1999	156	25	16	21	4
1999-2000	153	25	16	21	4
2000-2001	138	24	17	20	4
Nouvelle-Écosse					
1996-1997	1 154	376	33	313	63
1997-1998	1 442	380	26	314	66
1998-1999	1 567	368	23	302	66
1999-2000	1 605	345	21	278	67
2000-2001	1 522	327	21	260	67
Nouveau-Brunswick³					
1996-1997	1 172	267	23	258	9
1997-1998	1 239	386	31	377 ^e	9
1998-1999	993	319	32	310	9
1999-2000	1 008	229	23	220	9
2000-2001	892	218	24	208	10
Québec					
1996-1997	13 128	4 405	34	4 016	389
1997-1998	13 407	3 734	28	3 382	352 ^f
1998-1999	14 357	3 458	24	3 123	335 ^f
1999-2000	15 356	3 351	22	3 014	337
2000-2001	16 147	3 270	20	2 923	347
Ontario⁴					
1996-1997	16 396	6 028	37	5 726	302
1997-1998	17 144	5 319	31	5 011	308
1998-1999	17 220	5 353	31	5 045	308
1999-2000	17 576	5 101	29	4 775	326
2000-2001	17 219	4 960	29	4 611	349
Manitoba					
1996-1997	1 698	581	34	534	47
1997-1998	1 711	541	32	494	47
1998-1999	1 474	594	40	544	50
1999-2000	1 492	490	33	437	53
2000-2001	1 403	459	33	408	51
Saskatchewan					
1996-1997	1 054	175	17	114	61
1997-1998	1 075	230	21	169	61
1998-1999	1 349	261	19	198	63
1999-2000	1 451	293	20	231	62
2000-2001	1 349	249	18	184	65
Alberta⁵					
1996-1997	6 011	2 001	33	1 977	24
1997-1998	6 176	1 395	23	1 372	23
1998-1999	5 156	1 228	24	1 199	29
1999-2000	5 333	1 167	22	1 139	28
2000-2001	5 017	1 378	27	1 350	28

Tableau 8
Participation des membres du Barreau, à la prestation des services d'aide juridique – fin

Province/territoire et année	Total des membres du Barreau	Avocats qui ont assuré des services d'aide juridique		Avocats de pratique privée qui ont assuré des services d'aide juridique		Avocats salariés	
		Total	%	Total	Total	Total	
Colombie-Britannique							
1996-1997	8 216	1 907	23	1 823			84
1997-1998	6 966	1 743	25	1 662			81
1998-1999	6 895	1 718	25	1 634			84
1999-2000	7 040	1 593	23	1 520			73
2000-2001	6 667	1 450	22	1 369			81
Territoires du Nord-Ouest⁶							
1996-1997	279	53	19	45			8
1997-1998	287	64	22	55			9
1998-1999	244	56	23	45			11
1999-2000	251	52	21	43			9
2000-2001	67	43	64	38			5
Territoire du Yukon⁶							
1996-1997	155	14	9	10			4
1997-1998	155	29	19	24			5
1998-1999	171	25	15	20			5
1999-2000	181	16	9	12			4
2000-2001	58	13	22	8			5
Nunavut⁷							
1999-2000	..	..	..	..			..
2000-2001	..	27	..	10			17
Canada							
1996-1997	49 835	15 965	32	14 925			1 040
1997-1998	50 185	13 912	28	12 907			1 005
1998-1999	50 021	13 464	27	12 456			1 008
1999-2000	51 893	12 662	24	11 690			972
2000-2001	50 920	12 418	24	11 389			1 029

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Les données sur le nombre des membres du Barreau sont fournies par la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada et représentent les avocats en assurés et en exercice. Les données sont basées sur le compte à la fin de décembre de chaque année.

² **Terre-Neuve-et-Labrador** La baisse du nombre d'avocats de pratique privée qui fournissent des services d'aide juridique tient en partie à la mise sur pied d'un bureau de règlement des conflits en 1996. Ce bureau réunit des avocats payés par l'aide juridique, mais il est techniquement distinct des bureaux de l'aide juridique.

³ **Nouveau-Brunswick** Depuis 1997-1998, les données comprennent les avocats actifs de pratique privée, qui ont fourni des services d'aide juridique dans le cadre du Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille, à titre d'avocats nommés d'office ou d'avocats suppléants. Outre le total, 168 avocats de pratique privée ont fait fonction de remplaçants en vertu d'un contrat signé avec le Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille du ministère de la Justice.

⁴ **Ontario** Sont exclus les avocats qui assurent les services d'avocats nommés d'office. Avant 1997-1998, le nombre total d'avocats de pratique privée pour l'Ontario ne comprenait pas les avocats travaillant pour des entreprises.

⁵ **Alberta** Depuis le 1^{er} septembre 1994, des avocats salariés (à Calgary et Edmonton) assurent des services d'avocats nommés d'office aux jeunes et aux adultes.

⁶ **Territoires du Nord-Ouest et Yukon** La baisse des chiffres de 1999-2000 à 2000-2001 est attribuable à un changement dans les méthodes de calcul, où l'on se sert de la méthode des équivalents plein temps (EPT) pour arriver à une norme uniforme dans tous les secteurs de compétence.

⁷ **Nunavut** Le Nunavut n'est pas inclus dans ce tableau car il n'est pas encore un membre actif de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada. Cette situation changera au début du prochain exercice.

Tableau 9
Total des demandes¹ d'aide juridique reçues, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	% de variation	Total	% de variation	% du total	Total	% de variation	% du total
Terre-Neuve-et-Labrador								
1996-1997	18 097	10	10 151	9	56	7 946	10	44
1997-1998	15 648	-14	9 069	-11	58	6 579	-17	42
1998-1999	14 553 ^e	-7	8 435 ^e	-7	58	6 118 ^e	-7	42
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse								
1996-1997	21 661	-7	11 649	1	54	10 012	-15	46
1997-1998	20 684	-5	11 499	-1	56	9 185	-8	44
1998-1999	19 734	-5	11 449	--	58	8 285	-10	42
1999-2000	24 003	22	15 653	37	65	8 350	1	35
2000-2001	24 087	--	15 739	1	65	8 348	--	35
Nouveau-Brunswick²								
1996-1997	2 522	3	2 338	2	93	184	24	7
1997-1998	5 454	116	2 436	4	45	3 018	1,540	55
1998-1999	5 055	-7	1 969	-19	39	3 086	2	61
1999-2000	5 186	3	2 026	3	39	3 160	2	61
2000-2001	5 278	2	1 883	-7	36	3 395	7	64
Québec								
1996-1997	284 537	-14	102 871	-16	36	181 666	-13	64
1997-1998	261 269	-8	96 917	-6	37	164 352	-10	63
1998-1999	258 763	-1	95 209	-2	37	163 554	--	63
1999-2000	257 673	--	95 625	--	37	162 048	-1	63
2000-2001	253 326	-2	96 363	1	38	156 963	-3	62
Ontario								
1996-1997	307 315	-20	..	..	..	..	..	..
1997-1998	311 502	1	..	..	..	..	..	..
1998-1999	347 522	12	..	..	..	..	..	..
1999-2000	350 658	1	..	..	..	..	..	..
2000-2001	365 077	4	..	..	..	..	..	..
Manitoba³								
1996-1997	23 867	-23	12 592	-29	53	11 275	-14	47
1997-1998	22 308	-7	11 429	-9	51	10 879	-4	49
1998-1999	22 155	-1	11 572	1	52	10 583	-3	48
1999-2000	22 042	-1	11 838	2	54	10 204	-4	46
2000-2001	21 705	-2	11 451	-3	53	10 254	--	47
Saskatchewan								
1996-1997	23 027	-1	16 560	-2	72	6 467	3	28
1997-1998	23 618	3	17 662	7	75	5 956	-8	25
1998-1999	23 981	2	17 985	2	75	5 996	1	25
1999-2000	24 469	2	17 858	-1	73	6 611	10	27
2000-2001	23 530	-4	17 513	-2	74	6 017	-9	26
Alberta								
1996-1997	35 659	2	25 076	-1	70	10 583	10	30
1997-1998	35 713	--	24 802	-1	69	10 911	3	31
1998-1999	39 409	10	27 370	10	69	12 039	10	31
1999-2000	42 365	8	29 019	6	68	13 346	11	32
2000-2001	45 386	7	30 594	5	67	14 792	11	33
Colombie-Britannique⁴								
1996-1997	103 406	-16	44 974	-19	43	58 432	-14	57
1997-1998	102 336	-1	41 697	-7	41	60 639	4	59
1998-1999	99 331	-3	39 523	-5	40	59 808	-1	60
1999-2000	98 535	-1	38 409	-3	39	60 126	1	61
2000-2001	96 880	-2	35 713	-7	37	61 167	2	63

Tableau 9
Total des demandes¹ d'aide juridique reçues, affaires criminelles et civiles – fin

Province/territoire et année	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	% de variation	Total	% de variation	% du total	Total	% de variation	% du total
Territoires du Nord-Ouest⁵								
1996-1997	2 889	-1	1 972	-1	68	917	-1	32
1997-1998	2 196	-24	1 167	-41	53	1 029	12	47
1998-1999	1 752	-20	802	-31	46	950	-8	54
1999-2000	1 707	-3	862	7	50	845	-11	50
2000-2001	1 273	-25	547	-37	43	726	-14	57
Territoire du Yukon⁶								
1996-1997	1 471	--	1 130	1	77	341	-3	23
1997-1998	1 176	-20	739	-35	63	437	28	37
1998-1999	1 186	1	743	1	63	443	1	37
1999-2000	1 015	-14	774	4	76	241	-46	24
2000-2001	1 291	27	918	19	71	373	55	29
Nunavut⁷								
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	785	..	439	..	56	346	..	44
Canada								
1996-1997	824 451	-15	..	..	..	..	..	..
1997-1998	801 904	-3	..	..	..	..	..	..
1998-1999	833 441	4	..	..	..	..	..	..
1999-2000	827 653	-1	..	..	..	..	..	..
2000-2001	838 618	1	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données ayant trait au tableau 9

Voir le tableau supplémentaire 9a pour les données concernant les secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes de services relatifs à des affaires relevant de la compétence des provinces/territoires (incluses dans les affaires en matière criminelle au tableau 9).

- Demandes** Les données sur les demandes approuvées et refusées qui figurent aux tableaux 10 et 12 peuvent ne pas correspondre aux comptes provinciaux et territoriaux déclarés au tableau 9 pour deux raisons : premièrement, la décision d'accepter ou de refuser une demande peut ne pas être prise durant la période où la demande est présentée. En général, la plupart des demandes sont présentées et évaluées durant la même période, et le nombre reporté à l'exercice financier suivant est donc relativement petit. Deuxièmement, le compte des demandes approuvées figurant aux tableaux 10 et 11 ne s'applique qu'aux demandes de services complets, à moins d'indication contraire dans les notes. Le compte total des demandes (tableau 9), par contre, est la somme des demandes approuvées (services complets et services sommaires) et des demandes refusées.
Les tableaux 9 et 12 ne contiennent pas les données pour l'Île-du-Prince-Édouard, étant donné que, dans cette province, seules les données sur les demandes approuvées sont conservées.
- Nouveau-Brunswick** Les chiffres sur les demandes en matière civile pour les années antérieures à 1997-1998 sont incomplets. Étant donné que le Régime d'aide juridique en matière de droit de la famille administré par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick n'exige pas le dépôt de demandes, le chiffre se rapportant aux demandes d'aide en matière civile pour le Nouveau-Brunswick en 1997-1998 représente le nombre de demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille retenues (ou « acceptées ») par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick, en plus des demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille déposées auprès du Régime d'aide juridique du Nouveau-Brunswick. Il serait bon aussi de tenir compte de ce fait en examinant les données sur le nombre total de demandes. Le Nouveau-Brunswick offre d'autres mécanismes de règlement des différends pour les conflits entre propriétaires et locataires, et les conflits régis par la législation du travail. Les taux d'approbation dans le cas des affaires civiles ne tiennent pas compte des renvois, qui peuvent être faits à ces autres mécanismes de règlement de différends.
- Manitoba** Si le nombre total de demandes en 1996-1997 a diminué de 23 %, c'est parce que des clients ont commencé à recevoir une aide directe d'avocats nommés d'office offrant un service complet dans la salle du tribunal plutôt que dans des bureaux d'aide juridique. La baisse du nombre de demandes traitées dans les bureaux d'aide juridique tient à la baisse générale du nombre de demandes inscrites.
- Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système.
- Territoires du Nord-Ouest** Les données portent sur le nombre de personnes ayant demandé des services d'aide juridique. Les comptes relatifs aux avocats nommés d'office sont compris. En 1999-2000, au total 4 672 personnes ont comparu devant un tribunal sans se faire représenter par un avocat (admissibilité présumée), en 1998-1999 le total était de 4 456 personnes. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'« admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes... et en 2000-2001, ce nombre a chuté à 2 632, le plus important facteur qui a contribué à cette baisse étant la séparation T.N.-O.-Nunavut.
- Territoire du Yukon** On ne fait aucune distinction entre les demandes de services sommaires et les demandes de services complets. Tous les services sont considérés comme des services complets. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes. Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.
- Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 10
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées			Affaires criminelles				Affaires civiles				Population '000
	Total	% de variation	Taux pour 1,000 habitants	Total criminelles	% de variation	% du total	Taux pour 1,000 habitants	Total civiles	% de variation	% du total	Taux pour 1,000 habitants	
Terre-Neuve-et-Labrador¹												
1996-1997	10 880	9	19	7 823	10	72	14	3 057	6	28	5	560.6 ^r
1997-1998	9 838	-10	18	7 173	-8	73	13	2 665	-13	27	5	554.0 ^r
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	545.4 ^r
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	540.7 ^r
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	537.2
Île-du-Prince-Édouard												
1996-1997	1 210	10	9	1 134	10	94	8	76	1	6	1	136.2 ^r
1997-1998	1 274	5	9	1 193	5	94	9	81	7	6	1	136.9 ^r
1998-1999	1 098	-14	8	1 019	-15	93	7	79	-2	7	1	137.0 ^r
1999-2000	1 209	10	9	1 133	11	94	8	76	-4	6	1	137.6 ^r
2000-2001	1 185	-2	9	1 083	-4	91	8	102	34	9	1	138.1
Nouvelle-Écosse												
1996-1997	16 529	-9	18	9 737	--	59	10	6 792	-19	41	7	931.2 ^r
1997-1998	15 744	-5	17	9 718	--	62	10	6 026	-11	38	6	934.5 ^r
1998-1999	14 575	-7	16	8 996	-7	62	10	5 579	-7	38	6	936.1 ^r
1999-2000	15 481	6	16	9 745	8	63	10	5 736	3	37	6	939.7 ^r
2000-2001	15 150	-2	16	9 551	-2	63	10	5 599	-2	37	6	941.2
Nouveau-Brunswick²												
1996-1997	1 629	5	2	1 487	4	91	2	142	21	9	--	753.0 ^r
1997-1998	3 932	141	5	1 400	-6	36	2	2 532	1,683	64	3	754.2 ^r
1998-1999	3 965	1	5	1 278	-9	32	2	2 687	6	68	4	753.5 ^r
1999-2000	4 637	17	6	1 285	1	28	2	3 352	25	72	4	754.4 ^r
2000-2001	3 935	-15	5	1 226	-5	31	2	2 709	-19	69	4	755.3
Québec³												
1996-1997	240 178	-21	33 ^r	85 651	-26	36	12	154 527	-17	64	21	7,274.0 ^r
1997-1998	214 254	-11	29	77 071	-10	36	11 ^r	137 183	-11	64	19 ^r	7,302.6 ^r
1998-1999	216 790	1	30	78 084	1	36	11	138 706	1	64	19	7,323.0 ^r
1999-2000	215 991	--	29	77 525	-1	36	11	138 466	--	64	19	7,349.7 ^r
2000-2001	212 192	-2	29	78 951	2	37	11	133 241	-4	63	18	7,377.7
Ontario												
1996-1997	111 889	-35	10	51 347	-30	46	5	60 542	-39	54	5	11,100.9 ^r
1997-1998	115 620	3	10	54 890	7	47	5	60 730	--	53	5	11,249.5 ^r
1998-1999	131 512	14	12	61 250	12	47	5	70 262	16	53	6	11,384.4 ^r
1999-2000	140 903	7	12	62 054	1	44	5	78 849	12	56	7	11,522.7 ^r
2000-2001	159 338	13	14	65 279	5	41	6	94 059	19	59	8	11,685.3
Manitoba												
1996-1997	18 349	-18	16	9 283	-26	51	8	9 066	-8	49	8	1,134.3 ^r
1997-1998	17 009	-7	15	7 959	-14	47	7	9 050	--	53	8	1,136.6 ^r
1998-1999	17 306	2	15	8 580	8	50	8	8 726	-4	50	8	1,138.0 ^r
1999-2000	17 374	--	15	8 871	3	51	8	8 503	-3	49	7	1,142.4 ^r
2000-2001	17 627	1	15	9 028	2	51	8	8 599	1	49	8	1,146.0
Saskatchewan												
1996-1997	21 484	-1	21	15 515	-2	72	15	5 969	3 ^r	28	6	1,019.5 ^r
1997-1998	21 980	2	22	16 550	7	75	16	5 430	-9	25	5	1,022.0 ^r
1998-1999	22 401	2	22	16 971	3	76	17	5 430	-	24	5	1,025.2 ^r
1999-2000	21 891	-2	21	16 419	-3	75	16	5 472	1	25	5	1,025.5 ^r
2000-2001	22 057	1	22	16 585	1	75	16	5 472	-	25	5	1,022.0
Alberta												
1996-1997	28 014	4	10	20 853	2	74	7	7 161	11	26	3	2,780.6 ^r
1997-1998	28 316	1	10	20 646	-1	73	7	7 670	7	27	3	2,837.2 ^r
1998-1999	30 294	7	10	22 253	8	73	8	8 041	5	27	3	2,906.9 ^r
1999-2000	32 051	6	11	23 378	5	73	8	8 673	8	27	3	2,959.5 ^r
2000-2001	33 799	5	11	24 429	4	72	8	9 370	8	28	3	3,009.2
Colombie-Britannique⁴												
1996-1997	56 018	-9	14	31 226	..	56	8	24 792	..	44	6	3,882.0 ^r
1997-1998	51 871	-7	13	28 702	-8	55	7	23 169	-7	45	6	3,959.7 ^r
1998-1999	50 738	-2	13	28 043	-2	55	7	22 695	-2	45	6	3,998.3 ^r
1999-2000	51 534	2	13	27 479	-2	53	7	24 055	6	47	6	4,028.1 ^r
2000-2001	50 513	-2	12	25 845	-6	51	6	24 668	3	49	6	4,058.8

Tableau 10
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles et civiles – fin

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées			Affaires criminelles				Affaires civiles				Population '000
	Total	% de variation	Taux pour 1,000 habitants	Total criminelles	% de variation	% du total	Taux pour 1,000 habitants	Total civiles	% de variation	% du total	Taux pour 1,000 habitants	
Territoires du Nord-Ouest⁵												
1996-1997	2 007	-30	30	1 595	-33	79	24	412	-15	21	6	67.6 ^r
1997-1998	1 321	-34	20 ^r	870	-45	66	13	451	9	34	7	67.7 ^r
1998-1999	1 131	-14	17	660	-24	58	10	471	4	42	7	67.5
1999-2000	1 000	-12	24	659	--	66	16	341	-28	34	8	41.0 ^r
2000-2001	813	-19	20	445	-32	55	11	368	8	45	9	40.9
Territoire du Yukon⁶												
1996-1997	1 372	-7	43 ^r	1 079	-7	79	34	293	-7	21	9	31.9 ^r
1997-1998	1 045	-24	32 ^r	693	-36	66	22	352	20	34	11	32.2 ^r
1998-1999	1 032	-1	33	685	-1	66	22	347	-1	34	11	31.6
1999-2000	1 003	-3	32	767	12	76	25	236	-32	24	8	31.0 ^r
2000-2001	800	-20	26	554	-28	69	18	246	4	31	8	30.6
Nunavut⁷												
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	26.9 ^r
2000-2001	785	..	29	439	..	56	16	346	..	44	13	27.4
Canada⁸												
1996-1997	509 559	-21	17	236 730	..	46	8	272 829	..	54	9	29 671.9 ^r
1997-1998	482 204	-5	16	226 865	-4	47	8 ^r	255 339	-6	53	9 ^r	29 987.2 ^r
1998-1999	490 842	2	16	227 819	--	46	8	263 023	3	54	9	30 246.9 ^r
1999-2000	503 074	2	16	229 315	--	46	8	273 759	4	54	9	30 499.2 ^r
2000-2001	518 194	3	17	233 415	2	45	8	284 779	4	55	9	30 769.7

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données ayant trait au tableau 10

Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes de services sommaires qui ont été approuvées (non incluses dans le tableau 10).

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Nouvelle-Écosse	2 352	2 228	1 644	1 586	1 299
Nouveau-Brunswick	..	9 875	..	..	..
Ontario	159 590	167 538	177 493	183 826	183 927
Manitoba	21 917	19 421	23 108	21 572	21 706
Saskatchewan	7 061	6 483	6 210	5 816	6 217
Colombie-Britannique	26 639	26 269	23 735	30 460	33 920

¹ **Terre-Neuve-et-Labrador** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.

² **Nouveau-Brunswick** Les chiffres des demandes en matière civile (total et nombre de demandes approuvées) pour les exercices antérieurs à 1997-1998 sont incomplets. Les chiffres sur le nombre de demandes présentées en 1995-1996 et 1996-1997 ne comprennent pas les cas visés par le Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille qui est administré par le ministère de la Justice.

³ **Québec** Les données n'incluent pas les attestations conditionnelles dont l'admissibilité des bénéficiaires n'avait pas été établie au 31 mars. La diminution du nombre de demandes approuvées en 1996-1997 était attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.

⁴ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système.

⁵ **Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'«admissibilité présumée», selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes. En 1998-1999, au total, 4 456 personnes ont comparu devant un tribunal sans se faire représenter par un avocat (admissibilité présumée). En 2000-2001, la séparation entre les T.N.-O. et le Nunavut a contribué pour 19 % de la baisse dans les T.N.-O.

⁶ **Territoire du Yukon** Toutes les demandes approuvées sont considérées comme des demandes de services complets. Depuis 1993-1994, le chiffre fourni représente le nombre de certificats délivrés. Comme un certificat peut viser plus d'une demande, le lecteur devrait prendre garde de ne pas additionner ensemble les chiffres figurant aux tableaux 10 et 12 pour le Yukon. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes.

⁷ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

⁸ **Canada** En matière civile, une seule affaire peut être incluse dans une demande. En matière criminelle, plusieurs chefs d'accusation peuvent figurer sur la même demande, et ils peuvent être traités séparément. Comme il n'est pas obligatoire d'utiliser l'infraction la plus grave comme principale infraction, le nombre d'infractions énumérées est supérieur au nombre de demandes approuvées et attribuées. Le nombre total de demandes individuelles approuvées est détaillé selon le nombre de certificats. Lorsqu'une affaire reliée à l'objet d'une demande originale survient à une date ultérieure (y compris un appel), une nouvelle demande doit en général être présentée et un nouveau certificat est approuvé. Le total comprend plus d'un certificat par demande.

Tableau 11
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total	Total des demandes approuvées				Total	Affaires criminelles				Total	Affaires civiles			
	Nombre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Nombre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Nombre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		% du total	Nombre	% du total	Nombre		% des affaires criminelles approuvées	% des affaires criminelles approuvées	Nombre	% des affaires civiles approuvées		Nombre	% des affaires civiles approuvées		
														Nombre	% du total	Nombre	% des affaires civiles approuvées
Terre-Neuve-et-Labrador¹															
1996-1997	10 880	..	..	..	..	7 823	..	..	..	..	3 057	..	..	..	..
1997-1998	9 838	..	..	..	..	7 173	..	..	..	..	2 665	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard²															
1996-1997	1 210	991 ^e	82 ^e	219 ^e	18 ^e	1 134	940 ^e	83 ^e	194 ^e	17 ^e	76	51	67	25	33
1997-1998	1 274	1 127 ^e	88 ^e	147 ^e	12 ^e	1 193	1 077 ^e	90 ^e	116 ^e	10 ^e	81	50	62	31	38
1998-1999	1 098	992	90	106	10	1 019	935	92	84	8	79	57	72	22	28
1999-2000	1 209	1 045	86	164	14	1 133	995	88	138	12	76	50	66	26	34
2000-2001	1 185	1 032	87	153	13	1 083	961	89	122	11	102	71	70	31	30
Nouvelle-Écosse															
1996-1997	16 529	14 129	85	2 400	15	9 737	8 932	92	805	8	6 792	5 197	77	1 595	23
1997-1998	15 744	13 501	86	2 243	14	9 718	8 904	92	814	8	6 026	4 597	76	1 429	24
1998-1999	14 575	12 095	83	2 480	17	8 996	7 959	88	1 037	12	5 579	4 136	74	1 443	26
1999-2000	15 481	12 567	81	2 914	19	9 745	8 583	88	1 162	12	5 736	3 984	69	1 752	31
2000-2001	15 150	12 279	81	2 871	19	9 551	8 216	86	1 335	14	5 599	4 063	73	1 536	27
Nouveau-Brunswick³															
1996-1997	1 629	...	...	1 629	100	1 487	...	...	1 487	100	142	...	...	142	100
1997-1998	3 932	1 183	30	2 749	70	1 400	...	...	1 400	100	2 532	1 183	47	1 349	53
1998-1999	3 965	1 253	32	2 712	68	1 278	...	...	1 278	100	2 687	1 253	47	1 434	53
1999-2000	4 637	1 311	28	3 326	72	1 285	...	...	1 285	100	3 352	1 311	39	2 041	61
2000-2001	3 935	1 298	33	2 637	67	1 226	...	...	1 226	100	2 709	1 298	48	1 411	52
Québec															
1996-1997	240 178	127 969	53	112 209	47	85 651	39 684	46	45 967	54	154 527	88 285	57	66 242	43
1997-1998	214 254	105 836	49	108 418	51	77 071	29 325	38	47 746	62	137 183	76 511	56	60 672	44
1998-1999	216 790	103 733	48	113 057	52	78 084	28 760	37	49 324	63	138 706	74 973	54	63 733	46
1999-2000	215 991	103 390	48	112 601	52	77 525	28 514	37	49 011	63	138 466	74 876	54	63 590	46
2000-2001	212 192	106 689	50	105 503	50	78 951	31 327	40	47 624	60	133 241	75 362	57	57 879	43
Ontario															
1996-1997	111 889	37 097	33	74 792	67	51 347	...	...	51 347	100	60 542	37 097	61	23 445	39
1997-1998	115 620	32 409	28	83 211	72	54 890	...	...	54 890	100	60 730	32 409	53	28 321	47
1998-1999	131 512	29 365	22	102 147	78	61 250	...	...	61 250	100	70 262	29 365	42	40 897	58
1999-2000	140 903	33 359	24	107 544	76	62 054	...	...	62 054	100	78 849	33 359	42	45 490	58
2000-2001	159 338	41 789	26	117 549	74	65 279	...	...	65 279	100	94 059	41 789	44	52 270	56
Manitoba															
1996-1997	18 349	5 253	29	13 096	71	9 283	2 086	22	7 197	78	9 066	3 167	35	5 899	65
1997-1998	17 009	4 664	27	12 345	73	7 959	1 550	19	6 409	81	9 050	3 114	34	5 936	66
1998-1999	17 306	4 806	28	12 500	72	8 580	1 633	19	6 947	81	8 726	3 173	36	5 553	64
1999-2000	17 374	4 746	27	12 628	73	8 871	1 732	20	7 139	80	8 503	3 014	35	5 489	65
2000-2001	17 627	4 133	23	13 494	77	9 028	1 434	16	7 594	84	8 599	2 699	31	5 900	69
Saskatchewan															
1996-1997	21 484	21 047	98	437	2	15 515	15 234	98	281	2	5 969	5 813	97	156	3
1997-1998	21 980	20 789	95	1 191	5	16 550	16 247	98	303	2	5 430	4 542	84	888	16
1998-1999	22 401	21 251	95	1 150	5	16 971	16 604	98	367	2	5 430	4 647	86	783	14
1999-2000	21 891	20 722	95	1 169	5	16 419	15 624	95	795	5	5 472	5 098	93	374	7
2000-2001	22 057	21 024	95	1 033	5	16 585	15 851	96	734	4	5 472	5 173	95	299	5
Alberta															
1996-1997	28 014	2 846	10	25 168	90	20 853	2 731	13	18 122	87	7 161	115	2	7 046	98
1997-1998	28 316	2 915	10	25 401	90	20 646	2 845	14	17 801	86	7 670	70	1	7 600	99
1998-1999	30 294	2 823	9	27 471	91	22 253	2 748	12	19 505	88	8 041	75	1	7 969	99
1999-2000	32 051	3 035	9	29 016	91	23 378	2 827	12	20 551	88	8 673	208	2	8 465	98
2000-2001	33 799	3 002	9	30 797	91	24 429	2 801	11	21 628	89	9 370	201	2	9 169	98
Colombie-Britannique⁴															
1996-1997	56 018	12 939	23	43 079	77	31 226	5 251	17	25 975	83	24 792	7 688	31	17 104	69
1997-1998	51 871	13 311	26	38 560	74	28 702	4 623	16	24 079	84	23 169	8 688	37	14 481	63
1998-1999	50 738	12 905	25	37 833	75	28 043	4 793	17	23 250	83	22 695	8 112	36	14 583	64
1999-2000	51 534	12 244	24	39 290	76	27 479	4 390	16	23 089	84	24 055	7 854	33	16 201	67
2000-2001	50 513	11 672	23	38 841	77	25 845	4 260	16	21 585	84	24 668	7 412	30	17 256	70
Territoires du Nord-Ouest⁵															
1996-1997	2 007	433	22	1 574	78	1 595	430	27	1 165	73	412	3	1	409	98
1997-1998	1 321	241	18	1 080	82	870	234	27	636	73	451	7	2	444	99
1998-1999	1 131	409	36	722	64	660	262	40	398	60	471	147	31	324	69
1999-2000	1 000	265	27	735	74	659	193	29	466	71	341	72	21	269	79
2000-2001	813	278	34	535	66	445	144	32	301	68	368	134	36	234	64

Tableau 11
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, affaires criminelles et civiles – fin

Province/territoire et année	Total	Total des demandes approuvées				Total	Affaires criminelles				Total	Affaires civiles			
	Nombre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Nombre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Nombre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		% du total	Nombre	% du total	Nombre		% des affaires criminelles approuvées	% des affaires criminelles approuvées	Nombre	% des affaires civiles approuvées		Nombre	% des affaires civiles approuvées		
Territoire du Yukon⁶															
1996-1997	1 372	828	60	544	40	1 079	698	65	381	35	293	130	44	163	56
1997-1998	1 045	702	67	343	33	693	504	73	189	27	352	198	56	154	44
1998-1999	1 032	647	63	385	37	685	426	62	259	38	347	221	64	126	36
1999-2000	1 003	592	59	411	41	767	423	55	344	45	236	169	72	67	28
2000-2001	800	566	71	234	29	554	393	71	161	29	246	173	70	73	30
Nunavut⁷															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	785	366	47	419	53	439	311	71	128	29	346	55	16	291	84
Canada															
1996-1997	509 559	..	..	..	..	236 730	..	..	..	..	272 829	..	..	..	..
1997-1998	482 204	..	..	..	..	226 865	..	..	..	..	255 339	..	..	..	..
1998-1999	490 842	..	..	..	..	227 819	..	..	..	..	263 023	..	..	..	..
1999-2000	503 074	..	..	..	..	229 315	..	..	..	..	273 759	..	..	..	..
2000-2001	518 194	..	..	..	..	233 415	..	..	..	..	284 779	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données relatives au tableau 11

Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes approuvées en faveur de jeunes personnes (incluses dans les affaires en matière criminelle au tableau 11).

	1996-1997		1997-1998		1998-1999		1999-2000		2000-2001	
	Avocats salariés	Avocats de pratique privée	Avocats salariés	Avocats de pratique privée	Avocats salariés	Avocats de pratique privée	Avocats salariés	Avocats de pratique privée	Avocats salariés	Avocats de pratique privée
Île-du-Prince-Édouard	248	-	251	20	226	24	224	29	200	26
Nouvelle-Écosse	2 226	173	2 056	181	1 765	241	1 978	279	1 910	267
Nouveau-Brunswick	..	..	..	..	..	251	-	155	-	152
Québec	6 917	4 967	6 564	6 368	6 089	6 388	5 936	6 260	5 974	5 750
Manitoba	521	1 289	267	1 219	244	1 301	240	1 259	191	1 293
Saskatchewan	3 842	56	4 330	61	3 951	64	2 601	103	3 239	147
Alberta	2 731	4 117	2 845	3 844	2 743	4 073	2 713	4 069	2 729	3 958
Colombie-Britannique	..	..	..	..	1 510	4 940	1 409	4 502	1 210	4 016
Yukon	-	62	147	31	135	60	131	54	85	17
Territoires du Nord-Ouest	..	..	..	..	..	..	..	..	..	23
Nunavut	..	..	..	..	..	..	..	..	..	23

- Terre-Neuve-et-Labrador** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.
- Île-du-Prince-Édouard** On a procédé à des estimations du nombre de demandes approuvées par des avocats salariés et des avocats de pratique privée jusqu'en 1997-1998. Les estimations étaient fondées sur la proportion d'affaires criminelles et civiles dont se sont occupés des avocats salariés et des avocats de pratique privées. Les pourcentages ont été arrondis aux fins de présentation.
- Nouveau-Brunswick** Les chiffres des demandes en matière civile pour les exercices antérieurs à 1997-1998 sont incomplets.
- Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système.
- Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'«admissibilité présumée», selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes. En 1999-2000, au total 4 672 personnes ont comparu devant un tribunal sans se faire représenter par un avocat (admissibilité présumée), en 1998-1999 le total était de 4 456 personnes. En 2000-2001, la séparation entre les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut a contribué à la baisse dans les T.N.-O.
- Territoire du Yukon** Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes.
- Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, raisons

Province/territoire et année	Total No.	Total des demandes rejetées				Total No.	Inadmissibilité financière				Total No.	Autres raisons			
		Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles	
		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%
Terre-Neuve-et-Labrador²															
1996-1997	7 217	2 328	32	4 889	68	917	386	42	531	58	6 300	1 942	31	4 358	69
1997-1998	5 810	1 896	33	3 914	67	800	289	36	511	64	5 010	1 607	32	3 403	68
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
1996-1997	2 375	898	38	1 477	62	971	274	28	697	72	1 404	624	44	780	56
1997-1998	2 312	877	38	1 435	62	961	315	33	646	67	1 351	562	42	789	58
1998-1999	1 997	749	38	1 248	62	847	249	29	598	71	1 150	500	43	650	57
1999-2000	2 160	833	39	1 327	61	966	344	36	622	64	1 194	489	41	705	59
2000-2001	2 024	845	42	1 179	58	943	307	33	636	67	1 081	538	50	543	50
Nouveau-Brunswick³															
1996-1997	893	851	95	42	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	784	784	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	780	691	89	89	11	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	793	745	94	48	6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	723	682	94	41	6	..	..	..	..	723	682	94	41	6	..
Québec⁴															
1996-1997	42 859	16 095	38	26 764	62	18 346	4 328	24	14 018	76	24 513	11 767	48	12 746	52
1997-1998	43 324	17 009	39	26 315	61	18 541	7 048	38	11 493	62	24 783	9 961	40	14 822	60
1998-1999	38 178	13 901	36	24 277	64	18 789	6 954	37	11 835	63	19 389	6 947	36	12 442	64
1999-2000	36 390	13 681	38	22 709	62	19 017	7 626	40	11 391	60	17 373	6 055	35	11 318	65
2000-2001	36 826	13 670	37	23 156	63	21 149	8 633	41	12 516	59	15 677	5 037	32	10 640	68
Ontario⁵															
1996-1997	35 836	20 995	59	14 841	41	3 463	2 153	62	1 310	38	32 373	18 842	58	13 531	42
1997-1998	28 911	18 971	66	9 940	34	5 387	3 535	66	1 852	34	23 524	15 436	66	8 088	34
1998-1999	38 517	23 096	60	15 421	40	6 737	4 040	60	2 697	40	31 780	19 056	60	12 724	40
1999-2000	30 057	17 343	58	12 714	42	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	31 186	..	..	..	..	7 122	..	..	..	..	24 064	..	..	..	..
Manitoba															
1996-1997	3 077	1 397	45	1 680	55	480	176	37	304	63	2 597	1 221	47	1 376	53
1997-1998	3 061	1 292	42	1 769	58	307	83	27	224	73	2 754	1 209	44	1 545	56
1998-1999	2 102	858	41	1 244	59	302	101	33	201	67	1 800	757	42	1 043	58
1999-2000	2 380	1 003	42	1 377	58	319	108	34	211	66	2 061	895	43	1 166	57
2000-2001	2 729	1 175	43	1 554	57	338	114	34	224	66	2 391	1 061	44	1 330	56
Saskatchewan															
1996-1997	1 543	1 045	68	498	32	1 112	769	69	343	31	431	276	64	155	36
1997-1998	1 638	1 112	68	526	32	1 192	848	71	344	29	446	264	59	182	41
1998-1999	1 580	1 014	64	566	36	1 165	773	66	392	34	415	241	58	174	42
1999-2000	1 429	925	65	504	35	1 072	712	66	360	34	357	213	60	144	40
2000-2001	1 473	928	63	545	37	1 094	706	65	388	35	379	222	59	157	41
Alberta															
1996-1997	7 645	4 223	55	3 422	45	3 200	2 024	63	1 176	37	4 445	2 199	49	2 246	51
1997-1998	7 397	4 156	56	3 241	44	3 141	1 937	62	1 204	38	4 256	2 219	52	2 037	48
1998-1999	9 115	5 117	56	3 998	44	2 559	1 512	59	1 047	41	6 556	3 605	55	2 951	45
1999-2000	10 314	5 641	55	4 673	45	2 833	1 595	56	1 238	44	7 481	4 046	54	3 435	46
2000-2001	11 587	6 165	53	5 422	47	3 561	1 892	53	1 669	47	8 026	4 273	53	3 753	47
Colombie-Britannique⁶															
1996-1997	47 252	13 603	29	33 649	71	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	32 411	12 995	40	19 416	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	27 867	11 480	41	16 387	59	8 135	3 141	39	4 994	61	19 732	8 339	42	11 393	58
1999-2000	25 865	10 930	42	14 935	58	7 915	3 172	40	4 743	60	17 950	7 758	43	10 192	57
2000-2001	23 561	9 868	42	13 693	58	6 986	2 587	37	4 399	63	16 575	7 281	44	9 294	56
Territoires du Nord-Ouest															
1996-1997	776	321	41	455	59	113	51	45	62	55	663	270	41	393	59
1997-1998	673	..	..	..	..	100	32	32	68	68	573	..	..	..	..
1998-1999	627	..	..	..	..	83	..	..	..	..	544	..	..	..	..
1999-2000	380	..	..	..	..	70	15	21	55	79	310	..	..	..	..
2000-2001	345	59	17	..	..	10	10	100	..	..	49	49	100	..	..

Tableau 12
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, raisons – fin

Province/territoire et année	Total	Total des demandes rejetées				Total	Inadmissibilité financière				Total	Autres raisons			
		Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles	
		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%
Territoire du Yukon⁷															
1996-1997	125	53	42	72	58	69	34	49	35	51	56	19	34	37	66
1997-1998	130	45	35	85	65	71	29	41	42	59	59	16	27	43	73
1998-1999	154	58	38	96	62	86	31	36	55	64	68	27	40	41	60
1999-2000	12	7	58	5	42	5	2	40	3	60	7	5	71	2	29
2000-2001	146	51	35	95	65	93	33	35	60	65	53	18	34	35	66
Nunavut⁸															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	83	43	52	40	48	9	5	56	4	44	74	38	51	36	49
Canada⁹															
1996-1997	149 598	61 809	41	87 789	59	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	126 451	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	120 917	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	109 780	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	110 683	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Demandes rejetées** La plupart des régimes procèdent à un certain tri des requérants avant que ceux-ci présentent une demande officielle. C'est pourquoi le nombre de demandes rejetées ne tient pas compte des personnes à qui on a refusé les services avant qu'elles aient présenté une demande. Le tableau 12 ne contient pas les données pour l'Île-du-Prince-Édouard. Dans cette province, seules les données sur les demandes approuvées sont conservées.

² **Terre-Neuve-et-Labrador** Les demandes de services sommaires sont incluses.

³ **Nouveau-Brunswick** Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires relatifs à des affaires civiles. Les chiffres ne comprennent pas les demandes présentées au Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille qui est administré par le ministère de la Justice.

⁴ **Québec** L'augmentation du nombre de demandes refusées en 1996-1997 est attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont reserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.

⁵ **Ontario** Les données sur les centres de consultation communautaires sont exclues. Ces centres traitent les affaires civiles ainsi que les affaires criminelles relatives aux adultes et jeunes personnes.

⁶ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système.

⁷ **Territoire du Yukon** Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants. Le total des demandes refusées en 1999-2000 est relativement bas en raison des nouvelles procédures de présélection qui ont été abandonnées l'année suivante.

⁸ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

⁹ **Canada** Les totaux partiels pour les affaires criminelles et civiles ne comprennent pas l'Île-du-Prince-Édouard pour toutes les années.

Tableau 13
Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	No.	No.	%	No.	%	
Terre-Neuve-et-Labrador						
1996-1997	4 652	4 646	100	6	--	
1997-1998	3 983	3 980	100	3	--	
1998-1999	4 649	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse¹						
1996-1997	311	301	97	10	3	
1997-1998	141	134	95	7	5	
1998-1999	1 234	1 230	100	4	--	
1999-2000	4 518	4 507	100	11	--	
2000-2001	4 828	4 818	100	10	--	
Nouveau-Brunswick²						
1996-1997	17 016	15 818	93	1 198	7	
1997-1998	17 059	15 809	93	1 250	7	
1998-1999	15 413	14 335	93	1 078	7	
1999-2000	16 336	14 695	90	1 641	10	
2000-2001	14 613	13 509	92	1 104	8	
Ontario³						
1996-1997	579 500	487 230	84	92 270	16	
1997-1998	581 028	491 974	85	89 054	15	
1998-1999	600 559	505 754	84	94 805	16	
1999-2000	615 028	513 996	84	101 032	16	
2000-2001	675 813	557 132	82	118 681	18	
Manitoba						
1996-1997	43 506	..	..	..	..
1997-1998	45 182	..	..	..	..
1998-1999	50 686	..	..	..	..
1999-2000	41 993	..	..	..	..
2000-2001	33 716	..	..	..	..
Saskatchewan⁴						
1996-1997	7 999	7 694	96	305	4	
1997-1998	8 671	8 340	96	331	4	
1998-1999	8 435	8 423	100	12	--	
1999-2000	8 602	8 354	97	248	3	
2000-2001	10 061	9 687	96	374	4	
Alberta⁵						
1996-1997	47 496	47 227	99	269	1	
1997-1998	54 692	54 410	99	282	1	
1998-1999	57 019	56 723	99	296	1	
1999-2000	61 053	60 700	99	353	1	
2000-2001	60 555	60 195	99	360	1	
Colombie-Britannique⁶						
1996-1997	75 114	..	..	..	..
1997-1998	75 499	..	..	..	..
1998-1999	61 058	..	..	..	..
1999-2000	60 361	..	..	..	..
2000-2001	49 872	..	..	..	..
Territoire du Yukon⁷						
1996-1997	..	..	..	..	..
1997-1998	445	445	100	..	..
1998-1999	533	533	100	..	..
1999-2000	601	600	100	1	--	
2000-2001	529	528	100	1	--	
Nunavut⁸						
1999-2000	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..

Île-du-Prince-Édouard Depuis 1991, il n'existe plus de système de consultation tel que défini par la Cour suprême du Canada dans la cause *Brydges*. Les services d'avocats salariés sont fournis durant les heures normales de travail. Les avocats salariés peuvent à leur discrétion répondre aux appels après les heures, mais ils ne sont pas payés. Des services d'avocat peuvent être fournis à un tribunal, mais seulement aux personnes financièrement admissibles. Les services fournis à un tribunal sont comptés comme des demandes de services complets, même s'ils sont tous assurés le jour du dépôt de la demande (c.-à-d. lorsque la cause se termine par un plaidoyer, l'imposition d'une peine ou une autre décision, à la suite d'une seule comparution).

Québec Les données pour le Québec ne sont pas disponibles.

Territoires du Nord-Ouest Les avocats nommés d'office et les avocats des tribunaux itinérants ont rendu des services aux demandeurs approuvés de services complets qui sont dénombrés dans les tableaux 9, 10 et 11, ainsi que d'autres demandeurs comparissant en cour. Aucun dossier n'est conservé toutefois sur ces autres demandeurs.

¹ **Nouvelle-Écosse** L'augmentation notable des services d'avocats nommés d'office peut s'expliquer par le fait d'avoir embauché un avocat à plein temps en mai 1998. Les services d'avocats nommés d'office sont maintenant fournis par les tribunaux de juridiction criminelle aux personnes arrêtées et détenues.

² **Nouveau-Brunswick** Toutes les personnes qui reçoivent une aide sont comptées.

³ **Ontario** Des services d'avocats nommés d'office en matière civile sont offerts dans les tribunaux de la famille. Les services d'avocats nommés d'office sont offerts dans les tribunaux provinciaux mais ne sont pas offerts dans les tribunaux itinérants. Les chiffres des services d'avocats nommés d'office en matière criminelle comprennent les services d'avocats salariés nommés d'office pour toutes les années.

⁴ **Saskatchewan** Ne comprend pas les causes entendues par les tribunaux itinérants, lesquelles sont prises en compte dans les demandes de services complets assignées aux avocats salariés. Après les heures de bureau, les services d'aide juridique sont fournis par des avocats de pratique privée.

⁵ **Alberta** Comprend les services rendus pour les comités de révision en santé mentale.

⁶ **Colombie-Britannique** Les formules de déclaration remplies par les avocats nommés d'office ne permettent pas de faire une distinction nette entre les services en matière civile et les services en matière criminelle, ni entre les services en matière criminelle fournis à des adultes et ceux qui le sont à des adolescents.

⁷ **Territoire du Yukon** Avant 1996-1997, les chiffres représentent le nombre de jours de travail des avocats nommés d'office à Whitehorse seulement. Les jours d'audience des tribunaux itinérants ayant siégé en dehors de Whitehorse ne sont pas inclus.

⁸ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 14
Appels¹ approuvés et rejetés pour des services d'aide juridique, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total	Total des appels				Total	Approuvés				Total	Rejetés			
		Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles	
		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%
Nouvelle-Écosse															
1999-2000	175	57	33	118	67	125	49	39	76	61	50	8	16	42	84
2000-2001	103	61	59	42	41	77	48	62	29	38	26	13	50	13	50
Québec															
1996-1997	1 678	684	41	994	59	901	418	46	483	54	777	266	34	511	66
1997-1998	1 502	577	38	925	62	941	374	40	567	60	561	203	36	358	64
1998-1999	1 430	681	48	749	52	937	452	48	485	52	493	229	46	264	54
1999-2000	1 201	521	43	680	57	820	357	44	463	56	381	164	43	217	57
2000-2001	1 161	518	45	643	55	771	363	47	408	53	390	155	40	235	60
Ontario															
1996-1997	1 706	..	..	..	..	541	..	..	..	..	1 165	..	..	..	..
1997-1998	1 764	1 157	66	607	34	723	474	66	249	34	1 041	683	66	358	34
1998-1999	4 967 ^r	2 979 ^r	60 ^r	1 988 ^r	40 ^r	3 847 ^r	2 307 ^r	60 ^r	1 540 ^r	40 ^r	1 120 ^r	672 ^r	60 ^r	448 ^r	40
1999-2000	5 035	2 905	58	2 130	42	3 995	2 305	58	1 690	42	1 040	600	58	440	42
2000-2001	4 740	..	..	..	..	4 084	..	..	..	..	656	..	..	..	..
Manitoba²															
1996-1997	..	..	..	..	..	229	177	77	52	23	..	..	..	..	..
1997-1998	..	..	..	..	..	216	169	78	47	22	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	168	136	81	32	19	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	141	111	79	30	21	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	156	112	72	44	28	..	..	..	..	..
Saskatchewan															
1996-1997	31	31	100	..	..	25	25	100	..	..	6	6	100	-	-
1997-1998	19	16	84	3	16	19	16	84	3	16	-	-	-	-	-
1998-1999	11	11	100	-	-	8	8	100	-	-	3	3	100	-	-
1999-2000	51	51	100	-	-	47	47	100	-	-	4	4	100	-	-
2000-2001	44	44	100	-	-	39	39	100	-	-	5	5	100	-	-
Alberta															
1996-1997	857	692	81	165	19	617	454	74	163	26	240	238	99	2	1
1997-1998	860	687	80	173	20	554	381	69	173	31	306	306	100	-	-
1998-1999	779	637	82	142	18	476	334	70	142	30	303	303	100	-	-
1999-2000	971	606	62	365	38	530	325	61	205	39	441	281	64	160	36
2000-2001	1 083	662	61	421	39	499	311	62	188	38	584	351	60	233	40
Colombie-Britannique³															
1996-1997	1 734	796	46	938	54	1 020	368	36	652	64	739	428	58	311	42
1997-1998	1 836	898	49	938	51	1 041	418	40	623	60	795	480	60	315	40
1998-1999	1 964	834	42	1 130	58	1 250	412	33	838	67	714	422	59	292	41
1999-2000	2 640	880	33	1 760	67	1 570	425	27	1 145	73	1 070	455	43	615	57
2000-2001	2 224	855	38	1 369	62	1 234	398	32	836	68	990	457	46	533	54
Territoires du Nord-Ouest															
1996-1997	89	89	100	-	-	58	58	100	-	-	31	31	100	-	-
1997-1998	53	53	100	-	-	29	29	100	-	-	24	24	100	-	-
1998-1999	54	54	100	-	-	33	33	100	-	-	21	21	100	-	-
1999-2000	47	47	100	-	-	29	29	100	-	-	18	18	100	-	-
2000-2001	43	43	100	-	-	24	24	100	-	-	19	19	100	-	-
Territoire du Yukon															
1996-1997	7	5	71	2	29	6	5	83	1	17	1	-	-	1	100
1997-1998	21	15	71	6	29	15	12	80	3	20	6	3	50	3	50
1998-1999	14	13	93	1	7	9	8	89	1	11	5	5	100	-	-
1999-2000	21	20	95	1	5	20	19	95	1	5	1	1	100	-	-
2000-2001	7	7	100	-	-	6	6	100	-	-	1	1	100	-	-
Nunavut⁴															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	10	10	100	-	-	10	10	100	-	-	-	-	-	-	-

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Appels** Par appel, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de première instance ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même si l'affaire en cause a déjà été traitée par le régime dans le passé.

Terre-Neuve-et-Labrador Six demandes d'aide en vue du dépôt d'un appel ont été présentées en 1997-1998. On ne dispose pas de données sur les demandes qui ont été approuvées et sur celles qui ont été rejetées.

Île-du-Prince-Édouard Seules les données sur les appels approuvés sont conservées : 1996-1997 12, 1997-1998 5, 1998-1999 13, 1999-2000 15, 2000-2001 10

Nouvelle-Écosse De 1998-99 jusqu'à 2000-2001, la Nouvelle-Écosse exige des avocats qu'ils tiennent des dossiers sur les demandes d'aide juridique relatives à des appels qui ont été approuvés. Aucun dossier n'est conservé sur les demandes rejetées. Seuls les chiffres des demandes d'aide visant un appel en matière criminelle et en matière civile qui ont été approuvés sont conservés.

	Total	Criminelle	Civile
1996-1997	30	21	9
1997-1998	42	29	13
1998-1999	38	29	9

² **Manitoba** Seuls les chiffres des demandes d'aide visant un appel en matière criminelle et en matière civile qui ont été approuvés sont conservés.

³ **Colombie-Britannique** Les appels rejetés en matière civile comprennent les affaires où des services sommaires ont été rendus.

⁴ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques aux Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 15
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(À/Au)	(De)															
	Province/territoire et année	Total	T. N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.-N.	Yn.	Nunavut	Extérieur du Canada
Terre-Neuve-et-Labrador																
1996-1997	4	...	-	-	1	-	2	-	-	1	-	-	-	-	...	-
1997-1998	5	...	-	-	1	-	2	1	-	1	-	-	-	-	...	-
1998-1999	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																
1996-1997	5	-	...	-	1	-	-	-	1	1	2	-	-	-	...	-
1997-1998	6	1	...	4	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	...	-
1998-1999	5	-	...	1	-	-	1	-	-	1	2	-	-	-	...	-
1999-2000	3	-	...	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	...	-
2000-2001	9	1	...	1	-	2	3	-	-	2	-	-	-	-	...	-
Nouvelle-Écosse																
1996-1997	93	8	1	...	8	11	24	2	1	11	25	1	1	...	-	-
1997-1998	60	5	3	...	7	6	17	2	1	11	8	-	-	...	-	-
1998-1999	66	11	1	...	7	6	18	4	2	8	7	1	-	...	1	-
1999-2000	67	4	-	...	3	4	32	3	1	10	9	1	-	...	-	-
2000-2001	77	12	2	...	4	8	29	1	3	4	14	-	-	...	-	-
Nouveau-Brunswick¹																
1996-1997	31	2	-	5	...	9	6	-	-	3	6	-	-	...	-	-
1997-1998	35	1	-	9	...	5	11	2	3	3	1	-	-	...	-	-
1998-1999	46	-	-	15	...	13	10	1	1	3	3	-	-	...	-	-
1999-2000	34	1	-	2	...	15	9	-	-	6	-	1	-	...	-	-
2000-2001	35	-	-	12	...	13	5	1	-	3	1	-	-	...	-	-
Québec																
1996-1997	149	-	-	8	6	...	90	6	-	6	33	-	-	...	-	-
1997-1998	124	5	-	9	12	...	65	4	1	6	21	-	-	...	1	-
1998-1999	140	2	-	9	13	...	88	2	2	3	20	1	-	...	-	-
1999-2000	154	3	-	11	6	...	103	2	2	6	21	-	-	...	-	-
2000-2001	178	2	1	13	3	...	122	4	1	6	26	-	-	...	-	-
Ontario																
1996-1997	..	..	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..	..	...	..	..
1997-1998	206	8	1	21	6	42	...	24	5	33	51	1	-	...	14	-
1998-1999	268	7	1	29	2	75	...	25	13	47	54	2	1	...	12	-
1999-2000	294	15	-	21	5	87	...	34	16	46	68	2	-	...	-	-
2000-2001	332	9	1	24	5	88	...	29	15	61	82	3	-	...	15	-
Manitoba																
1996-1997	137	2	-	-	-	3	26	...	23	28	54	1	-	...	-	-
1997-1998	84	-	-	-	1	1	13	...	23	28	18	-	-	...	-	-
1998-1999	47	-	-	3	-	-	9	...	9	10	15	-	-	...	1	-
1999-2000	37	-	-	1	1	-	6	...	7	11	10	-	-	...	1	-
2000-2001	113	2	-	1	-	3	20	...	30	21	33	1	-	...	2	-
Saskatchewan																
1996-1997	94	-	-	-	-	2	4	23	...	33	31	1	-	...	-	-
1997-1998	92	-	-	2	1	2	1	24	...	36	25	1	-	...	-	-
1998-1999	94	1	-	2	-	2	10	15	...	42	21	1	-	...	-	-
1999-2000	117	-	-	3	-	1	8	17	...	60	26	2	-	...	-	-
2000-2001	111	-	-	1	-	2	7	25	...	50	25	-	1	...	-	-
Alberta																
1996-1997	358	4	-	6	2	6	25	35	59	...	213	1	7	...	-	-
1997-1998	373	7	-	11	3	8	27	32	73	...	208	4	-	...	-	-
1998-1999	413	10	-	9	3	11	50	33	95	...	192	7	3	...	-	-
1999-2000	368	10	-	7	1	11	45	31	83	...	169	7	2	...	2	-
2000-2001	388	5	1	12	3	9	66	29	70	...	178	13	2	...	-	-

Tableau 15
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité – fin

(À/Au)	(De)															
	Province/territoire et année	Total	T. N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.-N.	Yn.	Nunavut	Extérieur du Canada
Colombie-Britannique ²																
1996-1997	238	3	-	10	-	15	38	25	32	105	...	-	4	...		6
1997-1998	262	4	-	11	2	17	37	25	49	100	...	6	11	...		-
1998-1999	302	5	1	8	2	18	60	25	28	141	...	3	7	...		4
1999-2000	234	3	-	8	2	13	31	27	29	109	...	8	4	..		-
2000-2001	235	2	-	7	1	8	37	35	29	105	...	-	3	-		8
Territoires du Nord-Ouest																
1996-1997	16	..	..	2	..	1	2	1	1	4	4	...	1	...		..
1997-1998	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	...		..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	...		..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	...		..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..		..
Territoire du Yukon																
1996-1997	12	-	-	-	-	-	-	1	-	2	8	1	...	...		-
1997-1998	13	-	-	1	1	-	-	1	-	1	8	1	...	...		-
1998-1999	16	-	-	-	-	-	-	2	1	1	11	1	...	...		-
1999-2000	20	-	-	-	-	-	-	-	-	6	11	3	...	..		-
2000-2001	10	-	-	-	-	-	-	-	1	1	8	-	...	-		-
Nunavut ³																
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Nouveau-Brunswick** Avant 1996-1997, les données produites pour le Nouveau-Brunswick n'incluent pas les dossiers de droit de la famille qui sont administrés par le Ministère de la Justice.

² **Colombie-Britannique** Les données pour 1996-1997 sont extraites du nouveau système informatique qui a instauré graduellement au cours de cette période. Les données sont donc incomplètes et elles doivent être considérées, tout au plus, comme des données approximatives.

³ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 16
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(De)	(À/Au)															
	Province/territoire et année	Total	T.N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.	Yn.	Nunavut	Extérieur du Canada
Terre-Neuve-et-Labrador																
1996-1997	5	...	-	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	...	-
1997-1998	5	...	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	...	-
1988-1999
1999-2000
2000-2001
Île-du-Prince-Édouard																
1996-1997	4	-	...	1	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	...	-
1997-1998	4	-	...	3	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	...	-
1988-1999	2	-	...	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	...	-
1999-2000	-	-	...	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	...	-
2000-2001	4	-	...	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	...	-
Nouvelle-Écosse																
1996-1997	88	6	1	...	5	9	38	6	-	9	12	2	-	...	-	
1997-1998	99	11	4	...	8	11	41	1	2	12	8	-	1	...	-	
1988-1999	107	13	2	...	16	9	44	3	2	9	9	-	-	...	-	
1999-2000	81	7	3	...	2	11	34	2	4	7	8	3	-	...	-	
2000-2001	97	10	4	...	12	10	32	2	2	16	9	-	-	...	-	
Nouveau-Brunswick																
1996-1997	31	2	1	6	...	5	12	-	1	3	1	-	-	...	-	
1997-1998	38	2	-	7	...	13	10	-	-	4	2	-	-	...	-	
1988-1999	23	1	-	5	...	9	2	-	-	4	1	1	-	...	-	
1999-2000	24	2	-	3	...	7	7	3	-	-	2	-	-	...	-	
2000-2001	9	-	-	1	...	3	3	-	-	2	-	-	-	...	-	
Québec																
1996-1997	184	3	-	12	10	...	122	4	2	11	18	2	-	...	-	
1997-1998	144	1	-	6	5	...	100	4	2	7	18	-	1	...	-	
1988-1999	148	1	-	6	10	...	99	-	2	11	19	-	-	...	-	
1999-2000	187	1	-	6	15	...	129	3	2	12	17	2	-	...	-	
2000-2001	179	2	4	8	12	...	124	3	3	13	10	-	-	...	-	
Ontario																
1996-1997
1997-1998	139	12	1	11	4	54	...	13	-	20	24	-	-	...	-	
1988-1999	275	12	2	13	11	83	...	21	10	45	43	2	8	...	25	
1999-2000	248	17	1	27	4	91	...	33	9	33	31	-	-	...	2	
2000-2001	274	19	2	28	6	107	...	20	9	37	39	2	-	...	4	
Manitoba																
1996-1997	116	-	-	-	-	5	32	...	17	29	30	-	1	...	2	
1997-1998	68	1	-	1	2	-	23	...	12	19	9	1	-	...	-	
1988-1999	65	1	-	1	-	2	15	...	7	18	18	2	-	...	1	
1999-2000	71	-	-	1	-	1	27	...	8	14	18	-	-	...	2	
2000-2001	138	-	-	2	1	4	35	...	27	35	32	-	-	...	1	
Saskatchewan																
1996-1997	128	-	1	1	-	2	7	26	...	64	27	-	-	...	-	
1997-1998	132	1	1	-	2	1	4	28	...	66	28	1	-	...	-	
1988-1999	153	1	-	1	-	1	13	34	...	84	18	-	1	...	-	
1999-2000	158	1	-	1	-	2	18	34	...	78	23	1	-	...	-	
2000-2001	152	-	-	1	-	1	18	35	...	67	30	-	-	...	-	
Alberta																
1996-1997	224	6	-	7	2	6	26	26	37	...	108	5	1	...	-	
1997-1998	268	2	-	12	4	7	46	42	46	...	101	4	4	...	-	
1988-1999	304	6	2	7	2	3	50	36	56	...	132	8	2	...	-	
1999-2000	354	7	2	10	7	8	70	46	66	...	125	7	6	...	-	
2000-2001	375	9	1	12	3	9	51	39	70	...	170	10	1	...	-	

Tableau 16
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité – fin

(De)	(À/Au)															
	Province/territoire et année	Total	T.N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.	Yn.	Nunavut	Extérieur du Canada
Colombie-Britannique¹																
1996-1997	529	8	-	19	8	33	122	63	40	223	...	-	5	...	8	
1997-1998	553	10	1	10	4	22	128	48	48	265	...	12	5	...	-	
1988-1999	477	8	3	9	2	30	115	52	28	213	...	1	11	...	5	
1999-2000	297	5	-	7	1	17	66	27	24	138	...	3	9	...	-	
2000-2001	386	3	-	14	1	21	96	37	35	168	...	4	3	-	4	
Territoires du Nord-Ouest																
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1988-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	..
Territoire du Yukon																
1996-1997	15	-	-	1	-	1	1	-	-	7	5	-	...	...	-
1997-1998	12	-	-	-	-	-	1	-	-	3	7	1	...	...	-
1988-1999	11	-	-	-	-	-	2	-	-	4	4	1	...	...	-
1999-2000	16	-	-	-	-	-	-	-	-	5	11	-	...	..	-
2000-2001	14	-	-	-	-	-	1	-	1	4	6	2	...	-	-	
Nunavut²																
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Colombie-Britannique** Les données pour 1996-1997 sont extraites du nouveau système informatique qui a instauré graduellement au cours de cette période. Les données sont donc incomplètes et elles doivent être considérées, tout au plus, comme des données approximatives.

² **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 17
Contributions fédérales¹ au titre de l'aide juridique en matière civile

Province	Année										
	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996
	'000 \$										
Terre-Neuve-et-Labrador	-	1 426	426	547	798	840	1 078	1 077	1 129	1 517	1 119
Nouvelle-Écosse	751	835	1 349	1 577	1 398	1 963	2 519	2 759	2 832	2 674	2 757
Nouveau-Brunswick	75	106	104	56	45	73	97	64	37	10	-
Québec	19 482	17 989	18 248	21 986	25 168	31 130	30 994	29 652	33 403	34 601	38 625
Ontario ²	7 581	9 900	11 908	12 687	17 207	19 400	17 800	16 400	15 900	21 800	18 300
Manitoba	922	1 095	1 219	1 409	1 730	1 834	2 051	2 288	2 126	2 209	1 919
Saskatchewan	603	848	1 255	591	765	1 151	1 160	887	1 138	1 261	..
Colombie-Britannique ³	3 598	3 220	4 716	4 815	6 369	9 800	14 800	22 100	24 000	21 240	...
Total	33 012	35 420	39 225	43 668	53 480	66 191	70 499	75 227	80 565	85 312	...

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Régime d'assistance public du Canada En 1980, Santé et Bien-être social (maintenant Développement des ressources humaines Canada) a officiellement commencé à partager les coûts de l'aide juridique en matière civile avec les provinces et territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Le 1^{er} avril 1996, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) a essentiellement remplacé le Régime d'assistance publique du Canada, continuant à fournir des fonds fédéraux pour un certain nombre de programmes sociaux, y compris l'aide juridique en matière civile. Le nouveau financement global donne aux provinces davantage de souplesse dans leur propres priorités de financement. Comme les provinces sont maintenant responsables de l'affectation des fonds reçus du Transfert, le gouvernement fédéral ne contribue plus directement au coût de l'aide juridique en matière civile. Le tableau 17 a été conservé à des fins de comparaison et des fins chronologiques.

¹ **Contributions fédérales** Les paiements fédéraux aux provinces, à l'exception de l'Ontario et de la Colombie-Britannique pour l'exercice 1995-1996, ont été déclarés par Développement des ressources humaines Canada depuis le 3 mars 1997.

² **Ontario** En 1989-1990, un plafond de 5 % a été imposé aux termes de la Loi sur la compression des dépenses publiques à tous les programmes ayant droit à des subventions en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Les dépenses depuis 1990-1991 reflètent l'affectation à l'aide juridique par la province, des sommes versées par le gouvernement fédéral, telle qu'elle figure dans les Comptes publics de l'Ontario.

³ **Colombie-Britannique** En 1989-1990, un plafond de 5 % a été imposé aux termes de la Loi sur la compression des dépenses publiques à tous les programmes ayant droit à des subventions en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Les données pour la Colombie-Britannique ont été fournies par le gouvernement provincial et représentent les dépenses réclamées par la province afin d'atteindre le plafond de 5 %. En 1995-1996, aucune réclamation relative à l'aide juridique n'a été faite étant donné que le plafond de 5 % avait été atteint sans une telle réclamation. Il est à noter qu'en Colombie-Britannique, les sommes reçues du Régime d'assistance publique du Canada ne sont pas redistribuées aux programmes pour lesquels on a demandé des fonds; les sommes sont plutôt versées dans un fonds consolidé.

Tableaux supplémentaire

Le numéro des tableaux de cette section correspond aux tableaux de la partie principale du rapport.

Tableau 6(a)
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles (adultes, jeunes et affaires provinciales)

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires criminelles				Affaires criminelles - adultes				Affaires criminelles - jeunes				Affaires de juridiction provinciale							
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%		
Terre-Neuve-et-Labrador																				
1996-1997	3 247	2 946	91	301	9	2 754	2 456	89	298	11	493	490	99	3	1	-	-	-	-	
1997-1998	3 363	3 206	95	157	5	2 871	2 715	95	156	5	492	491	100	1	--	-	-	-	-	
1998-1999	3 489	3 378	97	111	3	2 981	2 880	97	101	3	508	498	98	10	2	-	-	-	-	
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard¹																				
1996-1997	464	337	73	127	27	407	295	72	112	28	57	42	74	15	26	..	..	..	..
1997-1998	396	341	86	55	14	343	293	85	50	15	53	48	91	5	9	..	..	..	..
1998-1999	380	333	88	47	12	327	292	89	35	11	53	41	77	12	23	..	..	..	..
1999-2000	492	435	88	57	12	427	379	89	48	11	65	56	86	9	14	..	..	..	..
2000-2001	525	452	86	73	14	455	390	86	65	14	70	62	89	8	11	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse																				
1996-1997	5 030	4 211	84	819	16	3 966	3 265	82	701	18	1 064	946	89	118	11	-	-	-	-	
1997-1998	4 809	3 997	83	812	17	3 870	3 135	81	735	19	939	862	92	77	8	-	-	-	-	
1998-1999	5 291	4 395	83	896	17	4 269	3 489	82	780	18	1 022	906	89	116	11	-	-	-	-	
1999-2000	5 454	4 508	83	946	17	4 402	3 607	82	795	18	1 052	901	86	151	14	-	-	-	-	
2000-2001	5 491	4 634	84	857	16	4 457	3 752	84	705	16	1 034	882	85	152	15	-	-	-	-	
Nouveau-Brunswick²																				
1996-1997	1 779	..	..	1 779	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	-	-	-
1997-1998	1 680	..	..	1 680	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	-	-	-
1998-1999	1 936	..	..	1 936	100	..	..	..	1 771	..	..	..	..	135	..	..	-	-	30	
1999-2000	1 992	..	..	1 992	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	-	43	
2000-2001	1 884	..	..	1 884	100	1 740	..	..	1 740	..	110	..	..	110	..	35	-	-	35	
Québec																				
1996-1997	34 541 ^e	15 271 ^e	44	19 270	56	27 466 ^e	11 613 ^e	42	15 853	58	4 162 ^e	2 927 ^e	70	1 235	30	2 913 ^e	731 ^e	25	2 182	75
1997-1998	35 382 ^e	18 143 ^e	51	17 239	49	28 478 ^e	14 215 ^e	50	14 263	50	4 661 ^e	3 033 ^e	65	1 628	35	2 243 ^e	895 ^e	40	1 348	60
1998-1999	32 749 ^e	18 168 ^e	55	14 581	45	25 699 ^e	13 985 ^e	54	11 714	46	4 655 ^e	3 028 ^e	65	1 627	35	2 395 ^e	1 155 ^e	48	1 240	52
1999-2000	32 326 ^e	17 903 ^e	55	14 423	45	25 029 ^e	13 723 ^e	55	11 306	45	4 581 ^e	2 999 ^e	65	1 582	35	2 716 ^e	1 181 ^e	43	1 535	57
2000-2001	33 179 ^e	18 739 ^e	56	14 440	44	26 060 ^e	14 960 ^e	57	11 100	43	4 688 ^e	2 806 ^e	60	1 882	40	2 431 ^e	973 ^e	40	1 458	60
Ontario																				
1996-1997	91 636	2 372	3	89 264	97	87 911	1 827	2	86 084	98	11 735	545	5	11 190	95	-8 010	-	-	-8 010	100
1997-1998	78 875	2 534	3	76 341	97	73 325	1 986	3	71 339	97	8 851	548	6	8 303	94	-3 301	-	-	-3 301	100
1998-1999	77 988	2 788	4	75 200	96	67 807	2 185	3	65 622	97	9 447	603	6	8 844	94	734	-	-	734	100
1999-2000	82 881	2 700	3	80 181	97	72 912	2 106	3	70 806	97	9 074	594	7	8 480	93	895	-	-	895	100
2000-2001	84 254	3 122	4	81 132	96	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	900	-	-	900	100
Manitoba																				
1996-1997	5 662	2 336	41	3 326	59	..	..	..	2 792	..	..	..	..	526	..	8	8	100	-	-
1997-1998	6 725	3 264	49	3 461	51	5 189	2 247	43	2 942	57	1 516	1 010	67	506	33	20	7	35	13	65
1998-1999	5 558	2 073	37	3 485	63	4 454	1 506	34	2 948	66	1 088	565	52	523	48	16	2	13	14	88
1999-2000	6 346	2 545	40	3 801	60	5 235	1 930	37	3 305	63	1 085	594	55	491	45	26	21	81	5	19
2000-2001	8 961	4 650	52	4 311	48	7 069	3 290	47	3 779	53	1 869	1 344	72	525	28	23	16	70	7	30
Saskatchewan																				
1996-1997	5 263	4 856	92	407	8	4 192	3 868	92	324	8	1 066	985	92	81	8	5	3	60	2	40
1997-1998	5 395	5 022	93	373	7	..	4 008	..	..	..	..	1 011	..	..	..	5	3	60	2	40
1998-1999	5 788	5 342	92	446	8	..	4 266	..	..	..	..	1 074	..	..	..	5	2	40	3	60
1999-2000	6 294	5 627	89	667	11	4 859	4 279	88	580	12	1 430	1 345	94	85	6	5	3	60	2	40
2000-2001	6 497	5 915	91	582	9	4 963	4 490	90	473	10	1 529	1 423	93	106	7	5	2	40	3	60
Alberta																				
1996-1997	14 116	1 527	11	12 589	89	10 555	215	2	10 340	98	3 523	1 312	37	2 211	63	38	-	-	38	100
1997-1998	12 457	1 517	12	10 940	88	9 182	209	2	8 973	98	3 242	1 308	40	1 934	60	33	-	-	33	100
1998-1999	12 926	1 652	13	11 274	87	9 414	215	2	9 199	98	3 448	1 437	42	2 011	58	64	-	-	64	100
1999-2000	13 911	1 883	14	12 028	86	10 237	380	4	9 857	96	3 607	1 503	42	2 104	58	67	-	-	67	100
2000-2001	15 510	2 374	15	13 136	85	11 604	584	5	11 020	95	3 814	1 790	47	2 024	53	92	-	-	92	100
Colombie-Britannique																				
1996-1997	36 657	7 927	22	28 730	78	30 647	6 195	20	24 452	80	5 560	1 634	29	3 926	71	450	98	22	352	78
1997-1998	31 611	7 973	25	23 638	75	25 483	5 348	21	20 135	79	5 866	2 577	44	3 289	56	262	48	18	214	82
1998-1999	30 278	8 098	27	22 180	73	24 484	5 518	23	18 966	77	5 571	2 532	45	3 039	55	223	48	22	175	78
1999-2000	31 434	8 509	27	22 925	73	25 548	5 724	22	19 824	78	5 609	2 735	49	2 874	51	277	50	18	227	82
2000-2001	32 113	8 976	28	23 137	72	26 647	6 116	23	20 531	77	4 981	2 536	51	2 445	49	485	324	67	161	33

Tableau 6(a)
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles (adultes, jeunes et affaires provinciales) – fin

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires criminelles					Affaires criminelles - adultes					Affaires criminelles - jeunes					Affaires de juridiction provinciale				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$
Territoires du Nord-Ouest																				
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	1 551	..	..	..	..	1 407	..	..	..	..	144	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	782	..	..	..	..	772	..	..	..	..	10	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	472	..	..	..	..	452	..	..	..	..	19	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	479	..	..	..	..	462	..	..	..	..	17	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon																				
1996-1997	501	252	50	249	50	365	187	51	178	49	136	65	48	71	52	-	-	-	-	-
1997-1998	484	300	62	184	38	374	217	58	157	42	109	82	75	27	25	-	-	-	-	-
1998-1999	663	376	57	287	43	475	231	49	244	51	188	145	77	43	23	-	-	-	-	-
1999-2000	718	347	48	371	52	573	246	43	327	57	145	101	69	45	31	-	-	-	-	-
2000-2001	624	353	57	271	43	578	319	55	259	45	46	34	74	12	26	-	-	-	-	-
Nunavut³																				
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	178	..	..	..	..	175	..	..	..	..	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada																				
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	182 728	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	177 828	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	182 320	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	189 695	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Île-du-Prince-Édouard** Les dépenses encourues pour les avocats de pratique privée comprennent uniquement les montants réellement payés aux avocats de pratique privée. Les coûts administratifs relatifs au processus des demandes allant aux avocats de pratique privée et les comptes pour les avocats de pratique privée ne sont pas inclus dans les dépenses pour avocats de pratique privée. Une partie substantielle de ces coûts est inclus dans les dépenses d'avocats salariés.
- ² **Nouveau-Brunswick** Des services de médiation sont fournis dans le cadre de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Bien qu'ils ne fassent pas partie du présent tableau, les différends entre propriétaires et locataires sont réglés en vertu des dispositions de la Loi sur la location de locaux d'habitation, et le Nouveau-Brunswick finance également d'autres mécanismes de règlement des différends, aux termes de divers textes législatifs dans le domaine du travail.
- ³ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 6(b)
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires civiles (adultes, jeunes et affaires provinciales)

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires civiles					Affaires civiles - tribunal de la famille					Autres affaires civiles				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
1996-1997	2 298	2 003	87	295	13	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	2 161	2 058	95	103	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	2 185	2 159	99	26	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard¹															
1996-1997	129	101	78	28	22	129	101	78	28	22	..	..	..	..	..
1997-1998	131	85	65	46	35	131	85	65	46	35	..	..	..	..	..
1998-1999	129	108	84	21	16	129	108	84	21	16	..	..	..	..	..
1999-2000	118	81	69	37	31	118	81	69	37	31	..	..	..	..	..
2000-2001	130	91	70	39	30	130	91	70	39	30	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
1996-1997	4 956	3 782	76	1 174	24	4 956	3 782	76	1 174	24	-	-	-	-	-
1997-1998	4 626	3 574	77	1 052	23	4 626	3 574	77	1 052	23	-	-	-	-	-
1998-1999	4 950	3 788	77	1 162	23	4 950	3 788	77	1 162	23	-	-	-	-	-
1999-2000	4 768	3 784	79	984	21	4 768	3 784	79	984	21	-	-	-	-	-
2000-2001	4 629	3 717	80	912	20	4 629	3 717	80	912	20	-	-	-	-	-
Nouveau-Brunswick²															
1996-1997	1 311	630	48	681	52	1 305	630	48	675	52	6	-	-	6	100
1997-1998	1 346	1 034	77	312	23	1 346	1 034	77	312	23	-	-	-	-	-
1998-1999	1 341	1 029	77	312	23	702	390	56	312	44	639	639	100	-	-
1999-2000	1 370	1 067	78	303	22	665	362	54	303	46	705	705	100	-	-
2000-2001	1 618	1 299	80	319	20	580	425	73	155	27	1 038	874	84	164	16
Québec															
1996-1997	69 499 ^e	43 295 ^e	62	26 204	38	43 385 ^e	29 218 ^e	67	14 167	33	26 114 ^e	14 077 ^e	54	12 037	46
1997-1998	60 843 ^e	36 896 ^e	61	23 947	39	37 190 ^e	22 695 ^e	61	14 495	39	23 653 ^e	14 201 ^e	60	9 452	40
1998-1999	58 410 ^e	36 738 ^e	63	21 672	37	36 765 ^e	23 261 ^e	63	13 504	37	21 645 ^e	13 477 ^e	62	8 168	38
1999-2000	59 692 ^e	36 708 ^e	61	22 984	39	38 470 ^e	24 058 ^e	63	14 412	37	21 222 ^e	12 650 ^e	60	8 572	40
2000-2001	59 724 ^e	37 092 ^e	62	22 632	38	38 233 ^e	24 011 ^e	63	14 222	37	21 491 ^e	13 081 ^e	61	8 410	39
Ontario															
1996-1997	116 750	30 644	26	86 106	74	67 398	919	1	66 479	99	49 352	29 725	60	19 627	40
1997-1998	69 415	30 558	44	38 857	56	23 349	917	4	22 432	96	46 066	29 641	64	16 425	36
1998-1999	98 434	35 541	36	62 893	64	32 845	1 066	3	31 779	97	65 589	34 475	53	31 114	47
1999-2000	90 674	34 263	38	56 411	62	35 179	1 028	3	34 151	97	55 495	33 235	60	22 260	40
2000-2001	103 639	42 598	41	61 041	59	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Manitoba															
1996-1997	6 944	3 505	50	3 439	50	6 944	3 505	50	3 439	50	..	..	..	..	..
1997-1998	6 125	2 843	46	3 282	54	6 125	2 843	46	3 282	54	..	..	..	..	..
1998-1999	6 983	4 082	58	2 901	42	6 983	4 082	58	2 901	42	..	..	..	..	..
1999-2000	7 343	4 215	57	3 128	43	7 343	4 215	57	3 128	43	..	..	..	..	..
2000-2001	5 227	2 084	40	3 143	60	5 227	2 084	40	3 143	60	..	..	..	..	..
Saskatchewan															
1996-1997	3 017	2 931	97	86	3	3 006	2 920	97	86	3	11	11	100	-	-
1997-1998	3 352	2 979	89	373	11	3 346	2 973	89	373	11	6	6	100	-	-
1998-1999	3 442	3 105	90	337	10	3 435	3 098	90	337	10	7	7	100	-	-
1999-2000	3 415	3 205	94	210	6	3 409	3 199	94	210	6	6	6	100	-	-
2000-2001	3 319	3 211	97	108	3	3 311	3 203	97	108	3	8	8	100	-	-
Alberta															
1996-1997	7 505	188	3	7 317	97	4 969	182	4	4 787	96	2 536	6	--	2 530	100
1997-1998	6 972	173	2	6 799	98	4 599	151	3	4 448	97	2 373	22	1	2 351	99
1998-1999	6 931	180	3	6 751	97	4 510	116	3	4 394	97	2 421	64	3	2 357	97
1999-2000	9 008	207	2	8 801	98	5 773	174	3	5 599	97	3 235	33	1	3 202	99
2000-2001	8 353	206	2	8 147	98	6 120	173	3	5 947	97	2 233	33	1	2 200	99
Colombie-Britannique															
1996-1997	50 754	17 058	34	33 696	66	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	45 140	16 029	36	29 111	64	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	42 015	16 443	39	25 572	61	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	43 278	17 161	40	26 117	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	45 807	18 610	41	27 197	59	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Tableau 6(b)

Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires civiles (adultes, jeunes et affaires provinciales) – fin

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires civiles					Affaires civiles - tribunal de la famille					Autres affaires civiles				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%
Territoires du Nord-Ouest															
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	839	..	..	..	..	776	..	..	..	..	63	..	..	..	..
1998-1999	713	..	..	..	..	654	..	..	..	..	59	..	..	..	..
1999-2000	640	..	..	..	..	620	..	..	..	..	20	..	..	..	..
2000-2001	631	..	..	..	..	594	..	..	..	..	38	..	..	..	..
Territoire du Yukon															
1996-1997	156	37	24	119	76	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	196	121	62	75	38	185	110	59	75	41	..	11	100	..	..
1998-1999	133	58	44	75	56	123	53	43	70	57	11	6	55	5	45
1999-2000	223	137	62	86	38	210	129	62	81	38	13	8	62	5	38
2000-2001	161	115	71	46	29	150	104	69	46	31	11	11	100	--	-
Nunavut³															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	35	..	..	..	..	34	..	..	..	..	1	..	..	..	..
Canada															
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	201 146	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	225 666	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	220 529	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	233 273	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique

- ¹ **Île-du-Prince-Édouard** Les dépenses encourues pour les avocats de pratique privée comprennent uniquement les montants réellement payés aux avocats de pratique privée. Les coûts administratifs relatifs au processus des demandes allant aux avocats de pratique privée et les comptes pour les avocats de pratique privée ne sont pas inclus dans les dépenses pour avocats de pratique privée. Une partie substantielle de ces coûts est inclus dans les dépenses d'avocats salariés.
- ² **Nouveau-Brunswick** Des services de médiation sont fournis dans le cadre de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Bien qu'ils ne fassent pas partie du présent tableau, les différends entre propriétaires et locataires sont réglés en vertu des dispositions de la Loi sur la location de locaux d'habitation, et le Nouveau-Brunswick finance également d'autres mécanismes de règlement des différends, aux termes de divers textes législatifs dans le domaine du travail.
- ³ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 9(a)
Total des demandes¹ d'aide juridique reçues (adultes, jeunes et affaires provinciales) affaires civiles (droit de la famille, autres affaires civiles)

Province/territoire et année	Demandes		Affaires criminelles					Affaires civiles					
	Total	Total	Adultes		Jeunes		Provinciale		Total	Affaires relevant du droit de la famille		Autres affaires civiles	
	'000	'000	'000	%	'000	%	'000	%	'000	'000	%	'000	%
Terre-Neuve-et-Labrador													
1996-1997	18 097	10 151	7 620	75	2 400	24	131	1	7 946	5 720	72	2 226	28
1997-1998	15 648	9 069	6 740	74	2 215	24	114	1	6 579	4 975	76	1 604	24
1998-1999	14 553 ^e	8 435 ^e	..	..	..	..	..	..	6 118 ^e	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse													
1996-1997	21 661	11 649	8 991	77	2 553	22	105	1	10 012	9 076	91	936	9
1997-1998	20 684	11 499	9 015	78	2 363	21	121	1	9 185	8 385	91	800	9
1998-1999	19 734	11 449	9 163	80	2 173	19	113	1	8 285	7 708	93	577	7
1999-2000	24 003	15 653	12 712	81	2 813	18	128	1	8 350	7 663	92	687	8
2000-2001	24 087	15 739	12 843	82	2 791	18	105	1	8 348	7 676	92	672	8
Nouveau-Brunswick²													
1996-1997	2 522	2 338	2 003	86	333	14	2	--	184	184	100	-	-
1997-1998	5 454	2 436	..	..	..	..	..	..	3 018	3 018	100	-	-
1998-1999	5 055	1 969	1 674	85	251	13	44	2	3 086	2 819	91	267	9
1999-2000	5 186	2 026	1 723	85	237	12	66	3	3 160	3 160	100	-	-
2000-2001	5 278	1 883	1 584	84	209	11	90	5	3 395	3 170	93	225	7
Québec													
1996-1997	284 537	102 871	79 964	78	12 092	12	10 815	11	181 666	86 086	47	95 580	53
1997-1998	261 269	96 917	75 319	78	13 068	13	8 530	9	164 352	96 531	59	67 821	41
1998-1999	258 763	95 209	73 697	77	12 623	13	8 889	9	163 554	97 881	60	65 673	40
1999-2000	257 673	95 625	74 542	78	12 434	13	8 649	9	162 048	100 423	62	61 625	38
2000-2001	253 326	96 363	76 605	79	11 974	12	7 784	8	156 963	96 594	62	60 369	38
Ontario													
1996-1997	307 315	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	311 502	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	347 522	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	350 658	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	365 077	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Manitoba³													
1996-1997	23 867	12 592	9 979	79	2 613	21	-	-	11 275	..	..	..	..
1997-1998	22 308	11 429	9 220	81	2 209	19	-	-	10 879	10 879	100	-	-
1998-1999	22 155	11 572	9 366	81	2 206	19	-	-	10 583	10 583	100	-	-
1999-2000	22 042	11 838	9 742	82	2 096	18	-	-	10 204	10 204	100	-	-
2000-2001	21 705	11 451	9 581	84	1 870	16	-	-	10 254	10 254	100	-	-
Saskatchewan													
1996-1997	23 027	16 560	12 188	74	4 356	26	16	--	6 467	6 445	100	22	--
1997-1998	23 618	17 662	12 731	72	4 907	28	24	--	5 956	5 942	100	14	--
1998-1999	23 981	17 985	13 567	75	4 382	24	36	--	5 996	5 980	100	16	--
1999-2000	24 469	17 858	14 784	83	3 060	17	14	--	6 611	6 597	100	14	--
2000-2001	23 530	17 513	13 764	79	3 727	21	22	--	6 017	6 006	100	11	--
Alberta													
1996-1997	35 659	25 076	18 033	72	6 848	27	195	1	10 583	5 634	53	4 949	47
1997-1998	35 713	24 802	17 861	72	6 689	27	252	1	10 911	6 579	60	4 332	40
1998-1999	39 409	27 370	20 367	74	6 816	25	187	1	12 039	10 936	91	1 103	9
1999-2000	42 365	29 019	22 083	76	6 782	23	154	1	13 346	12 324	92	1 022	8
2000-2001	45 386	30 594	23 698	77	6 687	22	209	1	14 792	13 811	93	981	7
Colombie-Britannique													
1996-1997	103 406	44 974	38 388	85	6 586	15	-	-	58 432	29 523	51	28 909	49
1997-1998	102 336	41 697	..	..	..	..	..	..	60 639	26 721	44	33 918	56
1998-1999	99 331	39 523	32 029	81	6 654	17	840	2	59 808	24 556	41	35 252	59
1999-2000	98 535	38 409	31 379	82	6 101	16	929	2	60 126	24 386	41	35 740	59
2000-2001	96 880	35 713	29 368	82	5 387	15	958	3	61 167	25 217	41	35 950	59

Tableau 9(a)
Total des demandes d'aide juridique reçues (adultes, jeunes et affaires provinciales) affaires civiles (droit de la famille, autres affaires civiles) – fin

Province/territoire et année	Demandes		Affaires criminelles						Affaires civiles					
	Total	Total	Adultes		Jeunes		Provinciale		Total	Affaires relevant du droit de la famille		Autres affaires civiles		
	'000	'000	'000	%	'000	%	'000	%	'000	'000	%	'000	%	
Territoires du Nord-Ouest⁴														
1996-1997	2 889	1 972	1 601	81	319	16	52	3	917	827	90	90	10	
1997-1998	2 196	1 167	997	85	142	12	28	2	1 029	924	90	105	10	
1998-1999	1 752	802	731	91	56	7	15	2	950	888	93	62	7	
1999-2000	1 707	862	782	91	62	7	18	2	845	803	95	42	5	
2000-2001	1 273	547	491	90	44	8	12	2	726	680	94	46	6	
Territoire du Yukon⁵														
1996-1997	1 471	1 130	818	72	312	28	-	-	341	300	88	41	12	
1997-1998	1 176	739	559	76	179	24	1	--	437	392	90	45	10	
1998-1999	1 186	743	545	73	198	27	-	-	443	387	87	56	13	
1999-2000	1 015	774	589	76	185	24	-	-	241	222	92	19	8	
2000-2001	1 291	918	729	79	189	21	-	-	373	329	88	44	12	
Nunavut⁶														
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	785	439	416	95	23	5	..	..	346	321	93	25	7
Canada														
1996-1997	824 451	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	801 904	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	833 441	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	827 653	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	838 618	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique

¹ **Demandes** Les données sur les demandes approuvées et refusées qui figurent aux tableaux 10 et 12 peuvent ne pas correspondre aux comptes provinciaux et territoriaux déclarés au tableau 9 pour deux raisons : premièrement, la décision d'accepter ou de refuser une demande peut ne pas être prise durant la période où la demande est présentée. En général, la plupart des demandes sont présentées et évaluées durant la même période, et le nombre reporté à l'exercice financier suivant est donc relativement petit. Deuxièmement, le compte des demandes approuvées figurant aux tableaux 10 et 11 ne s'applique qu'aux demandes de services complets, à moins d'indication contraire dans les notes. Le compte total des demandes (tableau 9), par contre, est la somme des demandes approuvées (services complets et services sommaires) et des demandes refusées.

Les tableaux 9 et 12 ne contiennent pas les données pour l'Île-du-Prince-Édouard, étant donné que, dans cette province, seules les données sur les demandes approuvées sont conservées.

² **Nouveau-Brunswick** Les chiffres sur les demandes en matière civile pour les années antérieures à 1997-1998 sont incomplets. Étant donné que le Régime d'aide juridique en matière de droit de la famille administré par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick n'exige pas le dépôt de demandes, le chiffre se rapportant aux demandes d'aide en matière civile pour le Nouveau-Brunswick en 1997-1998 représente le nombre de demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille retenues (ou « acceptées ») par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick, en plus des demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille déposées auprès du Régime d'aide juridique du Nouveau-Brunswick. Il serait bon aussi de tenir compte de ce fait en examinant les données sur le nombre total de demandes. Le Nouveau-Brunswick offre d'autres mécanismes de règlement des différends pour les conflits entre propriétaires et locataires, et les conflits régis par la législation du travail. Les taux d'approbation dans le cas, des affaires civiles ne tiennent pas compte des renvois, qui peuvent être faits à ces autres mécanismes de règlement de différends.

³ **Manitoba** Si le nombre total de demandes en 1996-1997 a diminué de 23 %, c'est parce que des clients ont commencé à recevoir une aide directe d'avocats nommés d'office offrant un service complet dans la salle du tribunal plutôt que dans des bureaux d'aide juridique. La baisse du nombre de demandes traitées dans les bureaux d'aide juridique tient à la baisse générale du nombre de demandes inscrites.

⁴ **Territoires du Nord-Ouest** Les données portent sur le nombre de personnes ayant demandé des services d'aide juridique. Les comptes relatifs aux avocats nommés d'office sont compris. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'« admissibilité présumée » selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes. En 1998-1999, au total, 4 456 personnes ont comparu devant un tribunal sans se faire représenter par un avocat (admissibilité présumée). Cela explique la diminution du nombre de demandes d'aide juridique. En 1999-2000, 4 672 personnes ont comparu devant un tribunal sans se faire représenter par un avocat.

⁵ **Territoire du Yukon** On ne fait aucune distinction entre les demandes de services sommaires et les demandes de services complets. Tous les services sont considérés comme des services complets. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes. Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.

⁶ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Tableau 10(a)
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles (adultes, jeunes, matières provinciales) avocats salariés et de pratique privée

Province/territoire et année	Total Criminelles		Niveau fédéral				Affaires de juridiction provinciale		Avocats salariés				Avocats de pratique privée											
	Total		Adultes		Jeunes		Total		Total		Adultes		Jeunes		Total		Adultes		Jeunes		Affaires de juridiction provinciale			
	'000	'000	'000	%	'000	%	'000	'000	'000	'000	'000	%	'000	%	'000	%	'000	'000	%	'000	%	'000	%	
Terre-Neuve-et-Labrador¹																								
1996-1997	7 823	7 786	..	..	..	..	37	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	7 173	7 173	..	..	..	..	52	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																								
1996-1997	1 134	1 134	808	71	326	29	-	940	665	71	275	29	-	-	194	143	74	51	4	-	-	-	-	
1997-1998	1 193	1 193	922	77	271	23	-	1 077	826	77	251	23	-	-	116	96	83	20	17	-	-	-	-	
1998-1999	1 019	1 019	769	75	250	25	-	935	709	76	226	24	-	-	84	60	71	24	29	-	-	-	-	
1999-2000	1 133	1 133	880	78	253	22	-	995	771	77	224	23	-	-	138	109	79	29	21	-	-	-	-	
2000-2001	1 083	1 083	857	79	226	21	-	961	761	79	200	21	-	-	122	96	79	26	21	-	-	-	-	
Nouvelle-Écosse																								
1996-1997	9 737	9 726	7 327	75	2 399	25	11	8 932	6 695	75	2 226	25	11	--	805	632	79	173	21	-	-	-	-	
1997-1998	9 718	9 707	7 470	77	2 237	23	11	8 904	6 837	77	2 056	23	11	--	814	633	78	181	22	-	-	-	-	
1998-1999	8 996	8 971	6 965	78	2 006	22	25	7 959	6 170	78	1 765	22	24	--	1 037	795	77	241	23	1	--	-	-	
1999-2000	9 745	9 716	7 459	77	2 257	23	29	8 583	6 576	77	1 978	23	29	--	1 162	883	76	279	24	-	-	-	-	
2000-2001	9 551	9 533	7 356	77	2 177	23	18	8 216	6 288	77	1 910	23	18	--	1 335	1 068	80	267	20	0	-	-	-	
Nouveau-Brunswick																								
1996-1997	1 487	1 485	1 280	86	205	14	2	..	..	..	..	..	..	..	1 487	1 280	86	205	14	2	--	-	-
1997-1998	1 400	1 400
1998-1999	1 278	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 278	1 000	78	251	20	27	2	-	-
1999-2000	1 285	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 285	1 100	86	155	12	30	2	-	-
2000-2001	1 226	1 190	1 038	87	152	13	36	..	..	..	..	..	..	..	1 226	1 038	85	152	12	36	3	-	-
Québec²																								
1996-1997	85 651	39 684	45 967
1997-1998	77 071	71 212	58 354	82	12 858	18	5 859	29 325	21 592	74	6 528	22	1 205	4	47 746	36 762	77	6 330	13	4 654	10	-	-	
1998-1999	78 084	71 206	58 748	83	12 458	17	6 878	28 760	21 037	73	6 073	21	1 650	6	49 324	37 711	76	6 385	13	5 228	11	-	-	
1999-2000	77 525	70 490	58 294	83	12 196	17	7 035	28 514	20 708	73	5 936	21	1 870	7	49 011	37 586	77	6 260	13	5 165	11	-	-	
2000-2001	78 951	72 601	60 877	84	11 724	16	6 350	31 327	24 011	77	5 974	19	1 342	4	47 624	36 866	77	5 750	12	5 008	11	-	-	
Ontario																								
1996-1997	51 347	51 347	51 347	40 139	78	11 208	22
1997-1998	54 890	54 890	54 890
1998-1999	61 250	61 250	61 250	45 595	74	15 655	26
1999-2000	62 054	62 054	62 054	50 981	82	11 073	18
2000-2001	65 279	65 279	65 279
Manitoba																								
1996-1997	9 283	9 215	7 405	80	1 810	20	68	2 086	1 541	74	521	25	24	1	7 197	5 864	81	1 289	18	44	1	-	-	
1997-1998	7 959	7 895	6 409	81	1 486	19	64	1 550	1 258	81	267	17	25	2	6 409	5 151	80	1 219	19	39	1	-	-	
1998-1999	8 580	8 540	6 995	82	1 545	18	40	1 633	1 377	84	244	15	12	1	6 947	5 618	81	1 301	19	28	--	-	-	
1999-2000	8 871	8 850	7 351	83	1 499	17	21	1 732	1 483	86	240	14	9	1	7 139	5 868	82	1 259	18	12	--	-	-	
2000-2001	9 028	8 995	7 511	84	1 484	16	33	1 434	1 235	86	191	13	8	1	7 594	6 276	83	1 293	17	25	--	-	-	
Saskatchewan																								
1996-1997	15 515	15 498	..	..	..	..	17	15 234	..	..	..	..	17	--	281	225	80	56	20	-	-	-	-
1997-1998	16 550	16 534	12 143	73	4 391	27	16	16 247	11 901	73	4 330	27	16	--	303	242	80	61	20	-	-	-	-	
1998-1999	16 971	16 954	12 939	76	4 015	24	17	16 604	12 636	76	3 951	24	17	--	367	303	83	64	17	-	-	-	-	
1999-2000	16 419	16 415	13 711	84	2 704	16	4	15 624	13 019	83	2 601	17	4	--	795	692	87	103	13	-	-	-	-	
2000-2001	16 585	16 574	13 188	80	3 386	20	11	15 851	12 601	79	3 239	20	11	--	734	587	80	147	20	-	-	-	-	
Alberta																								
1996-1997	20 853	20 769	13 921	67	6 848	33	84	2 731	-	-	2 731	100	-	-	18 122	13 921	77	4 117	23	84	--	-	-	
1997-1998	20 646	20 541	13 852	67	6 689	33	105	2 845	-	-	2 845	100	-	-	17 801	13 852	78	3 844	22	105	1	-	-	
1998-1999	22 253	22 066	15 250	69	6 816	31	187	2 748	5	--	2 743	100	-	-	19 505	15 245	78	4 073	21	187	1	-	-	
1999-2000	23 378	23 224	16 442	71	6 782	29	154	2 827	114	4	2 713	96	-	-	20 551	16 328	79	4 069	20	154	1	-	-	
2000-2001	24 429	24 220	17 533	72	6 687	28	209	2 801	72	3	2 729	97	-	-	21 628	17 461	81	3 958	18	209	1	-	-	
Colombie-Britannique																								
1996-1997	31 226	31 226	25 975	83	5 251	17	-	5 251	4 143	79	1 108	21	-	-	25 975	21 832	84	4 143	16	-	-	-	-	
1997-1998	28 702	28 702	21 790	76	6 912	24	-	4 623	3 153	68	1 470	32	-	-	24 079	18 637	77	5 442	23	-	-	-	-	
1998-1999	28 043	27 543	21 093	77	6 450	23	500	4 793	3 150	66	1 510	32	133	3	23 250	17 943	77	4 940	21	367	2	-	-	
1999-2000	27 479	26 941	21 030	78	5 911	22	538	4 390	2 851	65	1 409	32	130	3	23 089	18 179	79	4 502	19	408	2			

Tableau 10(a)
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles (adultes, jeunes, matières provinciales) avocats salariés et de pratique privée – fin

Province/territoire et année	Total Criminelles		Niveau fédéral				Affaires de juridiction provinciale		Avocats salariés				Avocats de pratique privée								
	Total		Adultes		Jeunes		Total		Total		Adultes		Jeunes		Affaires de juridiction provinciale						
	'000	'000	'000	%	'000	%	'000	'000	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%					
Territoires du Nord-Ouest³																					
1996-1997	1 595	1 570	1 301	83	269	17	25	430	369	86	56	13	5	--	1 165	932	80	213	18	20	2
1997-1998	870	858	747	87	111	13	12	234	214	91	19	8	1	--	636	533	84	92	14	11	2
1998-1999	660	650	594	91	56	9	10	262	232	89	30	11	-	-	398	362	91	26	7	10	3
1999-2000	659	648	597	92	51	8	11	193	175	91	16	8	2	--	466	422	91	35	8	9	2
2000-2001	445	435	395	91	40	9	10	144	125	87	17	12	2	1	301	270	90	23	8	8	3
Territoire du Yukon⁴																					
1996-1997	1 079	1 079	769	71	310	29	-	698	494	71	204	29	-	-	381	275	72	106	28	-	-
1997-1998	693	693	515	74	178	26	-	504	357	71	147	29	-	-	189	158	84	31	16	-	-
1998-1999	685	685	490	72	195	28	-	426	291	68	135	32	-	-	259	199	77	60	23	-	-
1999-2000	767	767	582	76	185	24	-	423	292	69	131	31	-	-	344	290	84	54	16	-	-
2000-2001	554	554	452	82	102	18	-	393	308	78	85	22	-	-	161	144	89	17	11	-	-
Nunavut⁵																					
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	439	439	416	95	23	5	-	311	288	93	23	7	-	-	128	128	100	-	-	-	-
Canada⁶																					
1996-1997	236 730	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	226 865	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	227 819	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	229 315	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	233 415	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique

- Terre-Neuve** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.
- Québec** Les données n'incluent pas les attestations conditionnelles dont l'admissibilité des bénéficiaires n'avait pas été établie au 31 mars. La diminution du nombre de demandes approuvées en 1996-1997 était attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.
- Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'« admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes.
- Territoire du Yukon** Toutes les demandes approuvées sont considérées comme des demandes de services complets. Depuis 1993-1994, le chiffre fourni représente le nombre de certificats délivrés. Comme un certificat peut viser plus d'une demande, le lecteur devrait prendre garde de ne pas additionner ensemble les chiffres figurant aux tableaux 10 et 12 pour le Yukon. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes.
- Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.
- Canada** En matière civile, une seule affaire peut être incluse dans une demande. En matière criminelle, plusieurs chefs d'accusation peuvent figurer sur la même demande, et ils peuvent être traités séparément. Comme il n'est pas obligatoire d'utiliser l'infraction la plus grave comme principale infraction, le nombre d'infractions énumérées est supérieur au nombre de demandes approuvées et attribuées. Le nombre total de demandes individuelles approuvées est détaillé selon le nombre de certificats. Lorsqu'une affaire reliée à l'objet d'une demande originale survient à une date ultérieure (y compris un appel), une nouvelle demande doit en général être présentée et un nouveau certificat est approuvé. Le total comprend plus d'un certificat par demande.

Tableau 10(b)
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires civiles (droit de la famille et autres affaires civiles) avocats salariés et de pratique privée

Province/territoire et année	Total - Civiles			Total - Familles		Total - Autres affaires civiles		Avocats salariés				Avocats de pratique privée				
	'000	'000	%	'000	%	'000	%	Total	Famille	Autres affaires civiles	Total	Famille	Autres affaires civiles	Total	Famille	Autres affaires civiles
Terre-Neuve-et-Labrador¹																
1996-1997	3 057	2 608	85	449	15	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	2 665	2 372	89	293	11	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard²																
1996-1997	76	76	100	-	-	51	51	100	-	-	25	25	100	-	-	-
1997-1998	81	81	100	-	-	50	50	100	-	-	31	31	100	-	-	-
1998-1999	79	79	100	-	-	57	57	100	-	-	22	22	100	-	-	-
1999-2000	76	76	100	-	-	50	50	100	-	-	26	26	100	-	-	-
2000-2001	102	102	100	-	-	71	71	100	-	-	31	31	100	-	-	-
Nouvelle-Écosse																
1996-1997	6 792	6 457	95	335	5	5 197	4 876	94	321	6	1 595	1 581	99	14	1	1
1997-1998	6 026	5 726	95	300	5	4 597	4 318	94	279	6	1 429	1 408	99	21	1	1
1998-1999	5 579	5 352	96	227	4	4 136	3 928	95	208	5	1 443	1 424	99	19	1	1
1999-2000	5 736	5 395	94	341	6	3 984	3 783	95	201	5	1 752	1 612	92	140	8	8
2000-2001	5 599	5 361	96	238	4	4 063	3 847	95	216	5	1 536	1 514	99	22	1	1
Nouveau-Brunswick³																
1996-1997	142	142	100	-	-	-	..	..	-	-	142	142	100	-	-	-
1997-1998	2 532	2 532	100	-	-	1 183	1 183	100	-	-	1 349	1 349	100	-	-	-
1998-1999	2 687	2 509	93	-	-	1 253	1 253	100	-	-	1 434	1 256	88	178	12	12
1999-2000	3 352	3 352	100	-	-	1 311	1 311	100	-	-	2 041	2 041	100	-	-	-
2000-2001	2 709	2 525	93	184	7	1 298	1 298	100	-	-	1 411	1 227	87	184	13	13
Québec⁴																
1996-1997	154 527	..	..	..	..	88 285	..	..	..	..	66 242	..	..	..	..	..
1997-1998	137 183	86 476	63	50 707	37	76 511	47 591	62	28 920	38	60 672	38 885	64	21 787	36	36
1998-1999	138 706	88 171	64	50 535	36	74 973	47 702	64	27 271	36	63 733	40 469	63	23 264	37	37
1999-2000	138 466	90 602	65	47 864	35	74 876	49 200	66	25 676	34	63 590	41 402	65	22 188	35	35
2000-2001	133 241	86 190	65	47 051	35	75 362	48 795	65	26 567	35	57 879	37 395	65	20 484	35	35
Ontario																
1996-1997	60 542	..	..	..	..	37 097	..	..	..	..	23 445	13 973	60	9 472	40	40
1997-1998	60 730	..	..	..	..	32 409	..	..	..	..	28 321	..	..	..	..	..
1998-1999	70 262	..	..	..	..	29 365	..	..	..	..	40 897	28 138	69	12 759	31	31
1999-2000	78 849	34 266	43	44 583	57	33 359	4 128	12	29 231	88	45 490	30 138	66	15 352	34	34
2000-2001	94 059	42 161	45	51 898	55	41 789	9 374	22	32 415	78	52 270	32 787	63	19 483	37	37
Manitoba																
1996-1997	9 066	6 883	76	2 183	24	3 167	2 267	72	900	28	5 899	4 616	78	1 283	22	22
1997-1998	9 050	9 050	100	-	-	3 114	3 114	100	-	-	5 936	5 936	100	-	-	-
1998-1999	8 726	8 726	100	-	-	3 173	3 173	100	-	-	5 553	5 553	100	-	-	-
1999-2000	8 503	8 503	100	-	-	3 014	3 014	100	-	-	5 489	5 489	100	-	-	-
2000-2001	8 599	8 599	100	-	-	2 699	2 699	100	-	-	5 900	5 900	100	-	-	-
Saskatchewan																
1996-1997	5 969	5 958	100	11	--	5 813	5 802	100	11	--	156	156	100	-	-	-
1997-1998	5 430	5 422	100	8	--	4 542	4 534	100	8	--	888	888	100	-	-	-
1998-1999	5 430	5 425	100	5	--	4 647	4 642	100	5	--	783	783	100	-	-	-
1999-2000	5 472	5 470	100	2	--	5 098	5 096	100	2	--	374	374	100	-	-	-
2000-2001	5 472	5 470	100	2	--	5 173	5 171	100	2	--	299	299	100	-	-	-
Alberta																
1996-1997	7 161	2 390	33	4 771	67	115	100	87	15	13	7 046	2 290	33	4 756	67	67
1997-1998	7 670	6 579	86	1 091	14	70	61	87	9	13	7 600	6 518	86	1 082	14	14
1998-1999	8 041	6 938	86	1 103	14	75	48	64	27	36	7 966	6 890	86	1 076	14	14
1999-2000	8 673	7 651	88	1 022	12	208	175	84	33	16	8 465	7 476	88	989	12	12
2000-2001	9 370	8 389	90	981	10	201	170	85	31	15	9 169	8 219	90	950	10	10
Colombie-Britannique																
1996-1997	24 792	16 409	66	8 383	34	7 688	1 937	25	5 751	75	17 104	14 472	85	2 632	15	15
1997-1998	23 169	13 532	58	9 637	42	8 688	1 787	21	6 901	79	14 481	11 745	81	2 736	19	19
1998-1999	22 695	13 177	58	9 518	42	8 112	1 792	22	6 320	78	14 583	11 385	78	3 198	22	22
1999-2000	24 055	13 828	57	10 227	43	7 854	1 548	20	6 306	80	16 201	12 280	76	3 921	24	24
2000-2001	24 668	15 526	63	9 142	37	7 412	1 491	20	5 921	80	17 256	14 035	81	3 221	19	19

Tableau 10(b)
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires civiles (droit de la famille et autres affaires civiles) avocats salariés
et de pratique privée

Province/territoire et année	Total - Civiles			Total - Familles		Total - Autres affaires civiles		Avocats salariés			Avocats de pratique privée				
	'000	'000	%	'000	%	'000	%	Total	Famille	Autres affaires civiles	Total	Famille	Autres affaires civiles	%	
Territoires du Nord-Ouest⁵															
1996-1997	412	401	97	11	3	3	100	3	3	-	409	398	97	11	3
1997-1998	451	439	97	12	3	7	86	6	6	1	444	433	98	11	2
1998-1999	471	460	98	11	2	147	95	140	7	5	324	320	99	4	1
1999-2000	341	328	96	13	4	72	97	70	2	3	269	258	96	11	4
2000-2001	368	352	96	16	4	134	99	132	2	1	234	220	94	14	6
Territoire du Yukon⁶															
1996-1997	293	256	87	37	13	130	82	106	24	18	163	150	92	13	8
1997-1998	352	315	89	37	11	198	88	174	24	12	154	141	92	13	8
1998-1999	347	306	88	41	12	221	88	194	27	12	126	112	89	14	11
1999-2000	236	217	92	19	8	169	93	158	11	7	67	59	88	8	12
2000-2001	246	219	89	27	11	173	87	151	22	13	73	68	93	5	7
Nunavut⁷															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	346	321	93	25	7	55	100	55	-	-	291	266	91	25	9
Canada⁸															
1996-1997	272 829	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	255 339	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	263 023	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	273 759	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	284 779	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique

- Terre-Neuve** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.
- Île-du-Prince-Édouard** Le droit de la famille à l'Île-du-Prince-Édouard est offert par autres programmes à part de celui prévu par l'Aide Juridique. Les chiffres en l'espèce ne représentent pas tout les causes du droit de la famille.
- Nouveau-Brunswick** Pour toutes les années avant 1997-1998, les chiffres sur les demandes de services de justice civile (totales et approuvées) sont incomplets. Les chiffres sur le nombre de demandes de 1993-1994 à 1996-1997 n'incluent pas les cas d'aide juridique en matière de droit de la famille administrés par le ministère de la Justice.
- Québec** Les données n'incluent pas les attestations conditionnelles dont l'admissibilité des bénéficiaires n'avait pas été établie au 31 mars. La diminution du nombre de demandes approuvées en 1996-1997 était attribuable aux modifications à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.
- Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'« admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes. En 1998-1999, un avocat salarié a été embauché pour les affaires familiales, ce qui explique la forte augmentation au nombre de demandes.
- Territoire du Yukon** Toutes les demandes approuvées sont considérées comme des demandes de services complets. Depuis 1993-1994, le chiffre fourni représente le nombre de certificats délivrés. Comme un certificat peut viser plus d'une demande, le lecteur devrait prendre garde de ne pas additionner ensemble les chiffres figurant aux tableaux 10 et 12 pour le Yukon. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de service d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes.
- Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.
- Canada** Pour les causes civiles, il y a une affaire par demande.

Tableau 12(a)
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, selon la raison du rejet

Province/territoire et année	Total					Inadmissibilité financière					Raisons liées à l'applicabilité				
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles
	'000	'000	%	'000	%	'000	'000	%	'000	%	'000	'000	%	'000	%
Terre-Neuve-et-Labrador²															
1996-1997	7 217	..	..	..	..	917	386	42	531	58	480	..	..	..	..
1997-1998	5 810	1 896	33	3 914	67	800	289	36	511	64	650	124	19	526	81
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
1996-1997	2 375	..	..	..	..	971	274	28	697	72	15	..	..	..	..
1997-1998	2 312	877	38	1 435	62	961	315	33	646	67	38	24	63	14	37
1998-1999	1 997	749	38	1 248	62	847	249	29	598	71	89	28	31	61	69
1999-2000	2 160	833	39	1 327	61	966	344	36	622	64	51	27	53	24	47
2000-2001	2 024	845	42	1 179	58	943	307	33	636	67	35	20	57	15	43
Nouveau-Brunswick³															
1996-1997	893	851	95	42	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	784	784	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	780	780	..	..	..	..	..	..	..	..	30	..	..	30	100
1999-2000	793	745	94	48	6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	723	682	94	41	6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Québec⁴															
1996-1997	42 859	16 095	38	26 764	62	18 346	4 328	24	14 018	76	17 729	..	..	..	..
1997-1998	43 324	17 009	39	26 315	61	18 541	7 048	38	11 493	62	15 949	8 985	56	6 964	44
1998-1999	38 178	13 901	36	24 277	64	18 789	6 954	37	11 835	63	10 808	5 914	55	4 894	45
1999-2000	36 390	13 681	38	22 709	62	19 017	7 626	40	11 391	60	9 207	5 006	54	4 201	46
2000-2001	36 826	13 670	37	23 156	63	21 149	8 633	41	12 516	59	8 042	4 087	51	3 955	49
Ontario⁵															
1996-1997	35 836	20 995	59	14 841	41	3 463	2 153	62	1 310	38	..	..	..	..	..
1997-1998	28 911	18 971	66	9 940	34	5 387	3 535	66	1 852	34	9 919	6 509	66	3 410	34
1998-1999	38 517	23 096	60	15 421	40	6 737	4 040	60	2 697	40	10 847	6 504	60	4 343	40
1999-2000	30 057	17 343	58	12 714	42	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	31 186	..	..	..	..	7 122	..	..	..	..	7 083	..	..	..	..
Manitoba															
1996-1997	3 077	1 397	45	1 680	55	480	176	37	304	63	-	-	-	-	-
1997-1998	3 061	1 292	42	1 769	58	307	83	27	224	73	-	-	-	-	-
1998-1999	2 102	858	41	1 244	59	302	101	33	201	67	67	2	3	65	97
1999-2000	2 380	1 003	42	1 377	58	319	108	34	211	66	90	9	10	81	90
2000-2001	2 729	1 175	43	1 554	57	338	114	34	224	66	101	12	12	89	88
Saskatchewan															
1996-1997	1 543	1 045	68	498	32	1 112	769	69	343	31	236	..	..	..	..
1997-1998	1 638	1 112	68	526	32	1 192	848	71	344	29	209	170	81	39	19
1998-1999	1 580	1 014	64	566	36	1 165	773	66	392	34	206	166	81	40	19
1999-2000	1 429	925	65	504	35	1 072	712	66	360	34	191	156	82	35	18
2000-2001	1 473	928	63	545	37	1 094	706	65	388	35	196	166	85	30	15
Alberta															
1996-1997	7 645	4 223	55	3 422	45	3 200	2 024	63	1 176	37	1 303	..	..	..	..
1997-1998	7 397	4 156	56	3 241	44	3 141	1 937	62	1 204	38	890	731	82	159	18
1998-1999	9 115	5 117	56	3 998	44	2 559	1 512	59	1 047	41	1 201	967	81	234	19
1999-2000	10 314	5 641	55	4 673	45	2 833	1 595	56	1 238	44	2 019	1 305	65	714	35
2000-2001	11 587	6 165	53	5 422	47	3 561	1 892	53	1 669	47	2 249	1 268	56	981	44
Colombie-Britannique⁶															
1996-1997	47 252	13 603	29	33 649	71	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	32 411	12 995	40	19 416	60	9 238	3 576	39	5 662	61	13 710	5 904	43	7 806	57
1998-1999	27 867	11 480	41	16 387	59	8 135	3 141	39	4 994	61	12 065	5 333	44	6 732	56
1999-2000	25 865	10 930	42	14 935	58	7 915	3 172	40	4 743	60	10 733	4 946	46	5 787	54
2000-2001	23 561	9 868	42	13 693	58	6 986	2 587	37	4 399	63	9 728	4 518	46	5 210	54
Territoires du Nord-Ouest															
1996-1997	776	..	..	..	..	113	51	45	62	55	..	..	..	..	..
1997-1998	673	..	..	..	..	100	32	32	68	68	95	..	..	..	..
1998-1999	627	..	..	..	..	83	..	..	..	..	50	..	..	..	..
1999-2000	380	..	..	..	..	70	15	21	55	79	19	..	..	..	..
2000-2001	345	10	3	49	14	59	10	17	49	83	14	..	..	..	..
Territoire du Yukon⁷															
1996-1997	125	53	42	72	58	69	34	49	35	51	54	..	..	..	..
1997-1998	130	45	35	85	65	71	29	41	42	59	52	13	25	39	75
1998-1999	154	58	38	96	62	86	31	36	55	64	58	22	38	36	62
1999-2000	12	7	58	5	42	5	2	40	3	60	6	4	67	2	33
2000-2001	146	51	35	95	65	93	33	35	60	65	50	18	36	32	64

Tableau 12(a)
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, selon la raison du rejet

Total			Inadmissibilité financière						Raisons liées à l'applicabilité						Province/territoire et année
Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		
'000	'000	%	'000	%	'000	'000	%	'000	%	'000	'000	%	'000	%	
Terre-Neuve ²															
4 836	..	..	..	..	-	-	-	-	-	984	..	..	..	..
4 057	1 189	29	2 868	71	-	-	-	-	-	303	294	97	9	3	
..	
..	
..	
Nouvelle-Écosse															
783	..	..	..	..	-	-	-	-	-	606	..	..	..	..
734	317	43	417	57	-	-	-	-	-	579	221	38	358	62	
576	259	45	317	55	24	9	38	15	63	461	204	44	257	56	
583	236	40	347	60	57	38	67	19	33	503	188	37	315	63	
457	242	53	215	47	55	32	58	23	42	534	244	46	290	54	
Nouveau-Brunswick ³															
..	
..	
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	750	691	92	59	8
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	793	745	94	48	6
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	723	682	94	41	6
Québec ⁴															
3 638	..	..	..	..	5 414	..	..	..	..	-	-	-	-	-
2 102	101	5	2 001	95	65	5	8	60	92	6 667	870	13	5 797	87	
1 784	132	7	1 652	93	53	1	2	52	98	6 744	900	13	5 844	87	
1 596	80	5	1 516	95	53	2	4	51	96	6 517	967	15	5 550	85	
1,566	93	6	1,473	94	63	-	-	63	100	6,006	857	14	5,149	86	
Ontario ⁵															
..	
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13 605	8 927	66	4 678	34
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	20 933	12 552	60	8 381	40
..	
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	16,981	..	..	..	..
Manitoba															
369	..	..	..	..	12	..	..	..	..	2 216	..	..	..	..
331	40	12	291	88	4	-	-	4	100	2 419	1 169	48	1 250	52	
311	46	15	265	85	..	..	..	..	..	1 422	709	50	713	50
294	39	13	255	87	7	2	29	5	71	1 670	845	51	825	49	
265	49	18	216	82	..	..	..	7	..	2,018	1,000	50	1,018	50
Saskatchewan															
92	..	..	..	..	26	..	..	..	..	77	..	..	..	..
119	26	22	93	78	33	24	73	9	27	85	44	52	41	48	
115	24	21	91	79	28	24	86	4	14	66	27	41	39	59	
92	18	20	74	80	21	17	81	4	19	53	22	42	31	58	
93	17	18	76	82	13	6	46	7	54	77	33	43	44	57	
Alberta															
1 028	..	..	..	..	969	..	..	..	..	1 145	..	..	..	..
1 549	497	32	1 052	68	643	366	57	277	43	1 174	625	53	549	47	
1 547	375	24	1 172	76	621	354	57	267	43	3 187	1 909	60	1 278	40	
1 225	289	24	936	76	537	286	53	251	47	3 700	2 166	59	1 534	41	
1,240	305	25	935	75	610	325	53	285	47	3,927	2,375	60	1,552	40	
Colombie-Britannique ⁶															
..	
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	9 463	3 515	37	5 948	63
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7 667	3 006	39	4 661	61
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6,847	2,763	40	4,084	60
Territoires du Nord-Ouest															
..	
229	..	..	..	..	242	..	..	..	..	7	..	..	..	..
177	..	..	..	..	238	..	..	..	..	79	..	..	..	..
85	..	..	..	..	206	..	..	..	..	-	..	..	..	..
99	..	..	..	..	173	..	..	..	..	-	..	..	..	..
Territoire du Yukon ⁷															
1	..	..	..	..	-	-	-	-	-	1	..	..	..	..
6	3	50	3	50	-	-	-	-	-	1	-	-	1	100	
7	5	71	2	29	-	-	-	-	-	3	-	-	3	100	
1	1	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2	-	-	2	100	-	-	-	-	-	1	-	-	1	100	

Tableau 12(a)
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, selon la raison du rejet

Province/territoire et année	Total						Inadmissibilité financière						Raisons liées à l'applicabilité					
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
Nunavut ⁸																		
1996-1997	83	52	43	52	40	48	9	56	4	44	46	65	16	35				
2000-2001	83	52	43	52	40	48	9	56	4	44	46	65	16	35				
Canada ⁹																		
1996-1997	149 598	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	126 451	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	120 917	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	109 780	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	110 683	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Demandes rejetées** La plupart des régimes procèdent à un certain tri des requérants avant que ceux-ci présentent une demande officielle. C'est pourquoi le nombre de demandes rejetées ne tient pas compte de personnes à qui on a refusé les services avant qu'elles aient présenté une demande.
- ² **Terre-Neuve** Les demandes de services sommaires sont incluses.
- ³ **Nouveau-Brunswick** Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires relatifs à des affaires civiles. Les chiffres ne comprennent pas les demandes présentées au Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille qui est administré par le ministère de la Justice.
- ⁴ **Québec** L'augmentation du nombre de demandes refusées en 1996-1997 est attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont reserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.
- ⁵ **Ontario** Les données sur les centres de consultation communautaires son exclues. Ces centres traitent les affaires civiles ainsi que les affaires criminelles relatives aux adultes et jeunes personnes.
- ⁶ **Colombie-Britannique** En 1997-1998, 18 054 inscriptions ont été exclues du nombre total de demande rejetées.
- ⁷ **Territoire du Yukon** Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.
- ⁸ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.
- ⁹ **Canada** Les totaux partiels pour les affaires criminelles et civiles ne comprennent pas l'Île-du-Prince-Édouard pour toutes les années.

Tableau 12(a)
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, selon la raison du rejet

Total			Inadmissibilité financière						Raisons liées à l'applicabilité						Province/territoire et année
Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		
'000	'000	%	'000	%	'000	'000	%	'000	%	'000	'000	%	'000	%	
..	Nunavut ⁹
28	8	29	20	71	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1999-2000
..	Canada ⁸
..	1996-1997
..	1997-1998
..	1998-1999
..	1999-2000
..	2000-2001

Tableau 13(a)
Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles, provinces et territoires sélectionnés

Province/territoire et année	Total		Affaires criminelles				Affaires civiles					
	Nombre total	% du total	Adultes		Jeunes		Nombre total d'affaires civiles	% du total	Affaires relevant du droit de la famille		Autres affaires civiles	
			'000 \$	%	'000 \$	%			'000 \$	%	'000 \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador												
1996-1997	4 652	4 646	100	3 162 68	1 484 32	6	--	..	..	..	..	..
1997-1998	3 983	3 980	100	2 963 74	1 017 26	3	--	..	..	..	..	..
1998-1999	4 649	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse												
1996-1997	311	301	97	273 91	28 9	10	3	..	..	..	..	..
1997-1998	141	134	95	110 82	24 18	7	5	..	..	..	..	..
1998-1999	1 234	1 230	100	1 151 94	79 6	4	--	3	75	1	25	
1999-2000	4 518	4 507	100	4 041 90	466 10	11	--	10	91	1	9	
2000-2001	4 828	4 818	100	4 328 90	490 10	10	--	7	70	3	30	
Nouveau-Brunswick¹												
1996-1997	17 016	15 818	93	12 488 79	3 330 21	1 198	7	..	..	..	..	..
1997-1998	17 059	15 809	93	..	..	1 250	7	1 250	100	-	-	
1998-1999	15 413	14 335	93	11 487 80	2 848 20	1 078	7	1 070	99	8	1	
1999-2000	16 336	14 695	90	11 987 82	2 708 18	1 641	10	1 641	100	-	-	
2000-2001	14 613	13 509	92	11 078 82	2 431 18	1 104	8	1 091	99	13	1	
Ontario²												
1996-1997	579 500	487 230	84	..	..	92 270	16	..	..	..	..	..
1997-1998	581 028	491 974	85	..	..	89 054	15	..	..	..	..	..
1998-1999	600 559	505 754	84	..	..	94 805	16	..	..	..	..	..
1999-2000	615 028	513 996	84	..	..	101 032	16	..	..	..	..	..
2000-2001	675 813	557 132	82	..	..	118 681	18	..	..	..	..	..
Manitoba												
1996-1997	43 506	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	45 182	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	50 686	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	41 993	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	33 716	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan³												
1996-1997	7 999	7 694	96	6 274 82	1 420 18	305	4	..	..	..	..	..
1997-1998	8 671	8 340	96	6 576 79	1 764 21	331	4	..	..	..	..	..
1998-1999	8 435	8 423	100	6 648 79	1 775 21	12	--	..	..	..	..	..
1999-2000	8 602	8 354	97	6 570 79	1 784 21	248	3	7	3	241	97	
2000-2001	10 061	9 687	96	7 521 78	2 166 22	374	4	13	3	361	97	
Alberta⁴												
1996-1997	47 496	47 227	99	35 774 76	11 453 24	269	1	..	..	..	..	..
1997-1998	54 692	54 410	99	40 049 74	14 361 26	282	1	-	-	282	100	
1998-1999	57 019	56 723	99	47 411 84	9 312 16	296	1	-	-	296	100	
1999-2000	61 053	60 700	99	47 228 78	13 472 22	353	1	-	-	353	100	
2000-2001	60 555	60 195	99	46 620 77	13 575 23	360	1	-	-	..	..
Colombie-Britannique⁵												
1996-1997	75 114	..	..	63 979 ..	11 072 ..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	75 499	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	61 058	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	60 361	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	49 872	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Tableau 13(a)
Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles, provinces et territoires sélectionnés

Province/territoire et année	Total		Affaires criminelles				Affaires civiles					
	Nombre total d'affaires criminelles	% du total	Adultes		Jeunes		Nombre total d'affaires civiles	% du total	Affaires relevant du droit de la famille		Autres affaires civiles	
			'000 \$	%	'000 \$	%			'000 \$	%	'000 \$	%
Territoire du Yukon⁶												
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	445	445	100	347	78	98	22	-	-	-	-	-
1998-1999	533	533	100	422	79	111	21	-	-	-	-	-
1999-2000	601	600	100	476	79	124	21	1	-	-	-	1 100
2000-2001	529	528	100	437	83	91	17	1	-	-	-	1 100
Nunavut⁷												
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique

Île-du-Prince-Édouard Depuis 1991, il n'existe plus de système de consultation tel que défini par la Cour suprême du Canada dans la cause *Brydges*. Les services d'avocats salariés sont fournis durant les heures normales de travail. Les avocats salariés peuvent à leur discrétion répondre aux appels après les heures, mais ils ne sont pas payés. Des services d'avocat peuvent être fournis à un tribunal, mais seulement aux personnes financièrement admissibles. Les services fournis à un tribunal sont comptés comme demandes de services complets, même s'ils sont tous assurés le jour du dépôt de la demande (c.-à-d. lorsque la cause se termine par un plaidoyer, l'imposition d'une peine ou une autre décision, à la suite d'une seule comparution).

Québec Les données pour le Québec ne sont pas disponibles.

Territoires du Nord-Ouest Les avocats nommés d'office et les avocats des tribunaux itinérants ont rendu des services aux demandeurs approuvés de services complets qui sont dénombrés dans les tableaux 9, 10 et 11, ainsi que d'autres demandeurs comparaisant en cour. Aucun dossier n'es conservé toutefois sur ces autres demandeurs.

¹ **Nouveau-Brunswick** Toutes les personnes qui reçoivent une aide sont comptées. En 1997-1998 et 1996-1997, les services d'avocat nommé d'office en matière civile comprennent les services fournis à des clients dans le cadre du Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille du ministère de la Justice.

² **Ontario** Des services d'avocats nommés d'office en matière civile sont offerts dans les tribunaux de la famille. Les services d'avocats nommés d'office sont offerts dans les tribunaux provinciaux mais ne sont pas offerts dans les tribunaux itinérants. Le chiffres des services d'avocats nommés d'office en matière criminelle comprennent les services d'avocats salariés nommés d'office pour toutes les années.

³ **Saskatchewan** Ne comprend pas les causes entendues par les tribunaux itinérants, lesquelles sont prises en compte dans les demandes de services complets assignées aux avocats salariés. Après les heures de bureau, les services d'aide juridique sont fournis par des avocats de pratique privée.

⁴ **Alberta** Comprend les services rendus pour les comités de révision en santé mentale.

⁵ **Colombie-Britannique** Les formulaires de déclaration remplis par les avocats nommés d'office ne permettent pas de faire une distinction nette entre les services en matière civile et les services en matière criminelle, ni entre les services en matière criminelle fournis à des adultes et ceux qui le sont à des adolescents. Voir aussi la note (6) du tableau 13 de la partie principale du rapport.

⁶ **Territoire du Yukon** En 1997-1998 et 1996-1997, les services d'avocats nommés d'office étaient disponibles tous les jours au cours desquels le tribunal siégeait à Whitehorse. Les avocats nommés d'office ont fourni des services liés aux audiences à comparution justificative en 445 occasions en 1997-1998 et en 508 occasions en 1996-1997.

⁷ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

Glossaire

L'**accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officieux intervenu entre les Régimes d'aide juridique du Canada en ce qui concerne le traitement des dossiers relatifs à des affaires mettant en cause des non-résidents. Aux termes de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire a été adressé au tribunal. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique. Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique au civil que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime et à l'égard desquelles ce dernier a assuré la prestation de services. Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique au civil que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux pour qu'ils assurent la prestation des services y afférents.

Les **adultes** désignent les personnes âgées de 18 ans et plus.

Les **affaires fédérales** désignent les infractions d'ordre criminel aux lois fédérales.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales, ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la tutelle et à la protection de l'enfance, ainsi que toute autre affaire de cette nature (par exemple: adoption, changement de nom, médiation, filiation).

L'**année du paiement** désigne l'année au cours de laquelle les fonds ont été reçus plutôt que l'année au cours de laquelle ils ont été dépensés.

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de première instance ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même si l'affaire en cause a déjà été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais ne relevant pas du droit de la famille.

Les **autres dépenses** désignent les sommes dépensées par le régime au titre des fonctions dont il n'a pas déjà été fait état dans les catégories précédentes (par exemple les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les personnes non affectées à des programmes d'information du public ou de recherches juridiques et dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques et/ou de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats dont les principales fonctions sont de nature administrative, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit et d'employés de bureau.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent appartenir à une des catégories suivantes : raisons liées à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres sources** ont trait aux recettes dont il n'a pas déjà été fait état dans les catégories précédentes.

Avocats non résidents renvoie aux avocats qui exercent leur profession dans une province ou un territoire donné, mais qui ne demeurent pas en permanence dans cette province ou ce territoire.

Comptabilité d'exercice - cette méthode consiste à prendre en compte les revenus dans la période où ils ont été gagnés et à déduire les dépenses dans la période où elles ont été engagées.

La **comptabilité de caisse** - en vertu de cette méthode, les recettes ne sont prises en compte qu'au moment où elles sont perçues en espèces et les dépenses sont affectées à la période où le paiement en espèce a été effectué.

La **contribution à l'intention des jeunes contrevenants** désigne les montants fournis par Justice Canada dans le cadre de l'accord de partage des coûts afférents aux poursuites intentées en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

La **contribution au criminel à l'intention des adultes** désigne les montants fournis par Justice Canada dans le cadre de l'accord de partage des coûts relatifs à l'aide juridique au criminel à l'intention des adultes.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution en matière civile** désigne les montants fournis par Développement des ressources humaines Canada social dans le cadre de l'entente de partage des coûts au titre des services d'aide juridique en matière civile assurés en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC), qui s'est terminé le 31 mars. Le gouvernement fédéral ne contribue plus directement au coût de l'aide juridique en matière civile; cependant il accorde plus de flexibilité aux provinces pour ce qui est de l'établissement de leurs priorités de financement dans le cadre du nouveau programme du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS).

La **contribution fédérale** aux affaires criminelles de l'aide juridique désigne les fonds fournis par Justice Canada.

Par **contributions de l'État**, on entend les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués au régime par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Les contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou territoriales de partage des frais en matière d'aide juridique au criminel ou dans les cas relevant de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, de même que les contributions versées dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada ne font pas l'objet d'une déclaration distincte, puisque les fonds sont en général directement versés au Trésor de la province ou territoire et non pas directement aux régimes.

Les **contributions des avocats** désignent les sommes reçues des avocats.

Les **contributions des clients** désignent les montants reçus des bénéficiaires de l'aide juridique, y compris les cotisations fixes des utilisateurs.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont agrégées, le nombre total de demandes indique le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles doivent être présentées sur la formule d'inscription utilisée par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur une même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée** on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, une mise en rapport ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services ont été rendus pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires, ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, non plus que des demandes verbales. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvés, ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande refusée** on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé d'approuver la prestation de services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder des services, ainsi que les demandes de services complets ayant été rejetées, mais à l'égard desquelles on a approuvé la prestation de services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et par la politique.

Les **demandes rejetées pour des motifs liés à l'applicabilité** sont refusées parce que le Régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles dépensées par le régime au cours de l'exercice financier (c'est-à-dire que les comptes créditeurs ne sont pas pris en considération). Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est égal à la somme des dépenses directes au titre des services juridiques, des dépenses au titre des autres programmes, des dépenses au titre des services administratifs centraux et toute autre dépense.

Les **dépenses au titre de l'information du public** englobent les dépenses relatives aux programmes d'information en matière de droit, aux programmes de sensibilisation et à la publicité.

Les **dépenses au titre de projets externes** désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en oeuvre à l'extérieur du cadre du régime (par exemple dans des centres de consultation universitaires). On notera que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les **dépenses au titre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux activités de recherches juridiques, à l'information du public en matière de droit et à des contributions versées à d'autres programmes.

Les **dépenses au titre des recherches juridiques** désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches ayant trait à des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés aux fins du fonctionnement des bibliothèques.

Les **dépenses au titre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées au titre des fonctions de l'administration centrale et des bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses directes au titre des services juridiques** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et services de représentation aux clients, au nombre desquels figurent des groupes cibles. Ces chiffres comprennent aussi les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses au titre des services administratifs centraux et autres dépenses du régime sont exclues.

Dépenses nettes partagées – Représentent les demandes de paiement provinciales et territoriales pour les dépenses encourues par chaque régime d'aide juridique relativement à des affaires précisées dans les ententes de partage de coûts fédérales/provinciales/territoriales sur l'aide juridique en matière criminelle. Celles-ci comprennent à la fois les coûts des services juridiques et les dépenses administratives connexes. Ce montant représente le total net de toutes les contributions et des sommes reçues des clients. Comme le calcul des dépenses nettes partagées se fait au niveau de chaque province et territoire, les comparaisons entre les provinces et territoires doivent être faites avec prudence.

Les **dépenses directes au titre des services juridiques assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Ainsi, les dépenses comprennent les traitements et les avantages sociaux du personnel spécialisé et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux associés incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses au titre de l'entretien, des conférences, des réunions, des cotisations, des loyer, etc.. Les dépenses au titre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (par exemple les frais de déplacement) assumés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Par **frais recouvrés**, on entend les frais à recouvrer à la suite d'une ordonnance ou d'une entente, y compris les montants recouvrés par suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique à cause de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes âgées de 12 ans ou plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Les **membres actifs du Barreau** comprennent tous les avocats jouissant d'une assurance responsabilité professionnelle accrédités à pratiquer dans le secteur de compétence visé.

Des demandes peuvent être rejetées faute de **mérite suffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré les prestations de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du Barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le dénombrement total. Les chiffres déclarés sont des chiffres sans double compte.

Le **nombre d'employés au 31 mars** désigne le nombre réel d'employés à temps plein et à temps partiel au service du régime à un moment donné, soit le 31 mars, le dernier jour de l'exercice financier.

Par **personnel affecté à l'information du public** on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées des programmes d'information en matière de droit, des programmes de sensibilisation et(ou) de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques**, on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches relatives aux questions juridiques (sont exclues les personnes affectées aux bibliothèques des régimes).

Par **personnel affecté aux services d'aide juridique directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller et(ou) à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le Régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes. Les comptes débiteurs ne sont pas pris en considération.

Le **rejet d'une demande d'aide juridique pour non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le requérant a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le requérant refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Les **ressources en personnel** qui sont déclarées comme nombre d'employés au 31 mars, désignent le nombre réel des employés au service du régime. Ces données sont ventilées selon deux catégories: soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie des effectifs des régimes sont divisés en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas présenté de demande écrite. On compte le nombre d'unités de services fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées. Les personnes dont la cause est entendue par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est pourquoi les services relatifs aux causes entendues par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes acceptées. Ces services sont comptés avec les demandes acceptées uniquement lorsque l'affaire afférente a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire.

Les **services d'avocats nommés d'office au civil** désignent les services relatifs à des affaires civiles qui peuvent aussi être assurés ailleurs que devant un tribunal ou dans un lieu de détention (par exemple un hôpital psychiatrique ou un foyer pour personnes âgées).

Les **services d'avocats nommés d'office au criminel** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires** on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de services de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. Par **demande écrite** on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli une formule de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non requérant à un bureau de l'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté au service d'aide juridique direct. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le nombre des services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.

Une **seule infraction ou affaire est déclarée par dossier**, soit l'infraction ou l'affaire considérée comme étant la plus grave. Les infractions traitées en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* ne doivent pas figurer dans les catégories d'infractions commises par les adultes.

Total des membres du Barreau renvoie au nombre d'avocats qui figurent sur la liste de la Fédération des professions juridiques du Canada. Sont exclus les avocats qui sont à leur retraite ou inactifs. Les avocats des secteurs publique et privé sont inclus. Les avocats non résidants sont inclus dans la province où ils travaillent.